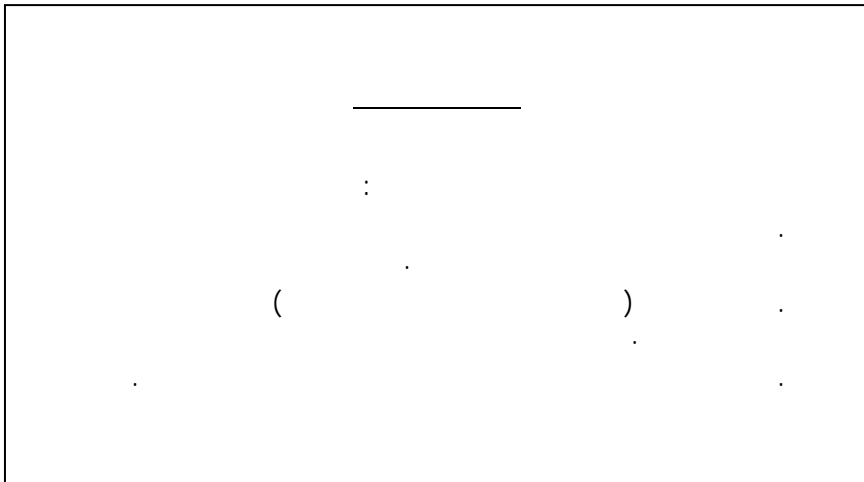


()



لمحة

عن الفهرس التسلسلي المفصل في الصفحة

:

:

" " :

" " :

" " :



العَدَدُ

الدراسات

()

()

()

» :

//

()

«.

»

»

:

()

«

«

! ()

//

//

:

//

//

//

//

//

//

//

//

//

//

//

//

//

//

//

//

//

//

//

//

//

//

//

//

//

()

:

()

).

()

)

(

)

(

:

:

«

»

()

//

//

//

()

«

»

» :

«

//

()

» :

....

....

«.

()

. *Prefectus*

Prefectus urbi

()

()

:

. *Toute justice émane du Roi*

()

. *Tribunal collegial*

()

()

()

V. en général, J. Declareuil, « Histoire générale du Droit Français dès origine à 1780 » ; G. Leroy, « Le juge unique et la réforme de notre organisation judiciaire », thèse, Paris, 1907 ; H. Dupeyron, « Le juge unique et la réforme judiciaire », thèse, Toulouse 1927, 11 et s.

()

en titre d'office ()

:

«C'est ainsi que le principe de la collégialité des juges qui nous régit encore aujourd'hui, fut substitué au principe primitif du juge unique pour des motifs d'ordre financier»^().

:

«L'ancien système français n'est pas plutôt un système plural, dans lequel le magistrat royal assumait la responsabilité personnelle d'une sentence fréquemment collégiale, puisqu'elle était généralement le fruit d'une délibération collective ? Sans doute, les avis reçus par le juge n'avaient qu'un caractère consultatif, mais on aurait tort d'accorder trop d'importance à cette qualification. Rare est celui qui ose souvent braver les avis de ses conseillers et d'ailleurs, on se soumet plus volontiers à une règle facultative, permettant la libre adhésion de l'esprit ; qu'à une loi absolue.»^()

Hybride

:

.() ()

:

Judicature Act ()

L'unité du personnel judiciaire

()

En effet, ils ont été nommés pour constituer le conseil des Baillis et des écheneaux (édit de Charles IX)

H. Dupeyron, « *Le juge unique et la réforme judiciaire* », thèse préc. p. 17. ()

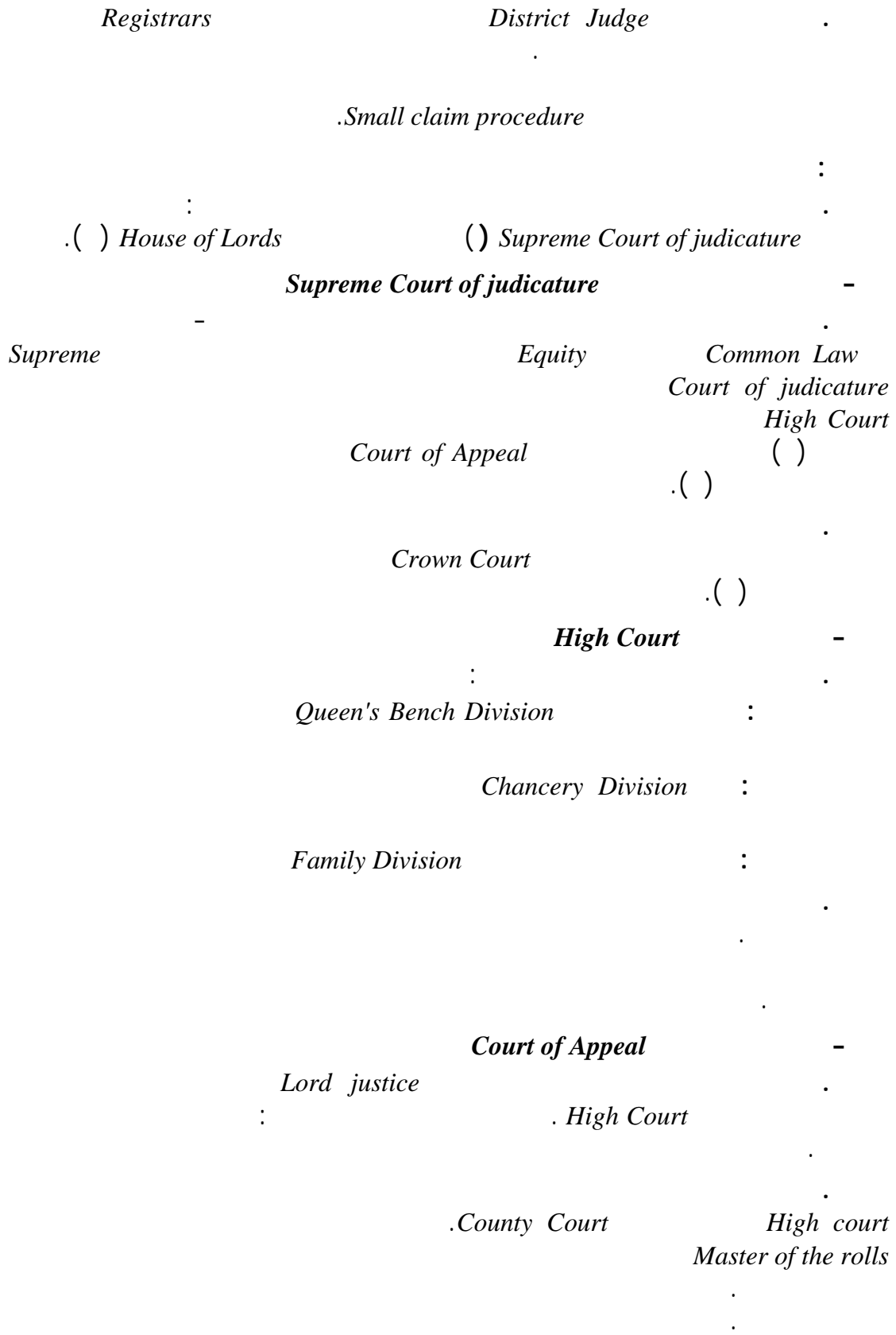
H. Dupeyron, « *Le juge unique et la réforme judiciaire* », thèse préc. p. 17 et s. ()

:

http://en.wikipedia.org/wiki/Courts_of_England_and_Wales

http://ec.europa.eu/civiljustice/org_justice/org_justice_eng_fr.htm

()		.County Court ()	:
		<i>Justice of peace</i>	-
		<i>Juristes</i>	.
		()	.
<i>Stipendiary or⁽¹⁾ Barrister⁽¹⁾</i>	()		. <i>Magistrates solicitor</i>
			.
		<i>Petty offences</i>	.
		<i>indictable offences</i>	.
			. <i>Crown Court</i>
		<i>County Courts</i>	-
			.
	<i>.District judge</i>	<i>Circuit Judge</i>	.
		<i>Circuit Judge</i>	.
<i>Barristers</i>	()		.
			.
<i>Law agent</i>	:	<i>Solicitor</i>	()
			.
		<i>.Law society</i>	.
		<i>contentious</i>	- :
		<i>non contentious</i>	- .
			.
		<i>.Barrister</i>	.
	<i>.Chancery Division</i>		.
	<i>Bar</i>	<i>Barrister</i>	()
	<i>Barrister</i>		.
	<i>Solicitor</i>		.



Lord Chief Justice
.Crown Court

Crown Court -
Crown Court .

Circuit judges .
Barristers or solicitors .

Crown Court .

Judiciary Lords .

Court of session
Supreme Court of North Ireland

Act 2005 / / .

Pays de Galle

()

()

()

Collégialité

*Tradition
Judicature Act*

()

()

()

←

()

Act 2005

(*Judicial Appointments commission - JAC*)
)

()

()

R. Perrot, «Le juge unique en droit français», R.I.D.C. 1977. 659; J. Vincent, «Juridiction collégiale ou juge unique dans la procédure civile Française», mélanges Faletti; in Ann. Fac. Dr. Lyon. 1971, T. II, p. 561; Tavaux du IX Colloque des Instituts d'études judiciaires de Nice 1974; avec les rapports de M. Normand, Roujou de Boubée, Charles et J. Vincent (publiés par le Centre d'études judiciaires de la Faculté de droit de Nice); Colloque, «Le juge unique, dispersion ou réorganisation du contentieux », Dalloz, 1996; H. Solus et R. Perrot, «Droit judiciaire privé», T. I, n° 541 et s.; J. Vincent et S. Guinchard, «Procédure civile», 27^e éd. Dalloz 2003; H. Croze et C. Morel et O. Fradin, «Procédure civile», 3^e éd. Litec, 2005; H. Croze et C. Laporte, «Guide pratique de procédure civile», 3^e éd. Litec, 2005 J. Vincent et S. Guinchard, «Institutions judiciaires» 7^e éd. Dalloz, 2003 ; A. Héraud et A. Maurin, «Institutions judiciaires», 3^e éd. Dalloz, 2000.

L'unicité des juridictions

()

.()

.civiles et répressives

()

()

.()

()

Tribunal d'instance ()**Juge de paix**

«Les fonctions judiciaires sont distinctes et demeureront toujours séparées des fonctions administratives. Les juges ne pourront à peine de forfaiture; troubler de quelque manière que ce soit les opérations des corps administratifs, ni citer devant eux les administrateurs en raison de leurs fonctions.»

C. Lambert, « Le juge unique et l'exécution en droit administratif », Colloque: « Les juges uniques, dispersion ou réorganisation du contentieux », Thèmes et commentaires, Dalloz, 1996, p. 45 et s.

V. en général, P. Estoup, « *La procédure devant les tribunaux d'instance* », D. 1985. chron. 246: « *Le juge d'instance, les adaptations procédurales nécessaires* », Gaz. Pal. 1987. 336 ; L. Cadiet, « *Droit judiciaire privé* », 4 éd., Litec, p. 104, n° 168 et s. ; M. Caratini, « *A propos des tribunaux d'instance* », Gaz. Pal. 1989. 2. chron. 331. ; J.P. Gridel, « *retour du juge de paix* », D. 1994. chron. 29 ; H. Solus, « *A propos d'un éventuel retour du juge de paix* », D. 1964. chron. 133.

()

()
()

Tribunal de police

()

Loi de l'orientation et

/ / de programmation de la justice

/ / / /

Tribunaux de proximité

Non professionnels

()

()

()

Art. L. 221-4 C.O.J.

()
()

Juges des loyers

Art. 29,)

(*décr. du 30 sep. 1953 mod., rappelé par art. R. 312-3 C.O.J.*

G.S. Stefani et G. Levasseur, «Procédure pénale», 21 éd., Dalloz, p. 17, n° 20.

()

Art. L. 221-10 C.O.J. ; Art. 521 N.C.P.P.

()

M.C. Lebreton, «La justice de proximité: un premier bilan pessimiste», D. 1985.chron. 246.

()

Art. L. 231-3 C.O.J.

()

Art. L. 231-5 C.O.J.

()

Tribunal de grande instance ^()

) ^()

(*Département d'outre mer*

Ratione materiae

V. en général, C. Giverdon, «*La procédure devant les tribunaux de Grande instance*», préface Jean Foyer, éd. Librairies techniques, 1973 ; G. Couchez, «*Procédure civile*», 11 éd., Armand Colin, p. 19, n° 23 et s.; R. Perrot, «*Institutions juridiques* », 7 éd., Montchrestien, 1995 ; N. Fricero, Rép. Pr. Civ., V° «*Tribunaux de grande instance*»; J. P. Scarno, «*Institutions judiciaires*», 5éd. Ellipses, 2002, p. 66 et s.

A signaler qu'il existait en France des tribunaux civils d'arrondissement, généralement appelés des tribunaux civils de première instance. La réforme a substitué à ces juridictions les tribunaux de grande instance.

En effet, le nombre des juges est suffisamment important le tribunal peut être divisé en deux ou plusieurs chambres (chacune d'elles étant présidée par un vice président, sauf une idée qui relève directement à cet égard président du tribunal). L'intérêt d'une telle formule est évidemment que les chambres pouvant fonctionnée simultanément, une division du travail est possible et qu'il s'ensuit une accélération du cours de la justice

Art. 808 N.C.P.C.

Art. 812 N.C.P.C.

Art. L. 213-5 ; V. en général, . J. Vuitton et X. Vuitton, « Les référés », éd. Litec, 2003.

()

()

()

Affaires matrimoniales

/ /

()

/ /

()

*Jurisdiction de droit commun**La plénitude des juridictions*^()

()

Question dite préjudicielle

()

Art. L. 212-1 C.O.J. ; V. J. Villacèque, « Le tribunal de grande instance statuant au fond en matière civile: la collégialité menacée par les juges uniques », D. 1995. Chron. 317.

Art. 801 N.C.P.C.

()

Art. 803 N.C.P.C. ; Art. 804 N.C.P.C

()

Art. L. 213-4 C.O.J.

()

/ /

()

()

Art. 221-3 C.O.J. ; Certains auteurs préfèrent ne plus parler actuellement de **plénitude de juridiction** ou doutent en tout cas de la possibilité de l'appliquer au tribunal de grande instance. V. Normand, R.T.D.civ. 1978. 416 et 1979. 187.

()

J. Vincent et S. Guinchard, « Procédure civile », 25 éd. Dalloz, Paris, 1999, p. 258, n° 222: « Si un tribunal d'exception, à l'occasion d'un procès pour lequel il est compétent, était saisie d'une question relative à l'une de ces matières, il devait surseoir à statuer sur le fond jusqu'à ce que cette question dite préjudicielle ait été tranchée par un tribunal de grande instance.»

:

. *Biomédicale*

-

.

:

Tribunal correctionnel

-*

.(

)

.

Juge d'instruction ^()

-*

.

.

()

()

J. Pradel, « *Le juge d'instruction* », Connaissance du droit, Paris, Dalloz, 1996 ; P. Chambon, « *Le juge d'instruction, théorie et pratique de la procédure* », 4 éd., Dalloz, 1997.

()

Depuis la réforme Guigou (loi n° 2000-516, du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes) le pouvoir de placer une personne mise en examen de détention provisoire est confié non plus au juge d'instruction mais au juge des libertés et de la détention.

- *

()

Le juge des applications des peines

- *

()

établissements pénitentiaires

(...)

)

)

.(....

()

()

()

-

! ()

//

()

()

.(

)

Putman, Rép. Pr. Civ., V° Cour d'appel.

()

()

L'appel procède de l'idée qu'il n'y a pas de bonne justice sans recours, pas de bon recours sans juridictions supérieures.

()

Le siège des ressorts des cours d'appel sont fixés par un décret en Conseil d'État (Art. L. 212-1 al. 2 C.O.J., Loi n° 95-125 du 08 fév. 1995)

.() .
)
 .(.
 .
Assemblée des chambres
)
) (.
 . (.
 .
 .
 () ()
 -
) .
Chambre sociale (())
 .())
 .
 .
 ()

:
 «C'est ainsi qu'on peut dire qu'actuellement les cours d'appel ont Presque la
 totalité de la compétence au second degré.»⁽¹⁾

La chambre d'instruction -*

Art. L. 311-1 C.O.J. ()
 G. Couchez, « Procédure civile », op. cit., p. 22, n° 27. ()

La chambre des appels correctionnnels

- *

Tribunaux de police

Tribunaux correctionnels

La chambre des mineurs

- *

(
Délégué à la

)

(

)

protection de l'enfance

La cour d'assises

- *

)

)^()

(

.(

(

)

(

)

()

	())	
		(
		:	
()	()	.	
		-	
	:	.	
	<i>Tribunaux de commerce</i> ()	-	
	<i>Conseils de prud'hommes</i> ()	-	
	<i>Les juridictions de sécurité sociale</i> ()	-	
<i>Les tribunaux paritaires des baux</i> ()		-	
		<i>ruraux</i>	
		-	
	()	.	
	:		

«Le procureur de la République représente en personne ou par ses substitutes le ministère public près le tribunal de grande instance.»^()

		.	
		-	
		.	
)		
		.	
	(
:		.	
()	<i>Bureau de conciliation</i>		
	<i>Bureau de jugement</i>		

Juge départiteur

Les juridictions de la sécurité sociale

Contentieux

Contentieux technique
)

général

()

Cour nationale de l'incapacité et de la tarification de l'assurance des accidents du travail

Les tribunaux paritaires des baux ()

- ruraux

(L'application du statut de fermage)
(Tribunaux d'instance)

Les juridictions militaires ()

La haute cour de justice ()

Les tribunaux maritimes commerciaux ()

Les tribunaux territoriaux des forces armées

-*

Les tribunaux territoriaux des forces armées

)

(

Les tribunaux militaires aux armées

-*

La haute cour de justice

-

()

()

Les tribunaux maritimes commerciaux

-

(..)

)
(

:

·
·
·

)

.(" "

)

(

Juge unique, juge inique

()

Collégialité

«De cette évolution conceptuelle et pratique, l'on peut songer à faire son profit dans une analyse plus vaste de l'organisation judiciaire. En effet, l'on peut considérer que, dans un premier temps, le justiciable doit obtenir un jugement raisonnable et rapide, tel que peut le rendre un juge unique compétent et expérimenté. Si la teneur du jugement n'est pas satisfaisante pour l'une des parties, alors un appel, conçu comme l'accès à une phase d'achèvement du procès et non comme sa redondance, pourra être formé. L'appel permet alors à l'accès

()

J. F. Burgelin, J. M. Coulon et M. A. Frison-Roche, « *Le juge des référés au regard des principes fondamentaux* », D. 1995. chn. 67, n° 38.

« systématique à la collégialité, rendue concrètement nécessaire en raison de l'insatisfaction exprimée par l'exercice de la voie de recours. En effet, l'on peut estimer qu'il y a une sorte de gaspillage de collégialité lorsque, en première instance, chacun est satisfait, alors qu'il y aura nécessité de collégialité en appel du fait même de l'échec du jugement. »

Juge de la mise en état
Juge des tutelles *Juges des affaires matrimoniales*⁽¹⁾
Juges des référés

()

Tribunal de police

)

.(

()

()

()

« Une étape vers la généralisation du juge unique en matière civile (au premier degré) ; une transition encourageante (à considérer le volume des affaires), en attendant l'adoption d'un système général raisonnable qui ; opérant au moins un renversement de principe, instituerait en règle le juge unique, sauf à laisser ouverte) - sous diverses modalités à étudier, mais avec un minimum de formalités - la porte au collège dans le cas où l'affaire, en raison notamment de sa complexité ou de ses implications politiques et sociales, ferait sentir la nécessité de la délibération et de l'anonymat d'un collège: consécration partielle mais significative, avant-garde d'une généralisation souhaitable.», J. Cornu, « La réforme du divorce », vol. 2, n° 373-374.

()

J. Vincent, « Les récentes extensions de compétence du tribunal d'instance », Mélanges Chavanne, Litec, 1990.

()

M. Armand-Prevost, « *Le juge unique en matière commerciale* », Bilan et perspectives, Gaz. Pal. 16-17 juin 1994, p. 8-40.

()

J. F. Burgelin, J. M. Coulon et M. A. Frison-Roche, « *Le juge des référés au regard des principes fondamentaux* », art. préc., D. 1995. chrn. 67.

()

()

//

«Les impératifs d'une rapide administration de la justice sont les alliés les plus sûrs du juge unique⁽¹⁾.»

()

» :

()

« .

» :

()

«.

R. Perrot, « Le juge unique en droit français », R.I.D.C. 1977. 659, n° 1.

()

» :

//

()

()

» :

«...

«

()

()

)

(

//

)

()

()

(...)

.(

) ()

.

//

()

» :

()

()

«

» :

« .

» :

()

« .

«

»

()

...

()

...

()

.(

)

//

()

()
 .()
 :
 / /
 ()
 .()
 :
 :

«Ce n'est un mystère pour personne que, dans leur grande majorité, les juristes français restent traditionnellement attachés à la collégialité, considérée pour eux comme une garantie de bonne justice, mieux éclairée et plus sereine. Et cela parmi les avocats qui trouvent dans la collégialité une protection contre tout risque d'arbitraire, que parmi les juges eux-mêmes, qui y découvrent volontiers une garantie d'indépendance⁽¹⁾.»

()

R. Perrot, « Le juge unique en droit français », art. préc., R.I.D.C. 1977. 659.

()
 ()

:

»

«.

/ /

«Maintenant nous sommes en présence d'un juge unique qui rend l'essentiel des décisions civiles. Un magistrat de la Première chambre de Paris me faisait remarquer combien il était singulier de constater que finalement, ils ne réunissaient plus à trois que pour calculer les dommages et intérêts qu'ils allaient donner à Caroline de Monaco puisqu'on avait parlé d'elle dans Voici, alors que l'essentiel de la décision était rendu à juge unique, c'est vrai que c'est la situation dans beaucoup des juridictions, on se réunit à trois pour des bêtises et l'essentiel est traité par le juge unique⁽¹⁾.»

()
.()

« » ()

()

Iwes P-A, « *Juge unique, collégialité et voies de recours* », La réforme du code de procédure civile autour du rapport Coulon, R. J. Ile de France, Dalloz 1997, p. 69.

:

.

()

.()

.()

.

//

.()

.()

.

.

)

"

"(

//

:

»

.

....

-

«

:

»

()

»:

.

.

.«.

)

.(

()

:

()

»

»

«....

«

»:

«

»

.

"

«.

-

//

()

()

//

....

.«

.

()

.

) // - // (-

.)

()

.(. . .)

.

» // « ()

()

..

// ()

- « » : » ()

»:

//

//

//

«.

()

:

«Sans doute serait téméraire de considérer le dialogue judiciaire comme une panacée ; et l'ont commettrait une grave erreur si l'on en déduisait que la justice doit bannir tous les signes extérieurs de solennité. **Mais on ne peut nier que, dans certains domaines et à certains instants, un dialogue est indispensable qui ne peut être mené à bien que par l'intermédiaire d'un juge unique.**»

:

Juges des tutelles

()

.(.)

:

»

()

«.

()

J. Vincent, « *Rapport de synthèse au IX colloque des instituts d'études judiciaires en 1974* », in travaux du IX colloque édités par le centre d'études judiciaires de la Faculté de droit de Nice, p. 111.

« .

» :

()

«l'unicité du juge s'impose comme une nécessité: elle est un facteur indispensable de son efficacité dans la mesure où la disponibilité et la permanence de son action sont des considérations essentielles. Dans tous ces cas, la collégialité irait à l'encontre du but poursuivi.»⁽¹⁾

Juge éphémère
Juge de la durée⁽²⁾

R. Perrot, « Le juge unique en droit français », art. préc., R.I.D.C. 1977. 664, n° 10. ()

J. Vincent, « Rapport de synthèse au IX colloque des instituts d'études judiciaires en 1974 », préc. in travaux du IX colloque édités par le centre d'études judiciaires de la Faculté de droit de Nice. ()

» :. ()

« .

.(. . . .) ()

:

» :.

:

«.

.

.

.

.

.

:

.

.

.

.

.

.

(.)

.

(. . . .)

(.)

» :

.

«

(. . . .)

(. . . .) (. . . .)

(. . . .)

()
()

. ()
.
.
.
.
.
.
:
.
()
.()
:
.
.
.
()
.()
:
.
.
.
:
(...)
(- - - ...)
.^()(- ...)

()
« » ()
«

()
.() ()
.() ()

» : ()

.«. ()

.() ()

() ()

....

()

» : /

()

.«.

» :

//

()

«.

... «

»

» : ... :

()

«.

» : ...

()

....

«.

.(

)

.()

:

//

()

)

:

» :

//

()

» : ...

.« (

()

←

. ()

.

-

-

. ()

.

()

)

:

»

. « . ()

.

.

»

.

.

.

.

.

←

« .

. ()

()

» : ()

« .

. ()

«.

» :. . .

.

.« ...

.()

()

:

.

.()

:

»

«.()

()

()

....

.... . ()

.... ()

«

»

»

«

»

« ()

.(. . . .)

.... . ()

:

» :. . . . ()

«.

.(-)

.

.)

» :

.«.()

.(- - -)

:

.

(() . - - - -) (() /) () ... ()
(()) (//) (//) (//) (//)
((//)) (//) (//) (//)
((//)) (//) (//) (//)
((//)) (//) (//) (//)
((//)) (//) (//) (//)

()

/

()

()

()

:

()

()

» :

« ()

()

/ /

()

« / / «

»

»

()

Chambre de

Collégialité

conseil

()

«

»

()

(..)
.(..)

.....

» :

()

.«.

()

()

:

(

)

()

.

..... . ()

..... . ()

()

. « // «

»

»

» : ()

:

» :

«.

«.

» :

.....

:

«.

()

/ /

.....

()

.

.

.

()

.

()

()

()

: » : ()

.

(« .) ()

.

» :

« .

. ()
. ()

()

.

.

)
Tribunaux de

(proximité

.

()

(" ")

.

)

.

(

.

.

()

()

()

()

()

()

()

)

()

(

/ /



(

)

()

- -

» :

%

%

«

»

«

()

()

:

()

()

- -

(¹)Le Crime Organisé Translational "

:

((...))

Les organisations terroristes

Les organisations criminelles

...

" " " - -
"

()

The Danish Advisory Team to the

- - ()
- Northern Lebanon Border Project

: ()

:

()

Raymond Screvens: Le crime organisé à caractère international – Problèmes de preuve – R.D.P.C – 1998 – P: 5.

()

()

:

-

-

...

Le blanchiment d'argent

...

La Corruption

-

:

Fernando Tocara, Crime organisé et lois d'exception, Rev.sc.crim., Doc., 1999, P: 8.

()

: ()

...

:

()

()

()

() La culture de la publicité

...

_____ : " " _____
.....) _____
" " _____
" " _____
" " _____

()
Mireille Delmas Marty, Stefano Monacardo, La corruption, un défi d'Etat de droit et la société démocratique, Rev.sc.crim., études et variétés, - 1997, P 696.
()
Barond Jean Godeaux, L'importance du phénomène de la corruption, in: La corruption nous concerne, 2002, Actes du colloque du 4 décembre 2001 – 2002, Bruylant – Bruxelles, P 28.
()
Dieter Frisch, La corruption obstacle majeur au développement économique et social, in: La corruption nous concerne a tous, op.cit., P 43 et suiv.
()
Dominique Walton, La corruptibilité des systèmes de communication, in: La corruption l'envers de droits de l'homme, op.cit., P: 67 et suiv.

"

"

() ...

" "

:Charles Lamb Voler l'Etat, n'est pas voler

"Le fraudeur fiscal me plaît, c'est un voleur honnête, car il ne vole que l'Etat qui est une abstraction^()".

()

: : " " ()

()

Charles Lamb, Cité par Camille Scailteur, Le devoir fiscal, 1950, éd .Desclée De Brower - Bruges - Belgique - P: 7.

()

Yann Moulrier Boutang, Jean-Pierre Carson, Roxane Silberman, Spécificité actuelle de l'économie cachée, in: Économie politique des migrations clandestines de main-d'œuvre, 1986, Pulbisud, Paris, P 105.

()

()

()

.

.

.

...

)

(

-

()

()

()

...

...

:

()

...

()

...

.

()

Dans Kaminski, Le maintien de l'ordre public, in: L'usage pénal des drogues, 1^e éd., 2003, éd. De Boeck &Larcier, Bruxelles, P 168/169.

()

Alain Labrousse, Alain Wallon, La planète des drogues, Organisations criminelles, guerre et blanchiment, 1993, Seuil, Paris, P 29.

()

()

/

“() /

.(. .)

(.)

...

.()

.(.)

“ ”

.()

:

-

-

José-Maria Reboledo, Drogue et Criminalité, R.I.P.C., 1980, P 156.

// - / ()

/ / ()

// // //

// - ()

- //

....

()

-

"

"

...

/

()

()

()

La culture de la violence

....

"

/

"

-

"

"

Palerme

/

()

" ()

"

- / "

"

.E/CN.15/2002/9

" 2003 / 10 ()

- : ()

-

-

-

-

)

"

(Corpus Juris
(Europol) _____ Eurojust
... Le mandat d'arrêt européen
.La territorialité européenne "

:

"

"

-

):

-

(

-

-

-

...

)

(....

-

(

) ArabJust

-

) "Arabpol" _____

-

(

:

-

-

-

-

-

The world book capital

-



POINT DE VUE SUR L'ARTICULATION "VERTICALE" DES PROPRIÉTÉS PRIVÉE ET PUBLIQUE EN DROIT LIBANAIS

Par **Roula EL-HUSSEINI BEGDACHE**
Docteur en Droit
Avocat à la Cour de Beyrouth
Chargée d'Enseignement aux Facultés de droit de
l'Université Saint-Joseph de Beyrouth et de
l'Université Libanaise

Sujet tabou s'il en est dans un pays situé dans une région tourmentée du monde où l'attachement à la terre est vivace, la propriété immobilière qu'elle soit privée ou publique se situe parmi les pans les plus poussiéreux du droit libanais.

Régi par l'arrêté n°3339/LR du 12 novembre 1930 portant réglementation de la propriété foncière et des droits réels immobilier (connu sous le nom de Code de la Propriété, ci-après "CP") promulgué voici plus de soixante ans et qui se voulait alors, comme toute oeuvre de codification, "un instrument juridique moderne"⁽¹⁾, le statut juridique de l'immeuble s'est figé depuis dans une stabilité inébranlable, reflet comme on a pu l'observer de sa fixité caractéristique⁽²⁾.

La propriété publique fait, elle, l'objet d'un régime spécifique non moins vénérable, l'arrêté n°144/S du 10 juin 1925 régissant le domaine public et l'arrêté n°275/LR du 25 mai 1926 régissant les biens du domaine privé de l'Etat.

La fin de la guerre et le chantier de reconstruction du pays ont cependant suscité de nouvelles interrogations autour du statut de la propriété notamment dans le cadre de la réhabilitation du Centre-Ville de Beyrouth, l'un des secteurs les plus ravagés par la guerre.

Autrefois point de convergence et de départ de la quasi-totalité des activités du pays, tout à la fois gare routière et maritime, marché populaire, regroupement de boutiques de luxe, siège du Parlement et de l'Hôtel de Ville, de grands ministères et de banques,⁽³⁾ le Centre-Ville de Beyrouth n'était plus, après seize ans de destruction et de squatterisation, qu'un champ de ruines calcinées.

(1) Cf. Exposé des motifs de l'arrêté n° 3339/LR

(2) J-L. BERGEL, "Paradoxes du droit immobilier français à la fin du XXe siècle", in *Le droit français à la fin du XXe siècle – Etudes offertes à Pierre Catala*, LITEC 2001, pp.641 et s.)

(3) R. GEACHAN, "Reconstruire ... Réconcilier", in *Les Cahiers de l'Orient*, n°28, 4e trimestre 1992, p.83

La réhabilitation fut confiée, au coeur d'une vaste polémique qui a secoué le pays, à la Société Libanaise pour le Développement et la Reconstruction du Centre-Ville de Beyrouth (SOLIDERE) entraînant le Liban de plein pied dans une opération immobilière de très grande envergure qui mettait en jeu les règles d'urbanisme les plus pointues.

Dans ce cadre, une société de droit privé maîtrisant le sol en pleine propriété, était chargée pour le compte et aux frais de l'Etat de l'aménagement d'une zone objet d'un plan et d'un règlement d'urbanisme avec ses voiries, places et jardins publics, ces équipements étant progressivement incorporés au domaine public au fur et à mesure de leur achèvement.

C'est dans ce contexte que le besoin de briser l'hermétisme de la séparation du domaine public et de la propriété privée s'est fait ressentir au Liban au milieu des années 1990 lorsque les impératifs de la commercialisation du projet du Centre-Ville impliquant notamment des équipements complexes (création de tunnels de communication sous la voie publique entre deux bâtiments, parkings souterrains sous-jacents à certains tronçons de voies publiques ...) ont exigé l'appropriation privée de l'espace disponible au-dessus de parcelles du domaine de l'Etat ou des collectivités publiques.

Jusqu'alors, les interférences de la propriété privée et du domaine public étaient demeurées "horizontales" (droits de passage) aux exceptions près des régimes des mines et carrières, des fouilles archéologiques et des eaux souterraines. Ce sont les interférences "verticales" qui seront ici envisagées.

Sur le plan des principes, les impératifs de l'aménagement urbain moderne (valeur économique grandissante de la propriété foncière, rétrécissement progressif des espaces disponibles) commandent une exploitation rationnelle de l'espace, traduite par la création d'ensembles immobiliers complexes formés de blocs superposés ou imbriqués sur une même parcelle aux destinations totalement hétérogènes tel que parkings, supermarchés, hôtels, bureaux, commerces ...

En France, l'échec dans un tel contexte de la technique éprouvée de la copropriété⁽¹⁾ a exhorté les intervenants à la recherche d'alternatives viables.

En effet, souvent les blocs qui coexistent sur le même sol n'ont aucun rapport les uns avec les autres si ce n'est leur superpositions et imbrications, de sorte que les notions de parties communes et parties privatives en perdent leur signification. Le calcul des charges donne lieu par ailleurs à des discussions interminables, tandis que la notion de "destination de l'immeuble" qui se caractérise en principe par une certaine unité ou une certaine homogénéité, n'a plus aucun sens en

(1) V. Ph. SIMLER, "Copropriété et propriété en volumes: antinomie ou symbiose?", in *Le droit privé à la fin du XX^e siècle – Etudes offertes à Pierre Catala*, LITEC 2001, pp. 679 et s.: "La copropriété par appartements ... apparaît comme "l'homme malade" de notre droit des biens."

présence de complexes immobiliers où coexistent à la fois des logements, des supermarchés, des cinémas etc. Les règles de majorités des assemblés constituent enfin un obstacle parfois insurmontable rendant l'ensemble totalement ingérable.

L'inconvénient ultime de la technique de la copropriété surgit en cas de présence d'une personne publique dans l'immeuble, ou de l'imbrication dans l'ensemble d'un élément de domanialité publique totalement réfractaire à la notion de copropriété avec des personnes privées.

Cette réalité a donc appelé le développement d'une technique plus souple qui permette aux propriétaires des différents "volumes", correspondant aux diverses affectations des blocs qui forment le complexe immobilier, de coexister en bonne intelligence.

Des projets de grande envergure comme ceux du quartier de la Défense près de Paris ont permis de mettre en évidence l'intérêt de séparer la propriété du sol de celle de ses dessous et dessus pour les réaliser mais également pour la mise en oeuvre de projets de moindre envergure supposant des imbrications de droits de propriété dans des immeubles dont les niveaux sont affectés à des destinations difficilement conciliables.

Cette dissociation de la propriété du dessus de celle du dessous a pu être réalisée en France grâce à un mécanisme très ancien, hérité du droit romain et qu'on retrouve en droit musulman, à savoir le droit de superficie, qui permet de séparer la propriété du sol de celle des dessus et dessous. Ainsi superposée, la propriété des différents volumes demeure indépendante et les volumes sont articulés au moyen de servitudes réciproques. Les volumes que leur propriétaire souhaite lotir sont alors individuellement soumis au régime de la copropriété.

Le droit de superficie fut donc exhumé pour servir de support à une forme inédite de propriété: "la propriété en volumes". Cette technique invite à une perception euclidienne de la propriété immobilière en trois dimensions. Ainsi l'on part de l'hypothèse d'après laquelle la propriété foncière est avant tout la maîtrise exclusive d'un "espace"⁽¹⁾ la définition de cet espace par référence à une parcelle foncière n'étant que le procédé habituel d'identification⁽²⁾ de sorte que rien n'empêche le recours à une technique d'identification des volumes eux-mêmes.

En dépit de certaines objections doctrinales⁽³⁾ cette technique s'est révélée viable en France; ces remarques proposent d'ébaucher l'étude de son admissibilité et de sa mise en oeuvre en droit libanais. Dans cet ordre d'idées, nous envisagerons dans un premier temps le concept de superficie en droit privé, dont la légalité en droit

(1) V. l'article fondateur du Doyen Savatier, "La propriété de l'espace", D. 1965, p.213

(2) F. TERRÉ ET Ph. SIMLER, , *Les biens*, 6e ed., Dalloz 2002, n°948.

(3) (J.P. BERTREL, "L'accession artificielle immobilière – Contribution à la définition de la nature juridique du droit de superficie", RTDciv 1994, p.p. 737 et s. spéc. p. 775)

français “n’est pas douteuse”⁽¹⁾, dans la mesure où celui-ci demeure controversé en droit libanais (I) de telle sorte qu’il convient de lui rechercher des substituts, que nous aborderons dans un second temps (II).

I- LE DROIT DE SUPERFICIE EN DROIT LIBANAIS

La construction édiflée sur le terrain d’autrui appartient au propriétaire du sol. Cette force attractive de la surface sur les espaces qui la surplombent et sous-tendent est traduite par l’adage latin *superficies solo cedit*. Cette règle est posée en droit français par les articles 552 et 553 du code civil. Ces textes sont repris quasiment à la lettre en droit libanais par les articles 13 et 213 de l’arrêté n°3339/LR. Le premier, situé au titre IIème dans le chapitre I^{er} intitulé “De la propriété”, dispose que “La propriété du sol comporte la propriété du dessus et du dessous; ainsi le propriétaire d’un terrain peut y faire telles plantations et constructions qu’il juge à propos où y effectuer des fouilles aussi profondément qu’il juge convenable et tirer de ces fouilles tous les produits qu’elles peuvent fournir, le tout sauf les restrictions résultant des lois, arrêtés et règlement” ; le second, situé au chapitre II du titre VII intitulé “De l’accession” dispose pour sa part” que “Toutes constructions, plantations et ouvrages sur un terrain sont présumés avoir été faits par le propriétaire à ses frais et lui appartenir ...” et le législateur d’ajouter: “si le contraire n’est prouvé”. De cette dernière réserve directement inspirée de l’article 553 Cciv. l’on a déduit en droit français l’admission du *droit de superficie*, qui peut être défini comme un droit réel qu’un propriétaire, le superficiaire, exerce sur la surface d’un fonds dont le dessous appartient à un autre propriétaire, le tréfoncier⁽²⁾.

En d’autres termes, le droit de superficie est un droit de propriété (de l’avis de la doctrine dominante), portant sur une construction ou des plantations.

Toutefois, contrairement au droit français qui a érigé le droit de superficie sur l’article 553 Cciv., le droit libanais a expressément prévu ce droit parmi les droits réels⁽³⁾ et l’a défini à l’article 8 de l’arrêté n° 3339/LR comme étant celui du propriétaire de bâtiments, ouvrages au plantations reposant sur un fonds appartenant à autrui”, pour mieux en annihiler l’existence à l’article 31 CP lequel dispose expressément qu’*“Aucun droit de superficie ne pourra être constitué à compter de la date de promulgation du présent arrêté.”*

(1) F. TERRÉ et Ph. SIMLER, *op. cit.*, n°947.

(2) F. TERRÉ et Ph. SIMLER, *op. cit.*, n°946

(3) “Article 10. - les immeubles peuvent faire l’objet des droits réels suivants:

- La propriété
- Le tassarouf
- La superficie (...)

Dès lors, comment interpréter la portée de l'article 213 CP, équivalent libanais rappelons-le de l'article 553 Cciv., à la lumière de cette disposition péremptoire ?

Dans son ouvrage classique de droit foncier libanais⁽¹⁾, B. Tabbah justifie la suppression pour l'avenir du droit de superficie, par la conviction du législateur que les griefs élevés contre ce droit seraient fondés. De fait, le reproche principal qu'on avait adressé au droit de superficie était notamment celui de "stériliser le sol à perpétuité", le tréfoncier ne pouvant plus en tirer de ce fait aucun avantage appréciable⁽²⁾. Le même auteur croit néanmoins à la survivance du droit de superficie en affirmant que sa suppression "[...] ne saurait être absolument effective. Il est un article du Code de la Propriété qui *suppose un tel droit* et sur l'équivalent duquel le droit français a lui-même fondé sa persistance en France. Nous avons nommé l'article 213 CP."⁽³⁾ Ainsi, estime B. Tabbah, "en dépit de la volonté clairement exprimée du législateur, à l'article 31 C.P., le droit de superficie continuera donc à l'avenir à exister dans quelque mesure"⁽⁴⁾.

De fait, cette opinion fut confortée par un arrêt de la Cour de Cassation libanaise du 30 mai 1959 qui a semblé admettre la dissociation de la propriété des dessus et dessous dans une affaire où le propriétaire du sol n'était autre que l'Etat libanais.⁽⁵⁾

Toutefois, dix ans plus tard⁽⁶⁾, dans une affaire où les juges du fond avaient admis que la vente d'un bien-fonds n'emportait pas celle de l'immeuble reposant sur celui-ci, ce dernier étant demeuré la propriété du vendeur, la Cour suprême, est venue déclarer l'abrogation du droit de superficie d'ordre public sur le fondement de l'article 31 CP, les juges du fond ayant l'obligation de la soulever d'office⁽⁷⁾.

(1) *Propriété privée et registre foncier*, LGDJ 1947.

(2) B. TABBAH, *op. cit.*, Tome I, n°242.

L'auteur ajoute: "Peut-être aussi le législateur a-t-il voulu mettre un terme, (...) à ces marchés de dupes entre gros propriétaires ruraux et paysans, ayant pour objet les arbres plantés par ceux-ci, dont il ne leur revient le plus souvent qu'une part infime et qui ne leur donnent droit à aucune compensation de la dépense exposée elle-même, en cas de réussite insuffisante de la plantation."
(*Ibidem*)

(3) B. TABBAH, *Ibidem*

(4) *Ibidem*

(5) Recueil Baz 1959, p.77: "Attendu que la loi suppose que le propriétaire du sol est propriétaire des constructions et ouvrages édifiés sur le sol mais que cette présomption cède devant la preuve contraire, ce qui résulte des dispositions expresses de l'article 213 CP (...)"

(6) Voir toutefois auparavant un arrêt qui se contente de réitérer les dispositions de l'article 31 en confirmant la survie du droit de superficie pour les titres consentis *avant* l'entrée en vigueur de l'arrêté n° 3339/LR: Cass 5 novembre 1960, Revue Judiciaire 1960, p.929.

(7) Cass. 28 avril 1969, Recueil Baz 1969, p. 324 *Al-Adl* 1969, *Jurisp.*, p. 532:

"(...) la demande principale qui tendait à déclarer que l'immeuble n'était pas inclus dans la vente et qu'il était demeuré la propriété [du vendeur]; le tribunal de première instance qui avait pris cette demande en considération, la jugeant légitime au fond, était tenu de déclarer la nullité de la vente portant sur le terrain après l'interdiction du droit de superficie par le code foncier; cette interdiction étant d'ordre public, il appartenait au tribunal de la soulever d'office (...)"

Depuis, la jurisprudence publiée⁽¹⁾, et les rares auteurs qui abordent le droit de superficie confirment le caractère d'ordre public de son extinction⁽²⁾.

En d'autres termes, toute dissociation de la propriété d'édifices et de celle du terrain sur lequel ils reposent devrait être requalifiée de droit de superficie et annulée, au besoin d'office, par les tribunaux en vertu de l'article 31CP.

On remarquera que contrairement aux textes français correspondants (article 552 et 553 Cciv.), qui sont *consécutifs*, les textes libanais sont contextuellement très éloignés: nous l'avons dit, l'article 13 est le troisième article du chapitre intitulé "de la propriété" alors que l'article 213 se place dans le titre VII consacré aux modes d'acquisition de la propriété, au chapitre intitulé "de l'accession".

Cette configuration pourrait suggérer que le législateur a voulu consacrer le principe de l'article 13CP comme étant le droit commun de la propriété, les seules exceptions admises étant légales (mines, carrières, antiquités, eaux souterraines), alors que la portée de l'article 213CP se limiterait aux droits de superficie existant avant l'entrée en vigueur de l'arrêté No 3339/LR. Cette analyse est confortée par la situation de l'article 213CP qui est placé dans un contexte tendant à organiser la reconstitution de l'unité de la propriété des dessus et dessous, soit au profit du superficiaire soit au profit du tréfoncier, selon des critères de bonne foi et de valeurs respectives du fonds d'une part et des constructions ou plantations élevées sur celui-ci d'autre part (art. 214 CP et suivants).

En outre, il convient de prendre acte d'une récente intervention du législateur en la matière. En effet, l'article 30CP considérait que le droit de superficie s'éteint par la destruction des bâtiments, ouvrages ou plantations établis sur le fonds; dans ce cadre, la Loi n°322 du 21/4/2001⁽³⁾ est venue assimiler les bâtiments et ouvrages désormais "non conformes à leur destination" à des bâtiments et ouvrages détruits mettant fin par la même occasion aux droits du superficiaire.

Cette volonté du législateur de restreindre le domaine du droit de superficie montre que l'abrogation du droit de superficie paraît difficile à contourner dans l'état actuel du droit positif. Il n'en demeure pas moins qu'une telle abrogation paraît aujourd'hui malencontreuse à une époque où elle connaît un "renouveau

(1) de manière indirecte: en effet la jurisprudence publiée se contente de distinguer la copropriété des étages et appartements, légale, du droit de superficie, abrogé.

V. dans ce sens: Cass., 16 octobre 1970, *Al-Adl* 1971, *Jurisp.*, p.319; aussi distinguant la copropriété de la superficie sans mentionner l'abrogation de cette dernière, une décision plus ancienne: Tribunal de première instance de la Bekaa 30 juin 1948, *Revue Judiciaire* 1948, p. 283.

(2) Voir dans ce sens E. Eid, *Droits réels immobiliers principaux*, Tome I, 1979, p. 136:

"La défense pour l'avenir de constituer des droits de superficie intéresse l'ordre public, il en résulte par suite, que toute dérogation entraîne la nullité absolue de l'acte y relatif".

(3) J.O. n°22 du 3/5/2001.

protéiforme”⁽¹⁾ notamment en droit français. Invitation est donc faite au législateur à intervenir en droit des biens en vue de réintroduire le droit de superficie en droit libanais ou, à défaut, à la jurisprudence d’admettre une interprétation logique de l’article 213CP⁽²⁾.

Dès lors et hormis la technique de la copropriété avec les inconvénients que l’on sait, la superposition en «volumes» de propriétés privées n’est pas réalisable en droit libanais.

Vérifiée en droit privé, cette conclusion s’applique-t-elle au droit public?

II- LES SOLUTIONS DE SUBSTITUTION.

Si sous prétexte d’accession inspirée de l’article 13 CP la qualité de domaine public de la surface emporte celle des dessus et dessous, l’utilisation par des tiers de ces espaces ne pourrait se faire que selon les modalités de l’occupation précaire (permissions, autorisations et concessions de voirie) en raison de l’inaliénabilité du domaine public.

Or cette attraction du régime de la domanialité publique sur les dessus et dessous d’une parcelle domaniale ne va pas de soi en droit libanais, pas plus d’ailleurs qu’en droit français.

En effet, l’accession s’entend de la *propriété* des espaces supérieurs et inférieurs, elle n’emporte pas nécessairement l’extension du régime de la domanialité publique, ce régime obéissant à des conditions strictes qui ne sont pas dictées par le sujet du droit, le propriétaire – collectivité publique, mais par l’objet du droit, la chose appropriée. En d’autres termes, l’appartenance à une collectivité publique n’est pas le critère unique de la domanialité publique. De fait, si les dessus et dessous d’une parcelle du domaine public accèdent à la propriété publique en vertu de l’article 13CP, ce texte ne saurait emporter le régime de la domanialité publique tant que toutes les conditions de ce régime ne sont pas réunies.⁽³⁾

(1) P. CATALA, Rapport de synthèse, in *L’évolution contemporaine du droit des biens-Troisièmes journées René Savatier*, PUF 1991, p.185.

(2) Il convient de remarquer par ailleurs que le droit libanais connaît l’emphytéose ou bail emphytéotique prévu par l’arrêté n°12/LR du 16 janvier 1934. En effet, la doctrine admet que l’emphytéose suppose la superficie dont elle constitue une application dans la mesure où l’emphytéote a, outre un droit de jouissance sur le fonds loué, la propriété temporaire (pendant la durée du bail) des constructions qu’il a réalisées, de sorte que le bail emphytéotique a pour objet l’attribution au preneur, en contrepartie des obligations lui incombant, d’un droit de superficie sur les constructions. (voir à ce sujet en droit français: TERRÉ et SIMLER, *op.cit.*, n°933 v. également G.LIET-VEAUX et J.-S. SCHMIDT, “Le bail à construction”, D. 1965, p.71; R. SAINT-ALARY, “Bail à construction et opération d’urbanisation”, JCP 1966, I, 1976)

(3) Voir dans un sens en droit Y. GAUDEMET, “La superposition des propriétés privées et du domaine public”, D. 1978, p.293; du même auteur, “La construction en volumes sur le domaine public”, in *L’évolution contemporaine du droit des biens-Troisièmes journées René Savatier*, PUF 1991, →

Dès lors, la vraie question est celle d'identifier les critères de l'appartenance au domaine public, en vue de mesurer l'étendue spatiale du régime de la domanialité publique. A cet égard, il convient d'observer que la consistance du domaine public répond en droit libanais à une définition légale. Ainsi, l'article 1er de l'arrêté No 144/S du 10 juin 1925 portant réglementation des biens du domaine public dispose-t-il:

“Le domaine public comprend (...) toute choses qui par leur destination, sont affectées à l'usage de tous ou à un service public.”

Les conditions de la domanialité publique dégagées par la jurisprudence sur le fondement de ce texte, sont au nombre de trois: 1) le bien doit appartenir à une collectivité publique; 2) le bien doit être affecté à l'usage de tous ou à un service public; 3) l'affectation du bien doit résulter de sa destination.⁽¹⁾

Quant à la première condition, elle ne pose pas de problèmes d'interprétation. S'agissant de la deuxième condition, il faudra distinguer entre les domaines public naturel et artificiel, le premier n'étant pas dans notre propos. Quant au second, la jurisprudence confirme que la domanialité publique d'un bien résulte de son affectation à l'usage de tous ou à un service public, indépendamment de toute décision formelle d'affectation.² Enfin, quant à la troisième condition, la domanialité suppose, outre l'affectation du bien à l'usage (direct) du public ou à un service public, que ce bien ait fait l'objet d'un *aménagement spécial*, qu'il présente un “signe intrinsèque” d'affectation, celui de destination.⁽³⁾

La notion de destination permettrait ainsi d'éviter l'hypertrophie de la domanialité publique qui résulterait de la seule notion d'affectation.⁽⁴⁾

Ces trois critères cumulatifs conditionnent l'appartenance des biens au domaine public.

→ p.135 et s. spec. p.148; V. également l'étude de G. LIET-VEAUX, “Domanialité et sous-sol”, Rev. Administrative 1965, p.374 et s., également publiée au Liban au Recueil Chidiac 1965, p.13 et s.

(1) Voir dans ce sens: *La jurisprudence des tribunaux administratifs au Liban*, Tome II, 1981, “Le domaine public, p.3 et s.

(2) Conseil d'Etat, 15 novembre 1965, no 1632; Recueil 1, 1965, p. 229.

(3) Voir dans ce sens l'étude de P. DAGHER, “La théorie du domaine public en droit libanais”, Revue Judiciaire 1955, p.1, et s., spec. p.4; V. également H. RIFAAT, “Le domaine public en droit libanais; libéralisme ou formalisme?”, *Proche Orient-Etudes Juridiques* 1970, p.215.

(4) P. DAGHER, *eod. loc* “Ce qui marque en réalité la différence avec la loi libanaise [par rapport au régime français], c'est l'attachement de celle-ci au concept de destination, lequel en complétant celui d'affectation, vient tempérer ce qu'il recède en lui de vertu envahissante, la notion de domanialité publique serait hypertrophiée si elle s'étendait à toutes chose affectée à l'utilité publique (...)”.

H. RIFAAT, *loc. cit.*, p.219: “C'est la qu'on pourrait apprécier l'apport du décret législatif du 10 juin 1925; en prévoyant le concept de destination, il a exclu du domaine public les biens, même éventuellement affectés à l'usage du public, qui n'y seraient pas intrinsèquement destinés”.

Ni restrictive, (elle n'exige pas d'incorporation formelle), ni trop extensive (grâce au concept de destination), la domanialité publique en droit libanais obéit néanmoins à des critères législatifs qui la mettent à l'abri des controverses: pour faire partie du domaine public, un bien appartenant à une collectivité publique doit être affecté à l'usage du public et cette affectation doit résulter de sa destination. A défaut, ce bien appartiendra certes à la collectivité, mais c'est le régime du domaine privé qui lui demeurera applicable, le domaine privé de l'Etat étant la catégorie résiduelle qui comprend entre autres “ (...) les biens acquis par l'Etat et ne faisant pas partie du domaine public” d'après l'article 2 paragraphe 8 de l'arrêté n°275/LR du 5 mai 1926 “sur la gestion et l'aliénation du domaine privé immobilier de l'Etat”.

Ainsi, les dessus et dessous d'une voie publique peuvent faire l'objet de contrats de droit privé selon le régime institué par l'arrêté n°275/LR¹ précité, conduisant à une utilisation individuelle des volumes qui surplombent et sous-tendent cette voie.

Cette conclusion appelle une objection d'ordre théorique et une remarque d'ordre pratique.

Quant à l'objection, elle consiste à dire que la cession de volumes ainsi décrits reviendrait à la constitution d'un droit de superficie sur le domaine public au profit de tiers alors que celui-ci a été abrogé par la loi.

Cette objection n'est pas pertinente. En effet, elle prouve trop, dans la mesure où l'inaliénabilité du domaine public ne permettrait pas de constituer sur celui-ci un droit de superficie, droit réel, perpétuel *même si celui-ci n'avait pas été abrogé*.

En réalité, la superposition de propriétés publique et privée est rendue possible par la prise en compte de la distinction entre la propriété du bien-fonds d'une part et le régime juridique applicable à l'ensemble de ce bien-fonds, dans ses trois dimensions, d'autre part.

De fait, si seul l'espace affecté à l'usage du public ou à un service public est assujéti au régime de la domanialité publique, tout l'espace supérieur et inférieur ferait partie du domaine privé de l'Etat et obéirait par suite au régime spécifique réservé à celui-ci par la loi.

Par suite, il ne s'agit nullement de constituer un droit de superficie sur un bien-fonds quelconque, il s'agit seulement d'appliquer effectivement à un espace, le régime, de droit privé, auquel il est naturellement soumis par la loi.

Quant à la remarque, elle résulte de l'existence au Liban du système du registre foncier.

(1) Quoique plus souple que le régime de l'arrêté n° 144/S, cet arrêté 275/LR n'est certes pas d'un libéralisme à toute épreuve et gagnerait lui même à être sérieusement épousseté.

Ce régime mis en place par l'arrêté n°188/LR du 15 mars 1926 portant Institution du Registre Foncier est fondé sur le principe que la publicité foncière est constitutive de droits. Ainsi, l'immatriculation au registre est un passage obligé pour la constitution sur un bien-fonds, de droits réels immobiliers.

Or le même arrêté 188 impose en son article 6 la radiation de tout immeuble immatriculé lorsqu'il est incorporé au domaine public.

Par suite, et concrètement, les dessus et dessous d'un terrain radié du registre foncier sont du point de vue de leur "identité cadastrale" dépourvus de numéro puisque la seule identité qui existe est celle du sol du bien-fonds.

Dès lors, il faut chercher concrètement à séparer ledit sol des dessus et dessous en conférant à ceux-ci une identité distincte susceptible d'enregistrement.

Cette difficulté peut être surmontée. En effet des solutions peuvent être préconisées en s'inspirant de l'expérience française en la matière.

On pense au déclassement de la parcelle du domaine public concernée en vue de la doter d'une identité cadastrale suivie de son reclassement partiel de sorte que seul demeure dans le domaine public, le volume nécessaire à l'exercice du service public ou affecté à l'usage du public.⁽¹⁾

On peut également songer à conférer aux volumes supérieurs et inférieurs au domaine public une référence cadastrale voisine, soit DP/référence cadastrale de la parcelle la plus proche.²

Ces aménagements permettent ainsi de réaliser concrètement l'articulation verticale de propriétés privées et publiques dans le cadre d'ensembles immobiliers complexes.



Les développements qui précèdent trouvent leur justification dans une réalité devenue aujourd'hui incontestable: l'évolution des techniques d'aménagement urbain doit être accompagnée d'une évolution des instruments juridiques destinés à servir ces changements, non à les entraver.

(1) Ce but peut être atteint techniquement de la manière suivante:

- Un numéro "X" est conféré au bien domanial qui tombe dans le domaine privé. Ce numéro est réparti entre les divers "volumes" qu'on projette d'aménager et qui sont désignés dans un état descriptif de division par des "cotes" définissant une surface en m² et une hauteur par rapport au sol ou à un système de référence quelconque (en France, on adopte la cote "NGF" Nivellement Général de France) qui sera considéré comme le niveau zéro. Ces volumes reçoivent ainsi des numéros: 1/X; 2/X; 3/X etc. Sur cette question voir P. Walet et P. Chambelland, *La construction en volumes*, Masson 1989, n°101 et 102.

(2) *Ibidem*, n° 102.

Sans doute ces remarques nécessitent-elles une réflexion plus approfondie, mais elle tendent, par l'accent qu'elles mettent sur le droit de superficie, à souligner le potentiel non négligeable que renferment paradoxalement certaines décompositions archaïques du droit de propriété dans la perspective d'une telle évolution.

Plus généralement, elles invitent à prendre conscience au Liban de la nécessaire évolution de la propriété publique, inutilement stérilisée par des principes étriqués, dans le sens d'une exploitation mieux comprise par l'Etat de ses biens et d'une coexistence plus sereine avec la propriété privée, fût-ce du point de vue d'une privatiste.



La réforme de l'Organisation mondiale du commerce: quels enjeux pour le Liban ?

Par **Habib KAZZI**
Docteur en droit européen
Enseignant à l'Université libanaise
Avocat au Barreau de Paris

Sommaire

I- La prise en compte des intérêts du Liban dans les Accords de l'OMC

- A- La redéfinition du principe du traitement spécial et différencié
- B- L'impact de l'Accord sur les droits de propriété intellectuelle sur le Liban
- C- L'impact de l'Accord sur l'agriculture sur le Liban

II- La prise en compte des intérêts du Liban dans le fonctionnement de l'OMC

- A- Des négociations multilatérales plus transparentes et démocratiques
- B- Un système de règlement des différends plus adapté aux spécificités du Liban

Alors que le Liban s'apprête à devenir Membre à part entière de l'Organisation mondiale du commerce, le système commercial multilatéral présente de nombreux obstacles pour les pays en développement dans la défense de leurs intérêts. Les autorités libanaises seront donc confrontées aux mêmes défis visant à promouvoir des règles du jeu plus équitables et transparentes. La présente contribution tente justement d'identifier un certain nombre de ces défis que le Liban devra relever, tout en proposant, modestement, des pistes susceptibles d'améliorer la situation actuelle.

1. À la fin de la seconde guerre mondiale, la nécessité de garantir la paix et la sécurité internationale conduit les grandes puissances à bâtir un système international de coopération économique, capable de libérer les échanges commerciaux et de favoriser la prospérité économique⁽¹⁾. La première tentative de

(1) Sur la genèse de l'ordre économique international actuel: RAINELLI (M.), *L'Organisation mondiale du commerce*, éd. la Découverte/Repères, 1996, 121 pages, spéc. pp. 4 et s.; CARREAU (D.) et JUILLARD (P.), *Droit international économique*, Dalloz, 3ème éd., 2007, 743 pages, spéc. pp. 567 et s.

réglementation du commerce international remonte à la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi qui s'est tenue à la Havane (Cuba) du 21 novembre 1947 au 24 mars 1948. Elle a abouti à l'adoption de la Charte de la Havane qui aurait dû donner naissance à une Organisation internationale du commerce (ci-après OIC) chargée d'éviter le retour au protectionnisme de l'entre-deux-guerres. Les Etats-Unis n'ayant pas ratifié la Charte, l'OIC n'a pu voir le jour. Face à cet échec, les Etats ont décidé d'adopter le chapitre IV (Politique commerciale) de la Charte sous forme d'«Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce» (ci-après GATT). Il ne s'agit pas d'une organisation internationale mais seulement d'un ensemble de règles provisoires en attente de la création d'une organisation. Le GATT a fonctionné jusqu'au 31 décembre 1994 et a laissé place à l'Organisation mondiale du commerce (ci-après OMC) qui est entrée en exercice dès le 1^{er} janvier 1995 après les Accords de Marrakech qui ont entériné le cycle de négociations de l'Uruguay. Le GATT est désormais le principal recueil de règles de l'OMC pour ce qui est du commerce des marchandises; les Accords de l'*Uruguay Round* ont étendu le champ des échanges à d'autres domaines tels que les services (ci-après AGCS), la propriété intellectuelle (ci-après ADPIC) ou encore l'agriculture, sans oublier l'adoption d'un Mémoire d'accord sur les règles de procédure régissant le règlement des litiges commerciaux naissant entre un ou plusieurs Etats. Au 1^{er} janvier 2009, l'OMC comptait 153 Membres, confirmant ainsi la vocation universelle de cette organisation et son rôle majeur dans la gouvernance mondiale⁽¹⁾.

2. Les Accords de l'OMC reposent sur les bienfaits de la libéralisation des échanges internationaux et la théorie des avantages comparatifs. Les partisans de l'économie libérale mettent en avant les bénéfices de l'ouverture des frontières et la limitation progressive des obstacles tarifaires et non tarifaires au commerce. Le libre-échange est supposé profiter tant aux entreprises qu'aux consommateurs, et finalement aux Etats concernés. La libéralisation des échanges internationaux entraîne une extension des marchés sur lesquels peuvent opérer les entreprises. Ces dernières ont davantage d'opportunités pour atteindre des consommateurs qu'elles ne peuvent pas ou peu atteindre habituellement. Il en découle une plus grande compétition sur les marchés concernés entre opérateurs nationaux et étrangers avec toutes les conséquences que cela emporte en termes de gains d'efficacité, d'innovation et de compétitivité des entreprises nationales. Par la même occasion, l'adhésion à l'OMC constitue l'assurance d'une certaine stabilité dans les relations avec le monde et les marchés extérieurs, et donc un vecteur important d'attractivité des investissements étrangers.

Plus encore, les effets de cette libéralisation du commerce international seraient optimisés grâce à une meilleure division internationale du travail, puisque les pays

(1) LAMY (P.), «Quelles sont les prochaines étapes ?», LPA, 12 juin 2001, n°116, pp.12-16, spéc. p.12. La liste des pays membres est disponible sur: <http://www.wto.org>.

concernés peuvent se spécialiser dans les productions dans lesquelles ils bénéficient d'un avantage comparatif et se concentrer sur des industries et des secteurs économiques les plus performants et les plus adaptés aux besoins des consommateurs. La libéralisation du commerce international, telle qu'elle résulte des accords régionaux et multilatéraux de l'OMC, est donc indissociable de la théorie des avantages comparatifs⁽¹⁾.

3. C'est justement pour bénéficier des avantages escomptés de la libéralisation des échanges internationaux que les autorités libanaises ont exprimé, dès 1999, la volonté d'intégrer au plus vite cette enceinte multilatérale. Pour cela, le Liban n'a pas hésité à engager de profondes réformes économiques axées autour de trois volets essentiels: un volet de privatisation dans certains secteurs économiques, tels que les télécommunications⁽²⁾; un volet d'ouverture et de libéralisation du commerce extérieur⁽³⁾; et un volet visant à améliorer l'environnement juridique des affaires qui s'est traduit par la modification de pans entiers du corpus législatif libanais afin d'être en conformité avec les exigences de l'OMC⁽⁴⁾.

Mais au moment où le Liban s'apprête à faire son entrée, l'OMC est engagée dans un nouveau cycle de négociations de Doha couvrant un vaste éventail de sujets comprenant en particulier la libéralisation des secteurs de l'agriculture et des services, ainsi que l'examen de quelques Accords en vigueur. Or, force est de constater que, jusqu'à présent, les négociations multilatérales se sont soldées par des échecs retentissants, qu'il s'agisse des conférences ministérielles de Seattle (1999), de Cancun (2003), de Hong-Kong (2005) ou, plus récemment, de Genève (2008).

(1) Sur la genèse et l'évolution de cette théorie: LINDERT (P.H.) et PUGEL (T.A.), *Economie internationale*, Economica, 10ème éd., 1996, 956 pages, spéc. pp. 35 et s.; PANTZ (D.), *Institutions & politiques commerciales internationales*, Armand Colin, Paris, 1998, 218 pages, spéc. pp. 203 et s. Rappelons qu'un pays dispose d'un avantage comparatif lorsqu'il utilise moins de ressources pour produire un bien que les autres pays. Les nations auraient ainsi intérêt à se spécialiser dans les productions où elles ont le plus d'atouts. Aujourd'hui, quand on parle d'avantage comparatif, on désigne plutôt les avantages que tel ou tel pays peut mettre en avant et exploiter dans les échanges internationaux (le coût de sa main d'œuvre, la formation de ses ingénieurs, la facilité d'accès aux ressources en matières premières, etc.), justement dans la mesure où les autres pays ne les possèdent pas ou les possèdent à un moindre degré.

(2) Rappelons la privatisation des deux sociétés de téléphonie mobile en 2007, puis de Liban Telecom en 2008. De plus, une autorité autonome de régulation du secteur des télécommunications a été créée le 4 Janvier 2007. Elle sera en mesure d'octroyer des licences à des sociétés du secteur privé pour les différents services de télécommunications.

(3) Ainsi, l'Accord d'association avec l'UE est entré en vigueur le 1er Avril 2006 et gouverne les relations avec les 27 pays de l'UE. Ont été également finalisées les négociations sur le plan d'action de la politique de voisinage de l'UE qui a été officiellement adopté le 19 Janvier 2007. Par ailleurs, le Liban poursuit activement l'application de l'Accord de libre-échange avec les pays arabes. A noter également qu'un accord-cadre sur le commerce et l'investissement a été signé avec les Etats-Unis le 30 Novembre 2006.

(4) Une présentation des réformes législatives est disponible sur le site du Ministère de l'économie: <http://www.economy.gov.lb/MOET/English/Panel/Trade/InternationalTradeAgreements/WTO.htm>

4. Il ne s'agit pas ici d'analyser le déroulement ou le contenu des négociations de Doha. Tout juste remarquera-t-on que les raisons de ces échecs répétitifs sont nombreuses. Parfois, cela a résulté de l'absence d'accord sur un ordre du jour précis à la fois entre les grands partenaires commerciaux que sont l'Union européenne, le Japon, les Etats-Unis et le Canada (ci-après Quadrilatéral) et entre ces «locomotives» du commerce international et les pays en développement (ci-après PED)⁽¹⁾. L'absence de consensus s'est traduite par l'adoption de positions rigides et provocantes et la priorité donnée par certains pays à des objectifs de politique intérieure à court terme.

Au surplus, la présence des parlementaires des pays membres ainsi que de la société civile représentée par de nombreuses ONG a joué un rôle dans l'issue des conférences. Elle a servi de relais à une opinion publique internationale inquiète des effets de la mondialisation sur la cohésion des sociétés, en contestant notamment l'idée que toutes les activités humaines seraient réductibles à des marchandises.

5. Mais il est une autre raison, essentielle, du blocage récurant des négociations multilatérales. Elle réside dans la fracture qui s'accroît entre le monde en développement et les pays industrialisés. La mise en place de l'OMC le 1^{er} janvier 1995 avait été saluée comme une avancée majeure pour les PED. Le cadre multilatéral devait, en théorie, protéger les acteurs commerciaux les plus faibles et reconnaître la spécificité de leurs besoins. Or, il apparaît que ce sont les pays puissants qui tirent le plus d'avantages du cadre multilatéral. Il leur a permis, jusqu'à maintenant, d'imposer leur loi aux pays du Sud. Les règles de l'OMC ont été conçues pour favoriser leurs intérêts, dans un sens qui accroît l'insécurité des entreprises et des populations des PED. L'OMC coure donc le risque de «perdre» le Sud. Elle a ébranlé sa confiance dans l'ensemble du processus d'intégration commerciale internationale, car elle en a maintenu une grande partie dans le sous-développement, quand elle ne l'a pas aggravé. Le résultat, ainsi que le souligne un rapport de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, est que pour certains groupes de l'humanité, l'OMC est vécue comme un «véritable cauchemar»⁽²⁾.

6. Dans ces conditions, on comprend aisément pourquoi l'évolution du système commercial multilatéral est étroitement liée à la situation des PED et, par voie de conséquence, pourquoi cette question est cruciale pour le Liban qui fait son entrée

(1) A titre d'exemple, les USA privilégient de manière récurrente la satisfaction de leurs intérêts agricoles et l'envoi de signaux vers les syndicats sur la question des normes sociales. Ils ont donc adopté sur ces deux sujets, ainsi que sur l'antidumping qui intéressait particulièrement les PED, des positions peu ouvertes au dialogue.

(2) *La mondialisation et ses effets sur la pleine jouissance des droits de l'homme*, Rapport préliminaire présenté le 15 juin 2000 par J. Oloka-Onyango et Deepika Udagama. Dans le même sens: FREITAS FILHO (R.), «L'Organisation mondiale du commerce: un révélateur des divergences internes aux pays en développement», RIDE, n° 4/2008.

dans une période charnière dans la vie de l'OMC. Les autorités libanaises ne peuvent se permettre d'ignorer les débats actuels autour du rôle et du fonctionnement de l'OMC sous peine d'en supporter des résultats déplaisants et de jouer un rôle mineur dans les prochains cycles de négociations. L'objet de la présente contribution consiste, précisément, à analyser les difficultés auxquelles sont confrontés les PED comme le Liban afin de cibler les priorités d'action visant à promouvoir une libéralisation plus «équitable» du commerce international. Malgré les adhésions massives des pays du Sud à l'OMC et une structure de fonctionnement formellement démocratique, le processus de négociations et de décisions demeure en fait contrôlé par les pays riches; mais c'est incontestablement le déséquilibre au niveau des droits et obligations impartis aux pays du Nord et aux pays du Sud dans certains Accords de l'OMC qui soulèvera les plus vives critiques des autorités libanaises. L'amélioration du système commercial multilatéral dans un sens favorable aux intérêts du Liban empruntera par conséquent deux voies complémentaires: un rééquilibrage des droits et obligations impartis aux Membres (I), accompagné d'une transparence et d'une équité accrues entre les participants (II).

I- La prise en compte des intérêts du Liban dans les Accords de l'OMC

7. Certains Accords de l'OMC se caractérisent par de lourdes obligations sans réelles contreparties pour le Liban. Pour corriger cette situation, une meilleure prise en compte des spécificités de ce type de pays est donc indispensable. Sur le plan horizontal, cela passe par une redéfinition du principe du traitement spécial et différencié (A); tandis que certains Accords, tels que ceux sur les droits de propriété intellectuelle (B) et l'agriculture (C), devront être recentrés sur les priorités de développement du Liban.

A- La redéfinition du principe du traitement spécial et différencié

8. Le droit commercial multilatéral a mis du temps à reconnaître des régimes dérogatoires fondés sur la souplesse et la progressivité des engagements, qui sont pourtant indispensables à l'instauration de rapports équitables entre des partenaires commerciaux de poids et de développement économique différents. Si l'Accord général de 1947 lui-même contenait un embryon de traitement de faveur au profit des PED, c'est à partir des années 1960 qu'ils purent progressivement obtenir un véritable statut plus conforme à leurs besoins⁽¹⁾. Les Accords de Marrakech

(1) La phase décisive se situe dans le prolongement direct des négociations du *Tokyo Round* avec l'adoption, le 29 novembre 1979, par les parties contractantes d'une décision intitulée «clause d'habilitation». Cette décision a été communément interprétée comme donnant une base juridique et permanente au statut dérogatoire du commerce des PED en ce qu'elle légitime les accords préférentiels qui leur sont accordés ou qu'ils s'accorderont entre eux, nonobstant les dispositions de l'article premier du GATT instituant le principe du traitement général de la nation la plus favorisée (qui repose sur la stricte réciprocité des concessions commerciales accordées). Sur le contenu et la →

devaient tout naturellement s'inscrire dans cette tradition en se fondant sur le principe selon lequel «*l'égalité des règles entre partenaires inégaux aboutit à des échanges inégaux*». La systématisation du traitement spécial et différencié était aussi la contrepartie du principe de l'engagement unique, en vertu duquel les Etats ayant approuvé l'Acte final de la Conférence de Marrakech se sont engagés à respecter tous les accords commerciaux multilatéraux qui le composent, sans pouvoir y apporter de réserves. Comme les PED ne peuvent plus souscrire d'engagements à la carte, alors même que la portée des accords commerciaux s'est considérablement élargie, ils ont vu dans la reconnaissance du traitement spécial et différencié une garantie fondamentale, permettant de rééquilibrer les obligations très lourdes qu'ils avaient contractées⁽¹⁾.

9. Les Accords OMC contiennent actuellement près de 145 dispositions accordant, sous différentes formes, un traitement spécial et différencié aux PED, et plus particulièrement aux pays les moins avancés (ci-après PMA)⁽²⁾. Ces dispositions préconisent l'amélioration de l'accès au marché pour les produits et services des PED, la sauvegarde de leurs intérêts dans une plus grande flexibilité de leurs engagements, ou encore l'octroi de périodes de transition, accompagnées, si nécessaire, par une assistance technique adéquate.

10. Toutefois, la portée de cet arsenal législatif doit être relativisée. Il apparaît que le droit commercial comporte deux branches: un droit juridiquement contraignant pour tous les Membres de l'OMC qui impose de lourdes obligations aux pays ayant un important retard économique et un droit «mou», conçu pour les PED, qui ne peuvent en tirer aucun bénéfice.

Le principe du traitement spécial et différencié contient de nombreuses dispositions dépourvues de toute force juridique⁽³⁾. Dans le même temps, la

→ portée de cette décision: CARREAU (D.) et JUILLARD (P.), *Droit international économique*, op. cit., spéc. pp.246 et s.

(1) OMC, *Implementation of Special and Differential Treatment Provisions in WTO Agreements and Decisions*, 2000, WT/COMTD/W/77, spéc. pp.2-3.

(2) Pour un aperçu: KAZZI (H.), *Le contrôle des pratiques anticoncurrentielles et des concentrations entre entreprises dans une économie mondialisée*, PUAM, 2007, 656 pages, spéc. 479 et s.; ROCH GNAHOUI (D.), «Le principe du respect de la situation particulière des pays en développement et de l'assistance au développement», RIDE, n°3/4 2003, pp.373-386, spéc. pp.374 et s.

(3) Les dispositions relatives à l'amélioration de l'accès au marché, la promotion des intérêts des PED et l'assistance technique sont souvent formulées sous la forme de simples clauses de «meilleurs efforts», n'ayant aucune portée juridique. Tel est le cas, par exemple, de l'article XXXVII du GATT de 1994 selon lequel les pays développés *doivent dans la mesure du possible* accorder la plus grande attention à la réduction et à l'élimination des barrières tarifaires sur les produits présentant un intérêt particulier pour les exportations des pays en développement. L'Accord antidumping prévoit que *des solutions constructives doivent être explorées* avant l'application de mesures antidumping susceptibles d'affecter les intérêts essentiels des PED, mais aucune des législations antidumping notifiées à l'OMC ne reflète cette disposition. L'Accord sur les droits de propriété intellectuelle prévoit que les pays développés «*offriront des incitations aux entreprises et aux institutions sur leur territoire afin de promouvoir et d'encourager le transfert de technologie* →

différenciation des Membres à l'OMC souffre d'un grave défaut: elle ne s'applique qu'à deux catégories de PED seulement, les pays les moins avancés⁽¹⁾ et les PED, cette dernière catégorie étant définie très grossièrement: est considéré comme un pays en développement à l'OMC tout pays s'autoproclamant comme tel. Cette situation entraîne une application indistincte du traitement spécial et différencié à un monde en développement fortement hétérogène: ce groupe de pays fait donc coexister des pays comme Singapour, le Mexique et le Sénégal entre lesquels le PIB réel par habitant peut varier sensiblement. Ce système avantage de fait les pays les moins pauvres vers qui se développe plus activement le commerce. En bref, le traitement spécial serait donc un système de droits et d'obligations en trompe-l'oeil⁽²⁾.

11. A l'évidence, le traitement spécial et différencié apparaît comme le «parent pauvre» du droit commercial. Celui-ci est omniprésent dans les règles de l'OMC, mais il est dépourvu de toute portée pratique. Les périodes de transition accordées aux PED, et par conséquent au Liban, pour la mise en oeuvre des accords commerciaux sont pour la plupart définies au hasard, sans qu'aucune considération économique ou pratique n'ait présidé à la fixation de ces délais de mise en oeuvre. Or, l'application des accords nécessitera d'importantes réformes économiques et administratives dans notre pays qui dispose de faibles moyens financiers, institutionnels et humains pour mener à bien des tâches aussi ardues que la mise en place d'une administration des douanes efficace ou l'application de la législation sur les droits de propriété intellectuelle⁽³⁾.

12. Remèdes envisageables. Un des postulats sur lequel repose le traitement spécial et différencié, à savoir que les politiques commerciales moins libérales sont optimales pour les PED, est de plus en plus remis en question. Certains

→ vers les pays les moins avancés pour leur permettre de se doter d'une base technologique viable». Il existe très peu d'exemples de mise en oeuvre de cette disposition.

- (1) Cette catégorie est définie par un critère de revenu (les pays dont le PNB par habitant est inférieur à 765 dollars); un critère de qualité de vie, combinant l'espérance de vie à la naissance, la consommation calorique par habitant, le taux d'alphabétisation par adultes et le taux de scolarisation combiné primaire et secondaire; un indice de diversification économique, combinant la part de l'industrie dans le PIB, la part de la main d'oeuvre dans l'industrie, la consommation annuelle en électricité par habitant et un indice de concentration des exportations; et un critère de population (moins de 75 millions d'habitants).
- (2) KAZZI (H.), *Le contrôle des pratiques anticoncurrentielles et des concentrations entre entreprises dans une économie mondialisée*, op. cit., spéc. p. 480; ROCH GNAHOUI (D.), "Le principe du respect de la situation particulière des pays en développement et de l'assistance au développement", op.cit., spéc. pp. 384 et s.
- (3) OMC, *Proposition pour un accord-cadre sur le traitement spécial et différencié*, Communication de Cuba, du Honduras, de l'Inde, de l'Indonésie, du Kenya, de la Malaisie, de l'Ouganda et du Zimbabwe, 19 septembre 2001, WT/GC/W/442, 5 pages, spéc. p. 5. D'aucuns ne manquent pas de souligner qu'à l'OMC, les pays en développement ont seulement obtenu quelques dérogations de courte durée, alors que les pays développés, dans l'histoire du GATT, ont profité d'un traitement exceptionnel pendant plus de quarante ans dans les domaines de l'agriculture et du textile.

observateurs ont souligné les effets négatifs des exemptions accordées et préconisent que certaines politiques commerciales ne doivent pas différer en fonction du niveau de développement. Ces dispositions pousseraient les pays du Sud à maintenir des politiques économiquement contre-productives: seule l'intégration des PED dans le droit commun dans l'OMC leur permettra, selon eux, de sortir du sous-développement⁽¹⁾. Plus généralement, ce sont les méfaits du protectionnisme engendrés par de telles dispositions qui sont mis en avant sur le double plan de la croissance économique et des exportations⁽²⁾.

Or, l'inefficacité, actuellement constatée, du traitement spécial et différencié n'est pas de nature économique: elle est d'ordre politique et juridique. Sans aller jusqu'à remettre en cause l'existence du traitement spécial et différencié, deux types de mesures peuvent être prises afin de renforcer l'efficacité et l'intérêt de ces dispositions au soutien du processus de développement du Liban: 1) le renforcement du caractère contraignant du traitement spécial et différencié⁽³⁾, qui peut aller jusqu'à la mise en place d'un panel permanent chargé de veiller à l'application des dispositions relatives au traitement spécial et différencié rédigées sous la forme de clauses de «meilleur effort»⁽⁴⁾; et 2) Une meilleure différenciation entre les PED. Ce point est crucial pour le Liban. Notre pays devra prôner une clarification de la catégorie générique de PED afin de pouvoir bénéficier d'une assistance technique plus ciblée sur ses besoins réels tout en évitant la concurrence déloyale des pays émergents, également bénéficiaires d'une assistance technique et qui disposent d'atouts, économiques ou autres, plus importants.

(1) FINGER (J.) et WINTERS (L.), "What Can the WTO Do for Developing countries?" in A. Krueger et C. Aturupane (Ed.), *The WTO as an International Organisation*, University of Chicago Press, Chicago/London, 1998, pp. 121 et s.

(2) BAHGAWATI (J.) et PANAGARIYA (A.), «The Truth About Protectionism», Financial Times, 30 mars 2001. Les auteurs soulignent que la protection des exportations a eu pour conséquence qu'il est devenu plus lucratif de vendre sur le marché intérieur que d'exporter. Les auteurs ajoutent qu'aussi longtemps que les PED sont traités sur la base de la non réciprocité, les pays développés ne leurs consentiront de concessions véritables que dans les secteurs qui servent leurs propres intérêts. Les effets pervers sur le développement et la compétitivité ont été également soulignés par la CNUCED qui n'a pas manqué de relever l'aspect purement idéologique de certaines dispositions: CNUCED, *Preparing for Future Multilateral Trade Negotiations: Issues and Research Needs from a Development Perspective*, op. cit., spéc. p.132.

(3) OMC, *Proposition pour un accord-cadre sur le traitement spécial et différencié*, op. cit., spéc. pp.4-5.

(4) L'Ile Maurice a dessiné les contours d'un tel organisme dans une communication faite au séminaire de l'OMC de mars 2000 sur le traitement spécial et différencié. Ce panel, indépendant, se réunirait périodiquement pour examiner toutes les affaires mettant en cause une clause de «meilleur effort» qui seraient évoquées au sein des différents comités de l'OMC. Le panel pourrait déterminer, après avoir entendu les parties, si le pays développé n'a pas pris les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de telles clauses. Son rapport serait publié. Il constituerait un élément de pression, incitant les pays riches à trouver un accord avec le PED lésé.

B- L'impact de l'Accord sur les droits de propriété intellectuelle sur le Liban

13. Le cycle de l'Uruguay a intégré dans le système de l'OMC un «Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce». L'inclusion d'une conception large de la propriété intellectuelle, puisqu'il s'agit de toutes les œuvres de l'esprit, qu'elles portent sur la création littéraire ou artistique, les inventions ayant une application industrielle ou les procédés de commercialisation, est amplement justifiée par diverses raisons économiques⁽¹⁾.

14. Les enjeux économiques des droits de propriété intellectuelle se révèlent en effet considérables, ce qui explique par exemple les longues réticences de la Chine à rejoindre l'OMC en raison de son refus traditionnel de protéger les DPI, mais aussi les difficultés pour le Liban de se conformer aux exigences de l'OMC dans ce domaine. Constituant aujourd'hui, directement ou indirectement, une composante des échanges internationaux, il était normal de les inclure à cet effet dans le nouveau droit international du commerce. En contrepartie, les PED, et en particulier les pays les moins avancés, bénéficient d'une période d'ajustement plus longue⁽²⁾ et, surtout, ont reçu l'assurance que la protection et le respect des droits de propriété intellectuelle devraient contribuer à la promotion de l'innovation technologique, ainsi qu'au transfert et à la diffusion de la technologie, à l'avantage mutuel de ceux qui génèrent et de ceux qui utilisent les innovations techniques⁽³⁾.

15. Or, à l'instar de nombreuses économies sous-développées, le Liban risque de beaucoup perdre à la signature de cet Accord, car celui-ci l'empêchera de se développer par la mise en oeuvre de politiques de remontée de la filière, ainsi que l'avaient fait avant lui les pays industrialisés. Ces derniers se sont en effet développés dans un contexte caractérisé par l'absence ou la faiblesse de systèmes de droits de propriété intellectuelle, leur permettant d'utiliser dans leurs stratégies d'industrialisation des procédés et des méthodes de fabrication mis en place dans d'autres pays. Il est donc inique de placer les PED dans une situation de non réciprocité.

Mais il y a plus grave encore pour le Liban. On constate, qu'à l'heure actuelle, la mise en place d'un cadre multilatéral protégeant la propriété intellectuelle n'a guère contribué à favoriser des transferts de technologies massifs en direction des

(1) Sur le fondement et le contenu de l'ADPIC: CARREAU (D.) et JUILLARD (P.), *Droit international économique*, *op.cit.*, spéc. pp. 342 et s.

(2) Les PED ont disposé d'une période transitoire de quatre ans pour la mise en oeuvre de cet Accord, alors que pour les PMA la période transitoire de onze ans qui expirait au 1^{er} janvier 2006 devait se révéler insuffisante et, en conséquence, a été prorogée jusqu'au 1^{er} juillet 2013 par une décision du Conseil en charge de cet Accord en date du 29 novembre 2005.

(3) Art. 7 de l'ADPIC.

PED. Au contraire, l'ADPIC contribue à remettre en cause la satisfaction des besoins les plus essentiels des pays pauvres.

16. En premier lieu, l'élaboration d'un produit commercial pouvant prendre dix ans, les entreprises cherchent à recueillir le bénéfice de leurs innovations en mobilisant leurs efforts de recherche dans les secteurs à haut revenu, ce qui leur permet d'amortir les coûts de leurs recherches. Or, l'ADPIC donne un cadre juridique aux efforts des entreprises qui cherchent à concentrer leurs innovations dans les marchés à gros bénéfices. En effet, aux termes de l'article 33 de l'Accord, la durée de la protection offerte à compter de la date du dépôt du brevet ne doit pas prendre fin avant l'expiration d'un délai de vingt ans. Les forces du marché poussent donc les entreprises à breveter des produits pour lesquels il existe une demande solvable, ce qui les amène à délaissier les recherches entreprises dans des domaines qui intéressent les PED⁽¹⁾. Ainsi, les efforts portant sur la mise au point de nouveaux vaccins diminuent, car ces derniers rapportent peu, malgré l'urgence des besoins affectant les PED. On parle à cet effet de «*médicaments orphelins*».

17. En second lieu, l'ADPIC risque de barrer l'accès du Liban aux produits essentiels. Cet Accord donne en effet une position dominante aux acteurs privés, qui fixent eux-mêmes le prix que doivent payer les Etats pour pouvoir accéder à leurs innovations. Or, les PED ne sont pas toujours en mesure de supporter ces coûts. Des produits essentiels sont donc mis hors de la portée de ces pays et ce pendant une durée de 20 ans. Les conséquences humaines d'un tel dispositif sont particulièrement dramatiques dans le domaine de la santé. Les PED seront donc obligés d'acheter des médicaments que les multinationales facturent 2,4 fois, voire 10 fois, le prix qu'elles-mêmes pratiqueraient pour les mêmes intrants en Europe ou aux Etats-Unis, afin d'éviter d'avoir à fixer des prix trop bas à leur goût.

18. Enfin, l'ADPIC barre non seulement l'accès du Liban aux biens essentiels, il risque d'organiser la privatisation et le biopiratage des ressources biologiques situées sur son territoire. Cet accord tend en effet à favoriser le brevetage du vivant⁽²⁾. Les pays développés, particulièrement les Etats-Unis, souhaitent vider de

(1) Ainsi, de 1975 à 1997, parmi les 1219 médicaments nouvellement commercialisés, 12 d'entre eux seulement concernaient les maladies tropicales. A l'heure actuelle, selon le PNUD, seulement 0,2 % des activités mondiales de recherche liées à la santé portent sur la pneumonie, les maladies diarrhéiques et la tuberculose, alors que ces affections représentent 18 % des maladies à l'échelle mondiale.

(2) Son article 27.3 (b) n'interdit pas aux Membres de l'OMC de breveter les plantes et les animaux, mais les autorise à exclure ces formes de vie du champ de la brevetabilité. Les procédés essentiellement biologiques d'obtention de végétaux et d'animaux peuvent être également exclus du champ de la brevetabilité. En revanche, l'ADPIC impose aux Membres d'accorder des droits sur les micro-organismes et les variétés végétales. Les micro-organismes doivent être obligatoirement brevetables, tandis que pour les variétés végétales, les gouvernements ont le choix entre un système de brevets ou un système juridique *sui generis* efficace. →

leur contenu les clauses d'exemption relatives à la brevetabilité pour l'étendre à l'ensemble du vivant à l'occasion de la révision de l'ADPIC. Les PED sont cependant fortement opposés à l'extension du système des brevets à toute forme de vivant, car cela favoriserait une appropriation de leurs ressources par les intérêts privés. Ces pays, qui renferment, selon les estimations, 90 % du patrimoine génétique mondial, ne veulent pas que les entreprises se livrent à une course au brevetage sur leurs ressources génétiques, qui sont essentielles à la mise au point de médicaments ou de cultures⁽¹⁾.

19. Pour le Liban, les remèdes envisageables dans ce domaine tournent, pour l'essentiel, autour de deux axes:

- 1) *Accès aux médicaments et ADPIC*. En présence de crises sanitaires, les médicaments devraient échapper aux simples règles du marché, pour être considérés comme un «bien public global». Il est inacceptable, en effet, que le droit commercial continue de mettre les médicaments hors de la portée des pays du Sud. On rappellera que l'ADPIC a institué une durée de protection des brevets de vingt ans, qui ne pouvait être contournée que par l'octroi de licences obligatoires pour faire face à des situations d'urgence⁽²⁾.

→ Cet article ne donne néanmoins aucune définition exacte de la solution alternative, le système *sui generis*, que doivent appliquer les PED s'ils choisissent de ne pas breveter leurs ressources génétiques.

- (1) Les PED ont d'ailleurs déjà été victimes du «biopiratage». Comme l'ADPIC ne reconnaît ni les savoirs ni les systèmes de propriété traditionnels des communautés locales, les prospecteurs de ressources biologiques peuvent prélever des échantillons de matériel végétal et répertorier les utilisations médicales traditionnelles de ces plantes. Ces connaissances sont ensuite utilisées, sans le consentement des populations locales et de leurs représentants, pour fabriquer des médicaments qui rapporteront beaucoup d'argent. On estime que 75 % des 7000 produits pharmaceutiques dérivés des plantes reposent sur des connaissances traditionnelles indigènes: Rapport d'information déposé par la Délégation de l'Assemblée nationale pour l'UE sur *La place des pays en développement dans le système commercial multilatéral*, 23 novembre 2000, 299 pages, spéc. pp.66 et s.
- (2) Un pays peut ainsi s'octroyer une licence, c'est-à-dire le droit à produire la molécule, y compris contre la volonté du détenteur du brevet. Mais ces licences sont soumises au respect d'une procédure et de conditions restrictives. Au surplus, la grande majorité des pays touchés par la crise sanitaire doivent se tourner vers des producteurs étrangers, faute de pouvoir les fabriquer eux-mêmes. Pour tenir compte de cette réalité, une seconde exception fondée sur le mécanisme d'importation parallèle fut adoptée le 30 août 2003 par les Membres après huit mois de blocage. Cette décision autorise un pays à importer une molécule brevetée, même sans l'accord du propriétaire; cela afin de profiter d'un prix plus intéressant. Concrètement, la décision sur les brevets et la santé publique autorise, dans certaines conditions, les pays pauvres non producteurs de médicaments touchés par le sida, la tuberculose ou la malaria à importer des génériques de médicaments encore sous brevets et les pays producteurs à exporter ces médicaments sous licence obligatoire. Le 6 décembre 2005, le Conseil de l'OMC décida de pérenniser cet accord. Le 19 juillet 2007, le Rwanda est le premier pays à faire jouer cet accord. Il informe de son intention d'importer du Canada sur deux ans 260 000 boîtes d'un anti-rétroviral. En réponse, le Canada est le premier pays à notifier, le 4 octobre 2007, une licence obligatoire pour l'exportation d'un médicament générique.

2) *Soumettre l'ADPIC au respect de la biodiversité.* Il convient, par ailleurs, de soustraire les ressources génétiques de la logique de privatisation qui sous-tend l'ADPIC. Cet Accord favorise le biopiratage en ne reconnaissant pas la souveraineté des Etats sur leurs ressources. De plus, il met en danger la sécurité alimentaire des populations des pays du Sud en encourageant le développement des systèmes de production monocultures conçus génétiquement et brevetés, entraînant ainsi une dépendance des producteurs agricoles pour l'obtention des semences et des intrants nécessaires. A l'opposé de cette logique d'appropriation par le privé, on trouve deux accords: la Convention sur la biodiversité de 1992 et l'Engagement international sur les ressources phylogénétiques de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (ci-après FAO), texte juridiquement non contraignant⁽¹⁾.

20. Mais pour le Liban, la question de la modernisation de l'ADPIC ne s'arrête pas là. Il s'agira de mener parallèlement d'importantes réformes sur le plan interne afin de dynamiser les secteurs industriels et tertiaires qui souffrent d'un manque criant de crédits et de sources de financement, ainsi que de la concurrence des produits et services étrangers. Cela suppose, au moins, trois choses qui ne sont pas assurées au Liban:

Une politique industrielle, et plus particulièrement de recherche et de développement, active et ciblée dans des domaines clés pour le développement économique et social;

Une lutte efficace contre l'économie souterraine et un libéralisme sauvage qui se refuse à toute réglementation de fait, accompagnée par une vraie politique sociale et une justice distributive dont les bienfaits retombent sur tous les membres de la collectivité et pas seulement sur une minorité de profiteurs;

(1) La Convention sur la biodiversité reconnaît le droit de souveraineté des Etats sur leurs ressources naturelles. Ils ont le pouvoir de déterminer l'accès aux ressources génétiques, dans le respect des connaissances, innovations et pratiques des communautés locales. L'Engagement international sur les ressources phylogénétiques reconnaît, quant à lui, la notion de patrimoine commun de l'humanité (subordonnée au principe de souveraineté des Etats) et le libre accès aux ressources phylogénétiques. Un processus de révision a été lancé en 1992 pour le mettre en conformité avec la Convention sur la biodiversité. La renégociation actuelle de l'article 27.3 (b) de l'Accord ADPIC à l'OMC, qui définit le champ de la brevetabilité, doit déboucher sur sa soumission aux principes inclus dans la Convention sur la biodiversité de 1992 et l'Engagement international de la FAO. De nombreux PED souhaitent également demander l'exclusion des animaux, des plantes et des micro-organismes, ainsi que des processus biologiques et micro-biologiques des possibilités de brevetage. Enfin, il est demandé que l'option *sui generis* de protection juridique des variétés végétales soit complétée pour permettre: 1) la protection des innovations apportées par les peuples indigènes et autres communautés locales; 2) la préservation des pratiques agricoles traditionnelles, y compris le droit de garder et d'échanger les semences ainsi que de vendre les récoltes produites à partir de ces semences; et 3) la possibilité d'empêcher qu'un recours contre les pratiques anticoncurrentielles puisse compromettre la souveraineté alimentaire des populations dans les PED, ainsi que l'autorise l'article 31 de l'ADPIC.

D'importants capitaux publics et privés susceptibles de moderniser des équipements de production et des infrastructures souvent désuets.

C- L'impact de l'Accord sur l'agriculture sur le Liban

21. L'Accord général de 1947 appréhenda initialement l'agriculture, sans doute avec quelques spécificités, pour s'en désintéresser progressivement au cours des ans. L'OMC devait revenir sur cet abandon et réintégrer l'agriculture en son sein tout en lui accordant un régime transitoire⁽¹⁾. L'idée générale est de libéraliser progressivement les échanges mondiaux en la matière. Compte tenu des forts cloisonnements nationaux des marchés agricoles dus à des réglementations spécifiques de soutien des prix ou des revenus des agriculteurs, toute libéralisation supposait une approche structurelle. Ainsi, pour favoriser l'accès aux marchés, il convenait de réduire les obstacles aux importations (notamment dans le domaine non-tarifaire *via* des barrières sanitaires et phytosanitaires), tandis que pour tendre vers un marché «équitable» (et non libre) des produits agricoles il était nécessaire d'appréhender les mesures de soutien à ce secteur, autrement dit de porter le fer dans le domaine hautement sensible des subventions⁽²⁾.

22. Pour bien comprendre ce qui attend le Liban dans les années à venir, des clarifications sur ces deux aspects s'imposent. Concernant le premier aspect, de façon à rendre plus lisibles et transparents les obstacles aux échanges agricoles, ceux-ci doivent être transformés en droits de douane selon des bases de calcul complexes posées par l'Accord lui-même⁽³⁾, ce qui favorise un autre engagement des Membres à consolider ces droits de douane et à les réduire de 36% sur une période de 6 ans, les PED bénéficiant d'un délai de 10 ans et n'étant tenus qu'à une réduction moindre (24%).

Le second aspect s'est traduit par un double engagement des Membres. Tout d'abord, ces derniers se sont engagés à convertir leurs mesures de soutien interne en faveur des producteurs agricoles en une «mesure globale du soutien total» (ou MGS) selon des modes de calcul d'une grande technicité⁽⁴⁾. Cette MGS devra être

(1) Un système commercial international digne de ce nom ne saurait exclure le secteur agricole pour trois raisons essentielles: d'une part, les produits de l'agriculture sont une composante importante du commerce international, même si leur poids relatif est en constante diminution; d'autre part, le secteur agricole présente des spécificités réelles, celui-ci étant moins apte à être soumis à un régime de libre-échange et de concurrence que le monde industriel et commercial, par définition plus mobile et adaptable; enfin, il convient de rappeler l'importance de ce secteur dans la survie des populations et l'indépendance alimentaire des Etats concernés.

Pour toutes ces raisons, cet Accord sur l'agriculture ne constitue qu'une première phase dans un processus de libéralisation qui doit reprendre au-delà de la première période initiale de mise en œuvre fixée à 6 ans à partir de 1995.

(2) Sur le contenu de l'Accord sur l'agriculture: CARREAU (D.) et JUILLARD (P.), *Droit international économique, op.cit.*, spéc. pp. 148 et s.

(3) Art. 4 (2) et Annexe 5(6) et (10).

(4) Art. 6 et Annexe 3.

progressivement réduite de 20% durant la période de mise en œuvre de 6 ans, et de 13,3% pour 10 ans pour les PED. L'Accord agricole interdit la mise en place de nouvelles mesures de ce type qui comprennent surtout les soutiens par les prix ayant un effet de distorsion sur les marchés (aides de la «boîte orange»). En revanche, sont exclues du calcul de la MGS, et ne sont donc pas soumises à l'engagement de réduction, les aides sur fonds publics qui n'ont pas pour objet de soutenir les prix aux producteurs, telles que les aides à la réduction de la production (aides de la «boîte bleue»), l'aide à la recherche ou les mécanismes de soutien aux revenus des agriculteurs (aides de la «boîte verte»)⁽¹⁾. Sont exemptés de réduction les soutiens qui répondent à la clause *de minimis*⁽²⁾ et, pour les PED, les aides à l'investissement agricole, les subventions aux intrants pour les agriculteurs à faible revenu et les aides au remplacement des cultures illicites (boîte «traitement spécial et différencié»). Par ailleurs, les subventions à l'exportation, plus détectables mais aussi nuisibles en ce qu'elles portent atteinte à la loyauté des échanges, font l'objet d'un traitement spécial plus strict. En particulier, les pays membres ont pris l'engagement de les consolider puis de les réduire de 36% sur la période mise en œuvre de 6 ans, ici encore les PED (sauf les moins avancés d'entre eux) disposant d'un délai plus long (10 ans) et étant tenus à une réduction moindre (24%)⁽³⁾.

23. Ceci étant, si les autorités libanaises bénéficieront bien de délais de mise en œuvre, force est de constater que cet Accord agricole est loin de répondre aux attentes des pays comme le Liban. Le protectionnisme des pays développés⁽⁴⁾ ainsi que la faible marge de manœuvre dont disposera à terme le Liban sur le plan économique pour soutenir son agriculture ne favorisent guère l'émergence d'une agriculture compétitive⁽⁵⁾, ni même susceptible d'assurer la sécurité alimentaire de

(1) Art. 6 (4) et (5).

(2) La clause *de minimis* autorise un pays à soutenir un produit spécifique si ce soutien n'excède pas 5 % de la valeur de la production de ce pays (10 % pour les PED), ou si le soutien n'excède pas 5 % (10 % pour les PED) de la valeur totale de la production agricole.

(3) Art. 9(2) b) et 15.

(4) Malgré une libéralisation certaine au cours des ans, le secteur agricole demeure marqué par le protectionnisme. Ainsi, d'après une étude de l'OCDE, en 2004, le soutien à l'agriculture dans les pays riches s'élevait à 305 milliards de dollars US dont 122 milliards pour l'UE et 88 pour les Etats-Unis. De même, la protection douanière est encore sensible, les droits *ad valorem* s'élevant à 4% aux Etats-Unis, 15% dans l'UE et 31% au Japon; le phénomène des «pics tarifaires» y est également très présent, les Etats-Unis taxant par exemple les importations de sucre à 15%, tandis que l'UE en fait autant à raison de 63% pour la viande et le Japon 290% pour le riz ! Or, à côté de ces barrières visibles, existent également de nombreux obstacles non tarifaires qui tout en étant «invisibles» demeurent de sérieux obstacles aux échanges.

(5) En effet, les soutiens à l'agriculture sont hors de la portée financière de la plupart des PED. Il faut en effet rappeler, qu'à partir du début des années 1980, la plupart de ces pays ont engagé des programmes d'ajustement structurel drastiques avec le FMI et la Banque mondiale, ayant conduit à une libéralisation profonde du secteur agricole et à un retrait presque systématique de l'Etat du fait de l'affaiblissement considérable de ses moyens. Les mesures de soutien interne («boîte verte») ont donc été supprimées dans la plupart de ces pays.

notre pays. De fait, les logiques sous-tendues par l'Accord sur l'agriculture sont révélatrices de l'attitude des pays du Nord, qui est loin de correspondre à la générosité qu'ils affichent. L'Accord passe sous silence l'inégalité de traitement qui existe entre des pays ayant arrêté leur soutien à l'agriculture, faute de moyens, et les pays industrialisés ayant conservé d'importantes capacités d'intervention qui ont été reconnues, voire renforcées, par les règles de l'OMC. Les pays du Nord peuvent donc continuer à protéger leur agriculture, sans qu'aient été mis en place les moyens destinés à assurer la sécurité alimentaire des PED⁽¹⁾.

C'est dire que la libéralisation de ce secteur reste un objectif majeur de la communauté internationale, et c'est à juste titre qu'elle est l'un des objectifs centraux du cycle de négociations de Doha. Pour des raisons économiques et sociales évidentes, le Liban doit rester attentif aux décisions prises dans ce domaine, à défaut de pouvoir jouer un rôle actif pour le moment.

24. Il n'est pas inutile de rappeler ici que dans notre pays le secteur productif compte, jusqu'à présent, sur ses propres ressources et ses moyens qui sont habituellement très limités que ce soit au niveau des moyens financiers, des moyens techniques, ou des moyens de production. En outre, le dumping des produits agricoles importés menacent sérieusement les possibilités de développement économique de ce secteur. Or le retard de ce secteur agricole conduit à des résultats économiques et sociaux indésirables, en renforçant le phénomène de l'exode rural, et en augmentant la dépendance vis-à-vis de l'extérieur pour satisfaire les besoins alimentaires. Même si la part de ce secteur agricole à la formation du revenu national ne dépasse pas 10%, ce chiffre ne reflète pas l'importance réelle de ce secteur au niveau économique et social. En effet, le secteur agricole est un secteur très complexe où l'économique, le social et l'humain interfèrent. C'est pourquoi toute amélioration, dans ce secteur agricole, ne peut qu'avoir des retombées bénéfiques sur l'ensemble de la population libanaise. Aider, donc, ce secteur à se développer revêt une importance capitale à l'heure actuelle.

25. Remèdes envisageables. Outre les mesures d'ordre interne visant à moderniser et adapter le secteur agricole aux contraintes nouvelles, les propositions du Liban dans le cadre de l'OMC devront viser à garantir la sécurité agricole et l'aide alimentaire des PED comme le Liban. Comme cela a été évoqué plus haut, l'Accord sur l'agriculture est profondément inéquitable, car il renforce les politiques agricoles des pays riches, tout en privant les PED des instruments qui pourraient leur assurer un niveau de production suffisant pour garantir leur sécurité agricole. La garantie de l'accès à l'alimentation constitue pourtant une des

(1) Pour une analyse des politiques européennes et américaines dans ce domaine: Rapport d'information déposé par la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne intitulé «*Les négociations agricoles à l'Organisation mondiale du commerce*», rendu le 5 février 2003.

missions essentielles de tout Etat. C'est la raison pour laquelle certains PED proposent d'exempter des obligations de réduction prévues par l'Accord sur l'agriculture les soutiens destinés à assurer leur développement agricole. Certaines disciplines pesant sur l'utilisation des soutiens agricoles par les PED doivent être révisées. La «boîte verte» doit être pérennisée pour les PED concernés. Cette boîte comprend en effet les programmes de service public (recherche, infrastructures, aide alimentaire intérieure, stocks publics à des fins de sécurité alimentaire), les aides au revenu découplées, qui ont des effets minimes sur les échanges, et les programmes de protection de l'environnement. D'une manière générale, les PED à prédominance rurale devraient pouvoir disposer au sein de cette boîte de tous les soutiens jugés nécessaires pour répondre à des préoccupations autres que d'ordre commercial, telles que la sécurité alimentaire ou l'emploi rural.

L'ensemble de ces soutiens pourrait être regroupés dans une «boîte de sécurité agricole» exclusivement réservée aux PED, dont la définition doit coller aux réalités d'aujourd'hui⁽¹⁾. De fait, le Liban, à l'instar de l'UE, doit soutenir cette initiative afin de battre en brèche les thèses du groupe de Cairns sur les soutiens à l'agriculture⁽²⁾.

II- La prise en compte des intérêts du Liban dans le fonctionnement de l'OMC

26. Les développements antérieurs ne doivent pas faire oublier que les revendications des PED en général, et du Liban en particulier, ne se limitent pas au contenu même des Accords OMC. L'aspect institutionnel de cette Organisation suscite également de vives critiques des pays du Sud qui réclament, d'une part, une place plus importante dans le processus de négociations multilatérales, qu'il s'agisse de la détermination de son contenu ou de son déroulement (A) et, d'autre part, l'adaptation du Système de règlement des différends de l'OMC à leurs spécificités (B).

(1) L'article 20 de l'Accord sur l'agriculture prévoit d'ailleurs que la poursuite du processus de réforme des politiques agricoles doit tenir compte «des considérations autres que celles d'ordre commercial». Une conférence réunissant 40 pays s'est tenue, dès le mois de juillet 2000, à Ullensvang, en Norvège, pour examiner cet aspect de l'Accord. L'Union européenne a par la suite présenté, lors de la session extraordinaire du Comité de l'agriculture de l'OMC du 28 septembre, avec une vingtaine d'autres pays, une communication demandant aux Membres de l'OMC de prendre en compte les considérations autres que d'ordre commercial, telles que le renforcement de la viabilité socio-économique et le développement des zones rurales, la sécurité alimentaire et la protection de l'environnement. Cette communication ajoute qu'il faut assurer un réel traitement spécial et différencié en faveur des PED comme le prévoit l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture.

(2) Créé en 1986 à l'initiative de l'Australie, il regroupe des pays exportateurs de produits agricoles: Afrique du Sud, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Fidji, Indonésie, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Paraguay, Philippines, Thaïlande, Uruguay. Les Membres de ce Groupe ont fait de la lutte contre les soutiens à l'agriculture, notamment le démantèlement de la politique agricole commune de la Communauté européenne, un de leurs chevaux de bataille.

A- Des négociations multilatérales plus transparentes et démocratiques

27. L'OMC est un centre de négociations institutionnalisé et permanent entre les Etats membres. Les négociations commerciales se déroulant sous les auspices de l'OMC devront être conduites sur la base de la réciprocité, des avantages mutuels et de la non-discrimination, tandis que les concessions négociées sont juridiquement obligatoires et bénéficient d'une stabilité minimale dans le temps avant de pouvoir être éventuellement modifiées⁽¹⁾.

Mais pour les PED comme le Liban, la mise en œuvre des concepts de réciprocité et d'égalité de traitement ne va pas sans préjudices importants, de sorte que ces pays n'hésitent plus désormais à remettre en cause leur pertinence dans les négociations menées dans le cadre de l'OMC.

28. OMC et réciprocité. La réciprocité fut le principe central des «cycles» (*rounds*) de négociations multilatérales ou des négociations plurilatérales ou encore des renégociations ponctuelles à la suite de modification de concessions initiales⁽²⁾. En dépit du rôle central joué par ce concept, l'Accord général se garde bien de le définir ou d'en préciser les éléments constitutifs. Est alors réciproque toute concession commerciale jugée comme telle par les pays participants aux négociations. Certes, une telle imprécision du GATT/OMC se révèle un facteur de souplesse évident permettant, entre autres, à une concession faite dans le domaine non tarifaire, toujours difficilement quantifiable, d'être analysée comme équivalente à une réduction de droits de douane dont l'impact est plus aisément appréciable. Il n'empêche que pour les PED, le principe de réciprocité joue sans que celui-ci entraîne une égalité ou une mutualité des concessions accordées. La réciprocité peut se satisfaire de l'inégalité des concessions mutuelles que les parties contractantes ont décidé de s'accorder. Cette situation s'explique, entre

(1) Plus précisément, à la fin de chaque négociation, les participants déposent des listes récapitulant les offres en matière commerciale; initialement il ne s'agissait que de droits de douane abaissés ou consolidés, les obstacles non tarifaires étant traités par accords séparés. Avec l'inclusion des services dans le système OMC, les offres (et donc les listes de concession) concernent les démantèlements des barrières existant dans ce secteur et qui sont toutes de nature non douanière. Rappelons par ailleurs que les listes de concession ne sont que des actes unilatéraux des parties contractantes. Elles sont en effet jointes à l'Accord général dont elles font partie intégrante. Cette intégration donne ainsi la même portée juridique conventionnelle obligatoire. Conformément à l'article II de l'Accord général, les concessions doivent être respectées et protégées de façon à offrir une sécurité juridique certaine aux opérateurs du commerce international. L'objectif est clairement de lutter contre les changements insidieux que les gouvernements pourraient être tentés d'adopter sous la forme de nouvelles méthodes de détermination de la valeur en douane ou de classification des produits ou services par exemple. A cette fin, les parties lésées ont la possibilité de recourir au mécanisme de règlement des différends et à la réouverture de négociations commerciales afin de rétablir une équivalence des concessions et ceci à un niveau non moins favorable que celui prévalant antérieurement aux modifications afin de maintenir la libéralisation des échanges (art.XXVIII al.2 de l'Accord général).

(2) FINGER (J.) et WINTERS (L.), "What Can the WTO Do for Developing countries?" *op. cit.*, spéc. p.122.

autres, par le manque d'expertise de nombreux PED les empêchant d'évaluer convenablement les concessions accordées et celles obtenues au regard de leur niveau de développement, mais aussi par leur position de faiblesse dans les négociations commerciales menées pour l'essentiel par les pays développés et les pays émergents⁽¹⁾.

29. À cet égard, il convient de noter que la réciprocité devient un principe régissant essentiellement les négociations entre pays d'égal développement, alors que la non réciprocité a fait son entrée dans les négociations avec les PED. Pour nombre de Parties contractantes du GATT en voie de développement, la réciprocité ne saurait jouer qu'entre pays de niveau de développement comparable. Que les pays développés exigent la réciprocité des concessions commerciales, serait particulièrement injuste pour les PED et les pénaliserait, leur situation de pauvreté augmentant en effet mathématiquement le poids relatif de leurs engagements. Ce principe de non réciprocité, pierre angulaire du nouveau droit international du développement alors dans sa phase de formation, apparut comme l'élément central des relations commerciales Nord-Sud. Il constitua le principe directeur fondamental des cycles de négociations commerciales multilatérales dits de Tokyo (1973-1979) et de l'Uruguay (1986-1993) pour tout ce qui eut trait aux relations entre pays développés et en développement. Il préside toujours aux négociations multilatérales engagées au sein de l'OMC ainsi qu'en témoigne la Déclaration ministérielle de Doha de novembre 2001.

30. Or, pour généreux et bien fondé qu'il puisse paraître, ce principe de non réciprocité n'est pas sans entraîner des effets pervers: en n'étant tenu de n'offrir, et de ne se voir demander, aucune concession commerciale, les PED, et par voie de conséquence le Liban, ne sont guère en mesure d'influer sur le déroulement des négociations et de voir leurs intérêts réels pris en considération. A vrai dire, l'abandon du principe de réciprocité dans les relations commerciales Nord-Sud a profondément contribué à faire des négociations commerciales multilatérales une affaire de pays développés menée par eux pour assurer la promotion et la défense de leurs intérêts économiques. C'est bien là l'occasion de se demander si la reconnaissance officielle du principe de non réciprocité n'a pas été contre-productive pour les pays du tiers-monde.

Quoi qu'il en soit, un des remèdes à cette situation passe, peut-être, par le rétablissement de la réciprocité accompagné d'un meilleur encadrement juridique de sa conception égalitaire en matière de concessions commerciales⁽²⁾.

(1) Sur le processus de négociations: *infra*, parag. 38 et s.

(2) Il n'y a qu'un seul domaine où le GATT se montre directif en affirmant l'équivalence entre une réduction de droits de douane élevés et la consolidation de droits peu élevés, voire un régime d'admission en franchise (art. XXVIII bis al.2a *in fine*).

31. OMC et égalité de traitement. L'égalité de traitement entre les parties contractantes constitue la clé de voûte du système OMC. En institutionnalisant la clause de la nation la plus favorisée de nature inconditionnelle, les Membres de l'OMC décidèrent de privilégier l'égalité formelle de crainte de légitimer les discriminations potentielles dues au jeu de la réciprocité dans la mise en œuvre de la clause. De fait, les concessions commerciales offertes par les participants lors des négociations et ensuite insérées dans leurs listes (*schedules*) sont automatiquement étendues à tous les autres participants⁽¹⁾. C'est dire que si la réciprocité joue au niveau et à l'occasion des négociations commerciales proprement dites, elle ne s'appliquera pas aux résultats, c'est-à-dire aux concessions offertes par les parties contractantes et insérées dans leurs listes, qui, elles-mêmes font partie intégrante de l'Accord général et possèdent la même force juridique obligatoire. Cette généralisation automatique et inconditionnelle des concessions commerciales négociées (ou renégociées) assure l'absence de la moindre discrimination entre les parties contractantes. L'avantage est considérable⁽²⁾.

32. Mais cet aspect *a priori* très positif n'est pas sans inconvénient. En effet, il a rendu possible le phénomène souvent rencontré du «repas gratuit» (*free lunch*). Un Etat membre de l'OMC bénéficiant automatiquement de toutes les concessions commerciales négociées en son sein ou sous ses auspices, pourra être tenté de ne présenter de son côté que des offres limitées. Ce manque de générosité ou d'ouverture peut entraîner un risque de blocage des négociations commerciales, les Membres retirant eux-mêmes leurs offres au nom d'une absence de «réciprocité ou d'avantages mutuels»; l'autre risque est de voir les offres s'aligner sur la plus basse d'entre elles, la libéralisation commerciale se trouvant réduite au plus petit dénominateur commun. Il y a aussi le risque (d'autant plus grand que le pays en cause ne sera pas un acteur majeur du commerce international) que les négociations continuent et aboutissent à un niveau élevé de libéralisation dont bénéficiera automatiquement cet Etat peu enclin à ouvrir ses frontières: non seulement un tel Etat recevra beaucoup tout en ayant peu offert, mais celui-ci risque de pénaliser des Etats ayant un développement économique comparable, ce qui est à l'évidence injuste. Enfin, la clause de la nation la plus favorisée, de par sa nature même, est positive en ce qu'elle généralise des avantages commerciaux. Mais, curieusement, en creux, l'Accord général consacre également son inverse, c'est-à-dire le jeu de la nation la moins favorisée en interdisant toute sélectivité dans des situations d'exception comme l'imposition des restrictions

(1) art.II, al 1a) du GATT et art.II(1) du GATS.

(2) FINGER (J.) et WINTERS (L.), "What Can the WTO Do for Developing countries?" *op. cit.*, spéc. p.124 et s.

quantitatives⁽¹⁾, le retrait de concessions en cas de désorganisation du marché⁽²⁾ ou la répartition des produits en situation de pénurie⁽³⁾.

En bref, la clause de la nation la plus favorisée de type inconditionnel présente un volet positif sous la forme de la généralisation immédiate et automatique des concessions commerciales négociées entre les Membres de l'OMC et un volet négatif sous la forme de l'application égalitaire des retraits de concessions commerciales. Ces automatismes constituent à l'évidence autant de facteurs de rigidité dans la gestion du système commercial multilatéral.

33. Remèdes envisageables. Si, jusqu'à présent, l'égalité de traitement l'a emportée sur la justice ou l'équité commerciale, les autorités libanaises devront prôner une meilleure conciliation entre ces deux concepts à travers la réciprocité dans le jeu positif de la clause et la sélectivité dans son jeu négatif. Pour s'en tenir au premier point, un des remèdes aux effets déjà évoqués serait le passage à un régime de clause de la nation la plus favorisée de type conditionnel, c'est-à-dire de nature réciproque. Le phénomène du «free lunch» serait alors éliminé: un Membre de l'OMC ne pourrait bénéficier des concessions commerciales offertes par les autres que si, lui-même, aurait fait des concessions équivalentes. Mais cette option, au demeurant périodiquement envisagée, soulève deux difficultés majeures. A la difficulté d'évaluer l'équivalence ou l'égalité entre les concessions notamment dans le domaine non tarifaire, s'ajoute le risque de discriminations commerciales entre les nations fondé sur leur inégalité de puissance de négociation. Cet obstacle pourrait être à son tour en partie surmonté grâce d'une part, à une assistance technique des pays développés davantage ciblée sur la définition et l'évaluation des concessions commerciales offertes dans les négociations et, d'autre part, à des cycles de négociations plus démocratiques et transparents menés sous l'égide de l'OMC.

34. Réformes institutionnelles. Justement, ce dernier point est désormais au coeur des revendications de nombreux PED, et il le sera *de facto* pour le Liban. Les Membres de l'OMC sont en principe placés sur un pied d'égalité, mais il n'en est rien dans la réalité. Malgré les adhésions massives des pays du Sud à l'OMC et une structure de fonctionnement formellement démocratique, le processus de négociations demeure en fait contrôlé par les pays riches. Ces derniers ont d'ailleurs montré qu'ils sont prêts à négocier en dehors de l'OMC, afin de contourner le principe de la décision par consensus⁽⁴⁾. Surtout, les pays industrialisés avec l'appui de certains pays émergents cherchent à «forcer le

(1) Art.XIII, al1).

(2) Art.XIX al.1).

(3) Art.XX(j).

(4) Par exemple, c'est à l'OCDE que s'est négocié le fameux «AMI», l'Accord multilatéral sur l'investissement.

destin» en négociant dans les «chambres vertes»⁽¹⁾, c'est-à-dire des cercles restreints regroupant quelques puissances économiques. Faute de pouvoir prendre des décisions à 153, ce sont les principaux acteurs économiques qui détiennent le pouvoir. Certains PED ne souhaitent pas changer cet état des choses: il s'agit des grands PED, comme l'Inde, le Brésil, l'Argentine, et d'autres pays émergents. Mais il faut garder à l'esprit que ces pays font partie du petit cercle des élus négociant au sein des chambres vertes. Pour les autres pays en développement, on ne peut négocier avec l'OMC comme on a négocié dans le cadre du GATT. Dans ce système, la négociation se faisait entre pays riches et ses résultats étaient ratifiés par l'ensemble des parties, sans discussion préalable. Ces procédés étaient peut-être acceptables avec le système des engagements à la carte, mais ils ne peuvent être tolérés dans un système juridique devenu très contraignant pour les pays pauvres en raison du principe de l'engagement unique. Or, la participation effective des PED dans une OMC rénovée est la condition d'un bon fonctionnement du système multilatéral. Une OMC qui n'est pas pleinement démocratique s'expose à des échecs en matière de négociations commerciales, les PED ne manquant pas de brandir, voire d'utiliser pour certains d'entre eux, leur droit de veto. Ces blocages désormais récurrents pourraient conduire à terme à une implosion de l'OMC, qui porterait une atteinte sérieuse au multilatéralisme. Des réformes sont donc indispensables pour que le lieu unique des négociations commerciales multilatérales existant retrouve sa crédibilité.

35. Le rétablissement de la confiance entre pays du Nord et pays du Sud suppose donc une démocratisation profonde de l'OMC: sur le plan interne, par l'instauration d'une réelle égalité entre les riches et les pauvres à travers l'institutionnalisation des chambres vertes⁽²⁾; sur le plan externe, par la

(1) La «chambre verte», ou «green room» (ainsi qualifiée en raison de la couleur de l'ancienne tapisserie du bureau du directeur général de l'OMC), réunit, autour de celui-ci, les ministres du commerce d'une trentaine de Membres, convoqués par le Président de la Conférence à raison de la puissance économique et de l'influence des Etats (participent donc systématiquement aux réunions l'Union européenne, les Etats-Unis, le Japon, le Canada, le Brésil, l'Inde, et désormais la Chine), de leur rôle représentatif (par exemple, à Hong Kong, l'Ile Maurice au nom du G90, le groupe des pays en développement, ou la Zambie, représentante des pays les moins avancés), ou encore des points de l'ordre du jour susceptibles de les concerner particulièrement.

(2) Cette institutionnalisation, sans porter atteinte au principe du consensus, reconnaîtrait que le processus de prise de décisions à 153 devient intenable. La procédure qu'il conviendrait de formaliser ainsi devrait d'abord se fonder sur la représentativité des membres de ces chambres vertes, au regard d'un critère soit géographique, soit de niveau de développement. En outre, le processus devrait être non seulement transparent, c'est-à-dire faire en sorte que chaque délégation soit tenue informée de ce qui s'y passe (en ayant accès aux procès-verbaux des réunions), mais aussi inclusif, à savoir permettre à toute délégation qui ne serait pas directement consultée de participer et d'apporter sa contribution. En bref, il s'agit de remplacer les chambres vertes par des «maisons de verre». Ainsi légitimées, les enceintes de négociation de format restreint seraient un outil reconnu et donc plus efficace pour faciliter ensuite la décision par consensus. La présidence des comités restreints doit se cantonner à une stricte neutralité et ne doit jamais intervenir dans la négociation, comme cela a été fait notamment à Seattle. Les travaux de ces comités doivent faire →

transparence et le contrôle des parlements et de la société civile. Ce dernier point méritera une attention toute particulière de la part des autorités libanaises.

36. Parlements et OMC. A l'heure actuelle, les parlementaires doivent répondre des effets économiques qu'entraîne la libéralisation du commerce sur leurs concitoyens, alors qu'ils ne sont pas associés au processus de négociations. Les parlements ne font que ratifier les accords commerciaux, c'est-à-dire qu'ils interviennent en fin de parcours, quand tout est joué. Cette situation n'est plus acceptable quand le système commercial multilatéral embrasse des secteurs qui définissent le mode de vie des habitants d'un pays, comme l'alimentation et la culture. Les PED se montrent d'ailleurs favorables à la participation des parlementaires aux travaux de l'OMC. L'idée a ainsi été lancée d'une Assemblée parlementaire de l'OMC. Par ailleurs, les parlementaires, ainsi que les ONG, doivent participer aux réunions du Mécanisme d'examen de la politique commerciale des Membres de l'OMC. Ce mécanisme permet en effet d'apprécier et d'évaluer chaque année de façon collective toute la gamme des politiques et pratiques commerciales d'un Membre et leur incidence sur le fonctionnement du système commercial multilatéral. Quant aux parlements nationaux, il convient de les impliquer d'avantage dans les négociations commerciales. Mais quelle que soit leur portée, de telles propositions doivent être nécessairement accompagnées par l'existence au sein des parlements nationaux d'une structure s'occupant exclusivement des négociations économiques internationales. Un office parlementaire d'évaluation des relations économiques extérieures serait ainsi à même de suivre et d'informer le parlement sur le déroulement des négociations relatives aux accords et traités multilatéraux régissant les relations économiques et commerciales et d'en suivre la mise en oeuvre⁽¹⁾.

37. Rôle accru de la Société civile. Depuis l'échec de Seattle, les appels à une participation de la société civile à l'OMC se multiplient, aussi bien de la part des ONG que de la part des gouvernements et du Directeur général de l'OMC⁽²⁾. Ces appels ne trouvent pas toujours un écho favorable au sein des PED. Certains d'entre eux estiment que l'ouverture de l'OMC à la société civile se ferait à leur détriment: ce sont les ONG du Nord qui disposent des moyens financiers et logistiques leur permettant de participer activement aux travaux à Genève. De plus, ces ONG adoptent souvent une position radicale sur des sujets comme l'environnement et les droits de l'homme, ce qui n'est pas un mal en soi, mais ce discours ne contribuera pas à apaiser les relations Nord-Sud. Ces raisons incitent

→ l'objet de comptes rendus réguliers, pour l'information de l'ensemble des Membres. Ces comptes-rendus doivent être présentés par un porte-parole, désigné par tous les Membres de l'OMC. Il serait d'ailleurs souhaitable que les porte-parole désignés pour le prochain cycle soient des représentants de PMA: ce serait le signe que l'OMC sait donner la parole aux plus pauvres. Enfin, les résultats de ces travaux doivent être ensuite soumis à la décision de l'ensemble des Membres de l'OMC.

(1) Ibid., spéc. pp.129 et s.

(2) LAMY (P.), «Quelles sont les prochaines étapes ?», *op. cit.*, spéc. p. 16.

les PED à penser que l'entrée des ONG à l'OMC ne pourrait que conforter la position des pays industrialisés, qui contrôlent déjà le cours des discussions. Les PED estiment en outre que ces ONG sont dépourvues de toute légitimité démocratique: elles ne représentent qu'elles-mêmes, c'est-à-dire des intérêts particuliers. D'autres PED considèrent en revanche que les ONG peuvent apporter à l'OMC une expertise basée sur l'expérience du terrain, qui permettrait ainsi d'identifier les abus de la libéralisation commerciale. Elles devraient donc pouvoir s'exprimer à l'OMC, ne serait-ce que pour contrebalancer l'hégémonie du discours libéral. C'est à ce titre que les ONG devraient obtenir un droit de regard sur les activités de l'OMC. Elles sont en effet irremplaçables dans le rôle qui est le leur⁽¹⁾.

38. Partant de ce constat, il est loisible d'envisager diverses formules permettant d'associer les ONG aux activités de l'OMC: consultations plus systématiques de la société civile sur certains sujets, création d'un statut spécial d'observateur pour les ONG auprès du Conseil général, création d'un comité consultatif de la société civile auprès de l'OMC qui pourrait formuler des avis, voire des recommandations, au Directeur général et/ou au Conseil général. Toutes ces hypothèses posent évidemment le problème délicat des critères de sélection de ces ONG. Ne peut-on envisager que les ONG elles-mêmes règlent ensemble ce problème, quitte à décider entre elles d'une certaine rotation ? Cela dit, un principe doit être impérativement respecté: la part des ONG du Sud dans le total des ONG représentées à Genève doit être égale à la part occupée par les PED membres dans le total des Membres de l'OMC. Autrement dit, comme les pays du Sud représentent trois-quarts des Membres de l'OMC, on devrait compter trois-quarts d'ONG du Sud dans cette Organisation. Il s'agira dans le même temps pour les autorités libanaises de moderniser le secteur associatif libanais afin de permettre aux ONG nationales de peser avec le même poids que les ONG étrangères.

B- Un système de règlement des différends plus adapté aux spécificités du Liban

39. La nécessaire modernisation du Système de règlement des différends (ci-après SRD) de l'OMC constituera un autre cheval de bataille pour le Liban. L'adoption, en 1995, du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends (ci-après MARD) fondé sur une approche intégrée, contraignante et plus transparente a marqué pourtant le souci des Etats de renforcer l'efficacité et la prévisibilité du système commercial multilatéral⁽²⁾. La procédure de règlement des

(1) Sur les enjeux en présence: DE SENARCLENS (P.), *La mondialisation: théories, enjeux et débats*, Ed. Armand Colin, 2002, 233 pages, spéc. pp. 42 et s.

(2) Pour une description du Système de règlement des différends: CANAL-FORGUES (E.), «Le système de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce», RGDIP, 1994, pp.698-707; COTTIER (T.), «Dispute settlement in the WTO: characteristics and structural implications for the European Union», C.M.L.Rev., n°35, 1998, pp. 325-378; RUIZ-FABRI (H.), →

différends qui existait dans le cadre de l'ancien GATT avait une connotation excessivement diplomatique et peu contraignante. Il n'existait alors aucun véritable calendrier établi, le blocage des décisions devenait monnaie courante et beaucoup d'affaires traînaient en longueur sans arriver à une solution mutuellement acceptable. Afin de combler ces lacunes et éviter le recours par les Membres à des mesures unilatérales qui pénaliseraient en premier lieu les Etats les moins puissants, le SRD de l'OMC consacre le règne du droit et constitue l'«[...] élément central du système commercial multilatéral et la contribution la plus originale de l'OMC à la stabilité de l'économie mondiale»⁽¹⁾.

40. En substance, celui-ci est fondé sur l'instauration d'un double degré d'examen des plaintes, sur une plus grande automaticité décisionnelle grâce notamment au principe du consensus négatif⁽²⁾, et sur un encadrement plus strict des délais d'examen, de décision et d'application qui permet le traitement d'une affaire dans un délai qui ne doit pas, en principe, dépasser 15 mois. La mise en œuvre des rapports des panels (groupes spéciaux) ou de l'Organe d'appel est en principe immédiate. Le cas échéant, et en l'absence d'une compensation mutuellement satisfaisante, la partie lésée se verrait automatiquement reconnaître le droit de procéder aux suspensions de concessions demandées, seul le niveau de celles-ci pourrait faire l'objet d'une contestation et d'une détermination par arbitrage contraignant. Le système est d'autant plus dissuasif qu'il prévoit expressément la possibilité de prendre des mesures de rétorsion croisées, c'est-à-dire d'avoir recours à des suspensions de concessions dans un autre secteur que celui concerné par la violation, voire au titre d'un autre Accord de l'OMC⁽³⁾.

41. Ce n'est donc pas étonnant si, jusqu'à présent, l'Organe de règlement des différends (ci-après ORD) a connu un succès certain du moins si l'on juge d'un simple point de vue quantitatif. Si la majorité des plaintes est encore déposée par les pays développés (aux alentours des deux tiers), les PED n'hésitent plus à saisir

→ «Le règlement des différends dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce, JDI, 1997, pp.709-755. Parmi les ouvrages pertinents en la matière, on citera notamment: OMC, *Les procédures de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce*, Recueil de textes juridiques, Organisation mondiale du commerce, Genève, 1995, 122 pages.

- (1) Extrait du discours de Renato Ruggiero en date du 17 avril 1997 (disponible sur: <http://www.wto.org>).
- (2) En vertu de ce principe, les décisions sont considérées comme adoptées tant que tous les Membres de l'OMC ne se sont pas prononcés en faveur de leur rejet. Cela se traduit concrètement par un véritable «droit au panel». (article 6:1 du MARD) et par l'adoption quasi-automatique des rapports des panels et de l'Organe d'appel (art. 16:4 et 17:14 du MARD). Cette procédure ne s'applique toutefois qu'en matière de règlement des litiges. Pour le reste, l'article IX: 1 de l'Accord sur l'OMC prévoit qu'un organe de l'OMC «[...] sera réputé avoir pris une décision par consensus sur une question dont il a été saisi si aucun Membre, présent à la réunion au cours de laquelle la décision est prise, ne s'oppose formellement à la décision proposée».
- (3) Art.22: 3 du MARD. Rappelons que si les circonstances le justifient, les Etats condamnés bénéficient d'un délai raisonnable pour se conformer au rapport du panel. Ce délai, qui pourra être déterminé par un recours à l'arbitrage, n'excède pas 15 mois (art. 21: 3 du MARD).

l'ORD de leurs différends commerciaux, soit contre les pays développés, soit contre d'autres pays du tiers-monde⁽¹⁾. Ceci montre à l'évidence tout le dynamisme du nouveau mécanisme. Mais il demeure des interrogations fondamentales qui conditionneront l'avenir de l'ORD. Cet avenir dépendra, dans une large mesure, de la garantie fournie aux PED, et en particulier aux PMA, d'un meilleur accès à ce mécanisme. En effet, ces pays émettent des craintes récurrentes quant à la difficulté de mettre effectivement en œuvre les contre-mesures, compensations et autres suspensions de concessions prononcées à l'encontre des pays développés. Le poids économique et politique de ces pays ne leur permet pas de peser sur les échanges avec les pays concernés ou de rentrer dans un bras de fer gagnant. A titre d'exemple, quel moyen de rétorsion dissuasif dispose un pays comme le Mali pour contraindre les Etats-Unis à respecter les recommandations posées par un panel ? Cette question se posera tout naturellement pour le Liban.

Par ailleurs, un nombre croissant de PED souligne que la faible légitimité des membres des groupes spéciaux les pousse à interjeter appel dans un nombre encore trop important de cas, en particulier en présence d'affaires présentant un intérêt national majeur. Ces pays sont en effet peu représentés au sein de l'ORD, et en particulier les groupes spéciaux. Est également mis en exergue le manque de professionnalisation des membres des panels qui ne siègent pas de façon permanente et à qui il est reproché un manque d'indépendance et d'impartialité. Ces membres sont, au demeurant, rarement des juristes spécialisés dans le domaine du droit international commercial⁽²⁾.

42. Remèdes envisageables. Les autorités libanaises devront par conséquent prôner une révision profonde de la procédure de règlement des différends afin d'assurer, outre sa transparence, l'égal accès des Membres de l'OMC devant l'ORD. Si tel n'était pas le cas, sa légitimité, ainsi que nous l'avons déjà dit, serait fortement remise en cause, ainsi que son avenir. Afin d'améliorer la situation actuelle, un certain nombre de solutions prônées par le rapport Sutherland⁽³⁾ méritent une attention particulière.

(1) Sur cette évolution rapide: BLIN (O.), « La Communauté européenne et le règlement des différends de l'organisation mondiale du commerce (OMC) », RDAI, n°8, 1998, pp.945-948.

(2) En effet, les membres des groupes spéciaux ne sont pas nécessairement des juristes. Ce sont, plutôt, des spécialistes des questions de commerce international. Ces personnalités peuvent avoir ou ne pas avoir d'« attaches » avec les administrations nationales. Les membres de l'organe d'appel, eux, sont nécessairement des juristes. Ces personnalités, au nombre de sept, exercent une fonction permanente durant leur mandat. Elles n'ont aucune attache avec les administrations nationales. On voit donc les forces et les faiblesses du système: la proportion des différends dont les groupes spéciaux ont à connaître est importante, mais ces groupes ne comprennent pas nécessairement de spécialistes du droit; l'Organe d'appel ne comprend pas nécessairement que des spécialistes du droit, mais la proportion des différends dont il connaît est moins importante.

(3) De légitimes interrogations sur les méthodes de travail d'une structure passée, en quarante ans, de 23 à quelque 145 membres, avaient conduit dès juin 2003 le Directeur général de l'OMC, l'Indonésien Supachai Panitchpakdi, à charger un Conseil consultatif, présidé par l'Irlandais Peter →

43. En premier lieu, la participation des experts des PED comme le Liban dans les groupes spéciaux doit être renforcée. Ensuite, la procédure doit être accélérée afin de mieux tenir compte des dommages causés aux économies en développement. Une procédure de «*fast track*» (procédure accélérée) devrait s'appliquer aux requêtes de ces pays. Les délais dont disposent les panels et l'Organe d'appel pour se prononcer, respectivement 6 et 2 mois, pourraient être ainsi divisés par deux, sans que cela nuise nécessairement à la qualité de l'instruction de l'affaire. Les panels devraient diminuer également la longueur de leurs rapports: des rapports brefs et concis, allant à l'essentiel, augmenteraient l'efficacité globale de la procédure.

De plus, le système des sanctions commerciales doit être revu. Les pays développés pourraient paradoxalement tirer plus facilement parti d'une focalisation sur l'organe judiciaire, dans la mesure où il leur est aisé de prendre les mesures compensatoires que le Mémoire d'accord autorise la partie ayant obtenu gain de cause à prendre, dans le cas où la partie perdante ne s'acquitte pas de ses obligations dans un délai raisonnable. En vertu des règles du GATT et maintenant de celles de l'OMC, ces mesures compensatoires ne prennent normalement pas la forme de versements monétaires par la partie perdante, mais de dispositions prévoyant, au profit de la partie gagnante, un accès additionnel au marché de la partie perdante. S'il n'y a pas accord au sujet d'une compensation de ce type, la partie gagnante peut alors décider d'augmenter ses tarifs douaniers à l'égard de la partie perdante: ces mesures sont dites de «rétorsion» et peuvent porter sur un secteur autre que celui ayant déclenché le litige. Il existe donc, pour la partie perdante, deux moyens de «racheter» ses obligations, c'est-à-dire de «payer» pour ne pas se mettre en conformité avec la décision de l'OMC: soit ouvrir plus largement l'un de ses marchés, soit subir des droits de douane plus élevés à l'entrée d'un marché de la partie gagnante. Or, contrairement aux Etats développés, les PED n'ont guère les moyens de «racheter» ainsi leurs obligations par la mise en œuvre de l'une ou l'autre des contre-mesures que le système prévoit. En effet, ainsi que le relève le rapport Sutherland, il leur est difficile d'ouvrir davantage leurs marchés déjà fragiles et ils ne peuvent pas se permettre de voir réduit leur accès aux marchés des pays riches en subissant des droits de douane plus élevés à l'exportation de la part de la partie gagnante⁽¹⁾.

→ D. Sutherland (lui-même ancien directeur général du GATT puis de l'OMC), d'analyser la situation de l'OMC en tant qu'institution, d'étudier et de clarifier les défis institutionnels auxquels le système était confronté et d'examiner de quelle manière l'OMC pourrait être renforcée afin de les relever. Rendu au début de l'année 2005, le rapport Sutherland a été largement influencé par l'analyse des causes de l'échec de Cancún, même si le travail des huit membres du Comité consultatif a naturellement dépassé ce seul événement.

- (1) Il semble pourtant utile de rappeler les dispositions de l'article 24 du MARD relatif aux procédures spéciales concernant les pays les moins avancés Membres selon lesquelles: «1. A tous les stades de la détermination des causes d'un différend et d'une procédure de règlement des différends concernant un pays moins avancé Membre, une attention particulière sera accordée à la situation →

44. En outre, en cas de victoire du Liban devant l'ORD, celui-ci ne pourra pas davantage utiliser à l'encontre d'une partie perdante tardant à s'exécuter les armes de rétorsion théoriquement mises à sa disposition. S'agissant de l'accès additionnel au marché, notre pays sera souvent dans l'incapacité économique de la mettre en œuvre, n'ayant ni produits agricoles, ni produits industriels ou de services compétitifs supplémentaires à proposer. Quant à la rétorsion douanière, comme le souligne Olivier Blin⁽¹⁾, elle présente l'inconvénient majeur d'être directement nuisible à eux-mêmes en raison de ses effets sur le coût de la vie de leurs ressortissants: ainsi, dans «l'affaire de la banane», l'Equateur a renoncé à appliquer des sanctions à l'encontre des produits européens du fait de leur impact sur le niveau de vie de la population⁽²⁾. On entrevoit ici l'effet pervers, pour les PED, d'une juridiciarisation excessive des relations commerciales.

45. Dans le même sens, le retrait de la mesure illégale ne devrait pas constituer une réparation suffisante dès lors qu'un PMA en a subi les conséquences. Celui-ci devrait obtenir une compensation, calculée sur la base du degré de gravité de la violation des accords commerciaux et de la durée de son application. Par ailleurs, comme il est peu probable qu'un pays très pauvre prenne le risque d'attaquer une puissance économique majeure, il serait juste d'autoriser plusieurs pays en développement à introduire une action conjointe contre un pays industrialisé fautif, si ce dernier fait preuve de mauvaise volonté pour réparer sa faute. L'intérêt pour le Liban d'une telle réforme est indéniable.

46. Enfin, tout système judiciaire équitable implique l'existence d'une aide juridique pour les plus démunis. Or, l'accès au système de règlement des différends demeure excessivement coûteux pour les PMA, y compris lorsqu'ils bénéficient du dispositif d'aide juridictionnelle prévu à leur usage. Ces pays doivent donc bénéficier d'une assistance juridique accrue leur permettant de recourir à l'ORD afin de défendre leurs intérêts. Il serait souhaitable d'instituer à

→ spéciale des pays les moins avancés Membres. A cet égard, les Membres feront preuve de modération lorsqu'ils soulèveront des questions au titre des présentes procédures concernant un pays moins avancé Membre. S'il est constaté qu'une mesure prise par un pays moins avancé Membre a pour effet d'annuler ou de compromettre des avantages, les parties plaignantes feront preuve de modération lorsqu'elles demanderont une compensation ou l'autorisation de suspendre l'application de concessions ou d'autres obligations conformément aux présentes procédures.

2. Dans toute affaire soumise au règlement des différends concernant un pays moins avancé Membre pour laquelle aucune solution satisfaisante n'aura été trouvée au cours de consultations, le Directeur général ou le Président de l'ORD, à la demande d'un pays moins avancé Membre, offrira ses bons offices, sa conciliation et sa médiation en vue d'aider les parties à régler le différend, avant qu'une demande d'établissement de groupe spécial ne soit faite. Pour apporter ce concours, le Directeur général ou le Président de l'ORD pourra consulter toute source qu'il jugera appropriée».

(1) In «La stratégie communautaire devant l'Organisation mondiale du commerce», Revue trimestrielle LexisNexis Jurisclasseur - J.D.I., Janvier-Mars 2006.

(2) Le rapport Sutherland explore d'ailleurs la piste d'une compensation monétaire dans l'attente du respect de ses obligations par la partie perdante, tout en soulignant la difficulté de l'évaluation d'une telle compensation.

cet effet un bureau d'assistance juridique, financé par le budget régulier de l'OMC. Il serait composé d'experts «neutres» pouvant aider les PED à formuler leurs recours et serait indépendant du Secrétariat de l'OMC⁽¹⁾.

Conclusion

47. A l'heure de l'adhésion du Liban à l'OMC, les développements antérieurs ont démontré la crise profonde du système commercial multilatéral tel qu'il est régi en particulier par les Accords de l'OMC. Cette institution voit sa légitimité et sa crédibilité régulièrement remises en cause en raison d'une part, de la faible place accordée aux objectifs de développement des pays du Sud et, d'autre part, de l'absence de consensus sur l'intégration de nouveaux domaines, tels que l'investissement ou la concurrence, qui ont pourtant une incidence notable et directe sur les échanges internationaux, limitant ainsi l'efficacité des Accords de Marrakech. Ces derniers n'ont pas été centrés sur le droit au développement du Sud, alors que la stabilité des PED, en raison de leur poids démographique et des risques d'explosion sociale interne et externe qu'ils renferment, est certainement pour l'ensemble de la planète l'un des enjeux géopolitiques centraux de ce nouveau siècle. L'OMC a donc ébranlé la confiance des PED, qui représentent pourtant les 2/3 de ses Membres, dans l'ensemble du processus d'intégration commerciale internationale, car elle les a maintenus dans le sous-développement, quand elle ne l'a pas aggravé.

48. Ce résultat est, comme cela a été évoqué plus haut, le fruit des déséquilibres affectant les droits et les obligations impartis par les Accords OMC qui pénalisent systématiquement les pays du Sud. Ce résultat s'explique également par l'existence des chambres vertes qui excluent les pays du Sud de la décision, par l'inefficacité juridique du traitement spécial et différencié, par le recours à ce pis-aller qu'est le principe de l'auto-élection qui permet de traiter comme pays en développement tout pays qui se désigne comme tel, comme par la faiblesse de l'enveloppe consacrée à l'assistance technique. Surtout, le Liban devra faire face à la remise en cause de la théorie des avantages comparatifs qui constitue pourtant la clé de voûte du système OMC: le faible développement économique et industriel de nombreux PED comme le Liban engendre une faible valeur ajoutée des

(1) Pour mémoire, l'article 27 du MARD prévoit que: «[...] 2. A la demande d'un Membre, le Secrétariat lui apportera son concours dans le règlement d'un différend, mais il sera peut-être aussi nécessaire de donner des avis et une aide juridiques additionnels aux pays en développement Membres en ce qui concerne le règlement des différends. A cette fin, le Secrétariat mettra à la disposition de tout pays en développement Membre qui le demandera un expert juridique qualifié des services de coopération technique de l'OMC. Cet expert aidera le pays en développement Membre d'une manière qui permette de maintenir l'impartialité du Secrétariat.

3. Le Secrétariat organisera des stages de formation spéciaux à l'intention des Membres intéressés, qui porteront sur les présentes procédures et les pratiques de règlement des différends, de manière à permettre aux experts des Membres d'être mieux informés en la matière».

«avantages» dont disposent par ailleurs ces pays. Leur position commerciale se détériore car ils exportent des produits à prix faibles, alors qu'ils ne peuvent se passer d'importations nombreuses et coûteuses. Leur insertion dans l'économie mondiale se traduit par un appauvrissement. Les termes des échanges sont par conséquent largement en faveur des pays industrialisés, même si certains pays comme la Chine ou l'Inde contredisent quelque peu cette réalité. La mondialisation a ainsi creusé l'écart entre ceux qui peuvent s'intégrer au marché mondial, en manifestant sectoriellement des avantages compétitifs, et ceux qui n'ont tout simplement pas les ressources humaines, énergétiques et économiques pour faire face à la concurrence internationale. Cette situation ne peut donc qu'interpeller les autorités libanaises à quelques mois de l'adhésion du Liban. Celui-ci devra rapidement relever des défis liés à la fois à sa compétitivité économique et à la nécessité de réformer l'OMC dans un sens favorable à ses intérêts.



العَدَدُ

الاجتهاد

- قرار متخذ من قبل الادارة بالارتكاز إلى المطالبة بتعديل اسعار الالتزام - غير مسند إلى أي مهلة للتنفيذ - عدم امكانية الاحتجاج بقانون تعليق المهل.

- تنفيذ اشغال - مطالبة بتعويض - شخص معنوي عام - وجوب تنفيذه لالتزاماته بحسن نية - مخالفة الملتزم احكام الالتزام ودفتر الشروط الخاص لتوقفه عن تنفيذ الاشغال - امتيازات السلطة العامة بفرض عقوبات عليه - توقف الملتزم عن متابعة تنفيذ اشغال الالتزام دون مبررات جديدة وثابتة - رد المراجعة في الاساس.

- تلزيم اشغال - طلب اعتبار الالتزام مفسوخاً على مسؤولية الادارة - قرار فردي صادر عن الادارة - مهلة الطعن بشأنه - قبول المراجعة في الشكل.

- قرار صادر عن اتحاد بلديات كسروان، الفتوح باعتبار المستدعية ناكلية عن تنفيذ الالتزام ووضع الاشغال بالامانة على مسؤوليتها - قرار مرتبط بالعقد - عدم قابليته للابطال بسبب تجاوز حد السلطة - قرار صادر في الحقل التعاقدية - استناده إلى اسباب غير مستقلة عن العقد - قرار غير قابل للطعن بطريق الابطال لتجاوز حد السلطة - رد طلب الابطال - امكانية مراجعة قاضي العقد عن طريق مراجعة القضاء الشامل.

/

.

-

// /

/

. /

// /

/

. /

// /

/

.

:

/

-

// /

/

. // /

-

// /

-

.

/

. // /

-

// /

/

. // /

-

// /

/

.

// /

-

// /

/

:

:

-

-

.....

.

-

//

-

-

//

-

-

//

:

CE. 16 octobre 1968. O.P.H.L.M de la seine
AJDA 1963 p. 119.

//

-

/

-

"

:

/ / - / :
/

- بلدية - طلب ابطال قرار المجلس البلدي باسقاط
فضلة عقار من الملك العام البلدي إلى الملك الخاص البلدي
وبيعها من الغير، كما وابطال قرار رئيس البلدية
بالترخيص بالبناء عليها - عدم نشر القرارين أو
ابلاغهما - اعتبار مراجعة الابطال واردة ضمن المهلة
القانونية.

- مراجعة ابطال - عدم اشتراط ان يكون المستدعي
متضرراً من القرار الاداري، حتى يتمكن من
تقديم مراجعة الابطال - وجوب ان تكون له مصلحة
شخصية مباشرة ومشروعة - المستدعي من اهل الجوار
- ثبوت حقه بالطعن بقرار الترخيص بالبناء
على العقارات المجاورة له - قبول مراجعة الابطال
شكلاً.

- استملاك عقار لانشاء خزان مياه لتموين منطقة
كسروان الساحلية بمياه جعيتا ونبع العسل - استملاك
من اجل انشاء مرفق عام وطني - انتساب العقار
المستملك إلى فئة الاملاك العامة الوطنية - اتخاذ المجلس
البلدي قراراً باسقاط بعض من الملك العام الوطني -
عمل اداري مشوب بعيب عدم الصلاحية المطلقة -
مخالفة فاضحة للقانون - ابطال قرار المجلس البلدي
وقرار رئيس البلدية.

❖ ❖ ❖

-
:

//

-
:

/

-
:

:(.)

//

-
:

/

//

(.)

-
//

":

:

"

- -

"

."

) //

s/
(

//

-

/

-

-

"Nul et non avenu et n'a aucun effet" .

: -

:

// - / :

/

:

:

.

:

:

:

-

-

-

/

//

:

:

:

:

:

:

:

:

:

:

:

:

:

:

:

:

:

- بلدية - طلب ابطال قرار صادر عن رئيس البلدية
بوقف مفعول الترخيص بالبناء على عقار - ايقاف
مفعول الترخيص بسبب المخالفات الجسيمة التي تشوبه
- اعتداء على الاملاك العامة والخاصة - وجوب حفظ
حقوق الغير - المقصود بها الاملاك العامة والاملاك
الخاصة المجاورة - امكانية سحب الترخيص أو ايقاف
مفاعيله من اجل تصحيحه حتى بعد انقضاء مهلة
الشهرين على اعطائه - خداع الادارة وابرار مستندات
غير صحيحة - شرعية سحب قرار الترخيص ولو بعد
انقضاء مهلة الشهرين على منحه - ايقاع الادارة في
الغلط - للبلدية، وفي نطاق رقابتها اللاحقة على
التنفيذ، الحق في اتخاذ القرارات التي تندرج في اطار
تطبيق قوانين وانظمة البناء - رد المراجعة في الاساس.

❖ ❖ ❖

: -

//

//

//

/

.. / / / /

: -

- -

. /
"
/ /
/ /
"....
:
....."
/

()) / /
.(

N. 59 – Fraude – Un retrait hors délai est légal si le demandeur a trompé l'administration sur le niveau du terrain naturel, surélevé peu de temps avant la date de la demande de permis (C E, 9 juin 2003, de Ribas: Juris – Data n° 2004-06 6924; constr. Urb. 2004, comm. 173, N. Rousseau).

Georges Liet – veaux, permis de construire, ## Dall. Dv. Adm. Fasc. 26-40.

//
"

❖ ❖ ❖

- مراجعة ابطال - طلب ابطال قرار صادر عن وزير
السياحة بالاجازة باستثمار مطعم لتجاوزه حد السلطة
ومخالفته القانون - قرار يتعلق باعادة العمل باجازة
استثمار مطعم - قرار فردي - سريان مهلة المراجعة
خمناً فيه من تاريخ التبليغ أو التنفيذ - مراجعة واردة
ضمن مهلة الشهرين القانونية - قبولها في الشكل.

- قرار صادر بايقاف اجازة استثمار مطعم بصورة
مؤقتة لحين تسوية اوضاعه القانونية - الغاؤه بموجب
قرار ثانٍ واعادة العمل باجازة استثمار المطعم - الطعن

//

بالقرار الثاني - القرار الاول يدخل في فئة القرارات المؤقتة - قبولها لاعادة النظر بها أو للالغاء في حال تحقق شروط محددة - خلو القرار الصادر بايقاف اجازة استثمار المطعم من أي تعليل - لمجلس الشورى التحقق من مادية وصحة الوقائع التي استند اليها القرار المطعون فيه واعطاءها التكييف القانوني الصحيح.

:

-

:

-

":

"

//

//

/

//

- مخالفة بناء - صدور قرار اداري بايقاف اجازة استثمار مطعم لحين تسوية المخالفة - مخالفة غير قابلة للتسوية - قرار مبرم - وجوب التقييد بقرار ايقاف اجازة الاستثمار لعدم حصول تسوية المخالفة - مخالفة قرار اعادة العمل باجازة استثمار المطعم للقانون ولقوة القضية المحكوم بها - ابطال القرار المطعون فيه.

:

-

:

-

:

//

/

//

//

//

//

//

:

-

- R. odent: contentieux administratif, 1980-1981, P. 1761:

//

- Toutes les décisions juridictionnelles, quelle que soit la juridiction dont elles émanent, ont l'autorité de la chose jugée. Leur respect s'impose donc à l'administration; leur méconnaissance constitue toujours un excès de pouvoir au même titre que la violation de la loi ou des principes généraux du droit. La chose jugée a, en effet, force de vérité légale: comme le disaient les anciens auteurs "Res judicata, pro veritate habetur" (réf...).

/

/

-

/

//

- /

"

" /

"

//

- P. 1300:

A. - L'administration et les juridictions administratives doivent s'abstenir de tout ce qui serait contraire à une décision ayant autorité de chose jugée.

"

-

/

/

"

//

)

(

"

L'administration a donc l'obligatiobn juridique de ne rien faire qui soit en contradiction avec la chose jugée... Il lui faut, en outre, pour remplir l'intégralité de ses obligations à cet égard, tirer toutes les conséquences nécessaires de la chose jugée (réf...); c'est seulement alors que la chose jugée est intégralement respectée et exécutée.

//

-

//

//

/

/

/

:

//

/

-

//

/

/ /
 / /
 :
 :
 - / /
) -
 : (/ / //
 - :
 : - //
 // /
 :
 -
 //
 /
 "

❖ ❖ ❖

- رسم بلدي - استئناف قرار صادر عن لجنة
 الاعتراضات على الرسوم والعلاوات البلدية - تخمين
 مباشر للقيمة التأجيرية من قبل البلدية دون اثباتها
 مسبقاً صورية عقد الايجار المسجل حسب الاصول -
 استئناف قرار لجنة الاعتراضات - تحديده بشهر اعتباراً
 من تاريخ التبليغ - قبول المراجعة بالشكل.

- قيمة تأجيرية - شروط تحديدها بطريق التخمين
 المباشر - اشغال القسم موضوع النزاع من قبل المالك -
 صحة لجوء البلدية إلى التخمين المباشر لتحديد القيمة
 التأجيرية - قرينة على صورية عقد الايجار - التغيير في
 صفة الشاغل يبرر اعادة النظر بالقيمة التأجيرية

- المحددة سابقاً - عدم وجوب اعتماد القيمة التأجيرية المحددة من قبل وزارة المالية - استقلال البلدية في تخمين القيمة التأجيرية بمعزل عن تخمين دوائر المالية - القانون رقم ٨٨/٦٠ - حرية لجان الاعتراضات في تخمين القيمة التأجيرية بوصفها القاضي الضريبي - هيئة ادارية ذات صفة قضائية - رد الاستئناف وتصديق القرار المستأنف.

/

-

:

-

:

/

- :

"

"

"

:

-

//

-

/

//

-

" ...

"

//

"

//

.. - :

.. " "

// .. - //

/ // //

.. / , / //

// //

.. - //

: / //

/ :

- //

// //

/ //

.. "

.. - //

/ //

/

-

:

/

:

-

-

/

)

(

❖ ❖ ❖

"

"...

//

:

/ / - / :

/

- اعترض الغير - يخلب ابطال قرار باعطاء رخصة
 بناء من قبل جمعية مالكي الحقوق والاقسام المختلفة في
 عقار - صفة - صفة الشخص الثالث أو الغير - تحديدها
 - عدم قبول مراجعة اعتراض الغير اذا كان الشخص الذي
 تقدم بها ممثلاً في المحاكمة الاساسية بواسطة احد
 الخصوم فيها سواء اكان هذا التمثيل قانونياً أو فعلياً -

مفهوم التمثيل الواقعي - اخذ اجتهاد القضاء الاداري
 بمبدأ التضييق في مفهوم الغير في ما خص مراجعة
 اعتراض الغير - ثبوت تقدم المالكين بالمراجعة الاساسية
 و صدور القرار المطعون فيه بوجههم - انشاؤهم بعد
 صدور القرار الجمعية المستدعية - عدم اعتبار الجمعية
 من الغير - عدم قيام شخصيتها المعنوية قانوناً اثناء
 المراجعة التي صدر فيها القرار المعترض عليه - لا
 يعطيها صفة الغير لتقديم اعتراض الغير بوجه هذا
 القرار - رد المراجعة شكلاً لعدم صفة المستدعية.

) " " (

" "

: -

(représentation de fait)

- Encyclopédie Dalloz: Répertoire de contentieux administratif (Tome III) Tierce opposition, P. 5:

- N° 39:

.... La voie de la tierce opposition est en effet fermée aux personnes représentées en demande ou en défense, même si elles n'ont pas été en mesure d'exposer personnellement leur point de vue.

(intérêts communs ou concordants)

: -

- R. chapus: Droit du contentieux administratif, Edition 2004, P. 1260.

"

- N° 1478: A – La qualité de tiers:

Elle appartient à ceux qui n'ont été parties ni représentés à l'instance.

S'il est aisé de constater qu'une personne n'a pas été présentée dans une instance, il peut être délicat d'apprécier si elle y a été représentée....

1°)

.....

2°) Il peut surtout y avoir difficulté en cas de représentation de fait, qui, selon la jurisprudence, est également de nature à faire obstacle à une tierce opposition exercée par le représenté.

Le principe est qu'il faut apprécier si l'intérêt défendu par la partie présente à l'instance rejoint exactement celui du tiers opposant. Dans l'affirmative, ce dernier sera considéré comme ayant été représenté dans l'instance et sa tierce opposition sera irrecevable. Bien entendu, l'appréciation est sous la dépendance des données de chaque espèce...

- Encyclopédie Dalloz: idem; op. cit. p. 6:

- N° 58:

..... Cette jurisprudence n'a aucun caractère arbitraire et elle est fondée sur la notion d'intérêts distincts ou divergents. Dans chaque cas d'espèce, c'est au juge qu'il appartient d'apprécier, compte tenu de l'ensemble des circonstances de la cause, si la personne présente à l'instance avait suffisamment d'intérêts communs avec la personne dont il est allégué qu'elle était représentée par la première.

... Un tel jugement, qui laisse les choses en l'état, est invariablement considéré comme insusceptible de préjudicier aux droits des parties demeurées étrangères à l'instance.

R. Chapus – Droit du contentieux Administratif
– 12^{ème} édition – n° 1481 p. 1301.

:

// - / :
/ ...

- مراجعة ابطال لتجاوز حد السلطة - خلب وقف
تنفيذ قرار صادر عن وزير السياحة في حكومة مستقيلة
بالترخيص لمحطة تلفزيونية بتنظيم واجراء انتخابات
ملكة جمال لبنان - خلب ادخال - استيحاء القواعد
والاصول المنصوص عليها في قانون اصول المحاكمات
المدنية - تقرير خلب الادخال لتحقيق مصلحة المطلوب
ادخاله في النزاع.

❖ ❖ ❖

- مراجعة موازية - حصر مفاعيلها بأداء النتائج
ذاتها التي تؤديها مراجعة الابطال - شرط تحقق
المراجعة الموازية - اقامة الدعوى الموازية امام مرجع
قضائي غير قاضي الابطال - عدم تحقق الشرط المذكور
- عدم تحقق شروط المراجعة الموازية.

- خلب ابطال قرار صادر عن وزير السياحة المستقيل
بالترخيص لمحطة تلفزيونية بتنظيم واجراء انتخابات
ملكة جمال لبنان - مفهوم تصريف الاعمال - صلاحية

وزير السياحة في الحكومة المستقلة - قرار الترخيص
 باجراء انتخابات ملكة جمال لبنان لجهة معينة - قرار
 فردي - لا يتميز بطابع الديمومة - قرار الترخيص -
 يدخل في فئة التراخيص الادارية التي تنشئ حقوقاً
 مكتسبة بشكل غير نهائي وذات خبايع مؤقتة - تصريف
 الاعمال - عمل عادي يومي - يعود للوزير اتخاذه في
 اطار تصريف الاعمال - لا يفرض أي عبء على الحكومة
 المقبلة - رد المراجعة.

Les règles impératives

J. P. Chaudet: Les principes généraux de la
 procédure administrative contentieuse In. Bibl. de
 droit public Tome 74- 1967 p. 78 et s.

(C E Sect. 15 février 1935, Bladanet,
 Rec. p. 202, 3 mars 1944, Sté pour la fabrication
 d'aliments composés pour le bétail, Rec. p. 75: Ass.
 16 Juin 1994 Debroise, Rec. p. 172.

R. Odent, Contentieux Administratif 1970-1971
 p. 1306.

Josiane Tercinet, le retour de l'exception de
 recours parallèle, R,F,D,A, 1993, p. 705.

terce opposition
)
 (

R. Chapus: Droit du contentieux administratif
 11^{ème} édit. n° 890.

(/ /)
 .(/)
 Odent op. cit. p. 1304-1305.

La fin de non-recevoir résultant de l'existence
 d'un recours parallèle ... s'oppose à la recevabilité
 d'un recours pour excès de pouvoir lorsque pour
 obtenir le même résultat que celui que l'annulation
 pour excès de pouvoir de la décision attaquée
 pourrait lui procurer, le requérant dispose d'une
 autre action contentieuse relevant de la compétence
 d'une juridiction judiciaire ou administrative autre
 que celle compétente pour connaître du recours
 pour excès de pouvoir dirigé contre cette décision:
 cette autre action, c'est le recours parallèle auquel la
 fin de non-recevoir s'applique.

- / :
 // /
 / /
 / /
 / /

(Josiane Tercinet, op. Cit. p. 706).

(C E. 26 novembre, 1952, Garnett, Rec. P. 533)

/ /
 (/ /
)
 / /
 (
 / /
 - /
 -
 / /

Maxime Chrétien: Le recours pour excès de pouvoir en matière fiscale. J.C.P. 1946 n° 571:

Une évolution de la théorie du recours parallèle a porté sur une appréciation plus exacte de l'équivalence des résultats par le recours pour excès de pouvoir et le recours parallèle.

Désormais, pour qu'un recours juridictionnel contre un acte administratif puisse faire obstacle au recours pour excès de pouvoir, il faut que le premier soit susceptible d'aboutir à un résultat non plus seulement analogue mais identique aux effets du second.

/
 : -
)
 (/ / /)
 /
 /
 / / - /
 / / - /) /

/

//

:

-

//

//

//

//

:

-

//

:

/

/

.()

-

-

-

-

-

-

-

-

Actes individuels créateurs de droits précaires

Décisions

assorties de réserves

:

- / / /

R. odent. Contentieux Administratif 1970-1971
P. 1436.

Un gouvernement démissionnaire... continue à avoir compétence pour "expédier les affaires courantes" c'est-à-dire continue légalement à disposer d'une grande part de ses pouvoirs jusqu'à l'entrée en fonctions du gouvernement suivant. La jurisprudence a eu à définir ce qu'il fallait entendre par affaires courantes: Ce sont celles qui en raison de leur urgence, imposent des décisions immédiates ainsi que celles, qui ne présentant aucune difficulté particulière, aucun choix politiquement ou juridiquement délicat, constituent l'exécution de la tâche administrative quotidienne...

- / / /
/ / /

/

:
.... - "

"

:

(Actes de gestion)
(Actes de disposition)

/

//

/

:

/

.()

/

//
//

//

/

)

/

(

//

//
//

//

- /
-

)

.(//

//

- /

....

....

....."

//

"

"

//

//

//

....."

"

/

....

"

❖ ❖ ❖

- اجارة - صدور حكم ابتدائي بالاسقاط من حق التمديد القانوني - صدور قرار استثنائي ببرد الدعوى لبطلان الاستحضار واجراءات المحاكمة - عدم تحقق احكام المادة ٢١ من القانون ٩٢/١٦٠ - عدم وجود تعارض بين الحكم الابتدائي والقرار الاستثنائي لجهة الاسقاط من حق التمديد القانوني - عدم تطرق القرار الاستثنائي إلى مسألة الاسقاط من حق التمديد - تخلف الشرط الخاص المنصوص عنه في المادة ٢١ من القانون ٩٢/١٦٠ - عدم قابلية القرار الاستثنائي للطعن به تمييزاً - رد التمييز شكلاً.

المحددة للترميم - القاء موجب اعمال الترميم في الاصل
 على المالك - موجب المستأجر بأعمال الترميم هو موجب
 احتياطي وفي حال تقاعس المالك - تقاعس المستأجر لا
 يؤدي إلى اسقاط حقه في التمديد القانوني - النص على
 شروط الاسقاط حصراً وصراحة في القانون الاستثنائي
 - عدم مخالفة محكمة الاستئناف القانون وعدم وجود
 خطأ في تفسيره وتطبيقه - رد السبب التمييزي - ابرام
 القرار المطعون فيه.

❖ ❖ ❖

- اجارة - اسقاط من حق التمديد القانوني - تملك
 شقة من المستأجر - عدم ملاءمتها لسكنه فيها مع
 عائلته - شقة غير معادلة لمستوى الأجر - سلطة
 مطلقة لمحكمة الاساس في تقدير الوقائع والادلة - عدم
 مخالفتها القانون - رد السبب التمييزي.

- مستأجر - تركه المأجور قسراً بسبب الاحداث -
 اصابة المأجور بأضرار حالت دون اشغاله - اعلام
 المستأجر المالك برغبته بالعودة إلى المأجور ضمن المهلة
 القانونية وفقاً لاحكام الرسوم الاشتراعي رقم ٧٧/٧
 الحاصل الترك في ظله - اعلام يغني عن أي اعلام آخر
 مستقبلي لوصول الرغبة في استمرار الاجارة إلى علم
 المالك - عدم مخالفة محكمة الاساس القانون فيما ذهبت
 اليه - رد السبب التمييزي.

- اعمال ترميم - العلاقة التأجيرية لا تتأثر في
 استمراريتها وقانونيتها بعدم تقييد المستأجر بالمهل

(. .)

.

.

.

.

.

-

//

.

/ /

//

.

/ /

.

.

:

.

-

❖ ❖ ❖

.

/

/

: -
-

.
-

// :

/

- اجارة - اسقاط من حق التمديد القانوني -
- تفليسة - منازعة المستأجر في توجب بدلات الايجار وفي
مقدارها - عدم اعتبار محكمة الاساس المنازعة، منازعة
جديدة - استقلالها في تقدير جدية النزاع - لارقابة
عليها من قبل محكمة التمييز - مزيج من واقع وقانون
- رد السبب التمييزي.

- مستأجر - وجوب استشارته اصحاب الاختصاص -
عدم جواز اكتفائه بالتذرع بالجهل - اشارة القرار
المطعون فيه إلى ذلك لا يفقده الاساس القانوني - رد
السبب التمييزي.

- بدلات ايجار - تحديد المضاعفة عليها من تاريخ بدء
الاجارة - عدم تشويه مضمون المستندات - رد التمييز
وابرام القرار المطعون فيه.

//

//

//

: -

//

-

//

//

/

:

❖ ❖ ❖

()

/ /

()

:

//

:

/

- اجارة - دعوى ترمي إلى فسخ عقد ايجار بدون تعويض كون المأجور متصدع وغير قابل للترميم ويشكل خطراً على السلامة العامة - موضوع الدعوى لا يتعلق بالاسقاط من حق التمديد - موضوع يتعلق بفسخ عقد الايجار سناً للمادة ٥٦٢ م وع بسبب تعيب المأجور وهلاكه - تعارض بين الحكم الابتدائي والقرار الاستئنائي يتناول مسألة فسخ عقد الايجار وليس الاسقاط من حق التمديد - عدم توافر الشرط الخاص المنصوص عليه في المادة ٢١ من القانون ٩٢/١٦٠ - قرار غير قابل للطعن به تمييزاً.

/

/

- شفعة - ايداع ثمن المشفوع صندوق الامانات وليس صندوق مال المحكمة - المقصود بصندوق مال المحكمة - صندوق الخزينة الذي يتم دفع الرسوم والنفقات القضائية فيه - لا يمكن ان يكون الصندوق الحديدي لدى المحكمة صندوق المال المنصوص عليه في المادة ٢٤٩ ملكية عقارية المعدلة - على غالب الشفعة التأكد من ان ايداع المبلغ الخاص بالشفعة قد تم وفقاً للاصول - وجوب استحصاله على اتصال يثبت الايداع - ثبوت علمه بعدم ايداع المبلغ صندوق الخزينة لعدم استحصاله على اتصال يثبت ذلك - عدم امكان تذرعه بخطأ الموظف - وجوب تثبته من قانونية الايداع - عدم حصول ايداع ثمن المشفوع وفقاً للمادة ٢٤٩ ملكية عقارية المعدلة - لا يغير في النتيجة ايداعه لاحقاً في صندوق الخزينة بعد اكثر من ثلاث سنوات على اقامة دعوى الشفعة - عدم وجود خطأ في تطبيق وتفسير القانون - رد التمييز.

♦ ♦ ♦

- :

:

()

....

....

()

:

....

...

//

()

()

:

() :
 // :
 /

- قاضي عقاري - التغيب عن حضور إحدى جلسات المحاكمة امامه - المادة ٢٤ من القرار ١٨٦ - اصدار القاضي العقاري حكمه باعتبار الاعتراض لاغياً وبإخلاء وشطبه وترقيته حكماً عن محاضر التحديد والتحرير موضوع الدعوى سنداً للمادة ٢٤ من القرار ١٩٢٦/١٨٦ - استئناف الحكم الابتدائي - تصديقه من قبل محكمة الاستئناف.

- اعتراض على محاضر التحديد والتحرير - توخي المشترع سرعة الفصل في الاعتراضات المقدمة أثناء عملية التحديد والتحرير - عدم تطرقه إلى الحالة التي تتعدد فيها الجلسات وتتوالى ويتغيب المعارض عن حضور احداها - تفسير خاطئ لنص المادتين ٢٣ و٢٤ من القرار ١٨٦ - عدم اشارتهما إلى حالة تعدد الجلسات - مخالفة المبادئ العامة التي ترعى موضوع المحاكمات - مخالفة مبادئ العدل والانصاف - مفهوم الجلسة المقصودة في المادة ٢٤ من القرار ١٨٦ - ان تكون مكتملة العناصر والاعتراض جاهزاً للفصل فيه - خطأ في تطبيق المادة ٢٤ المذكورة - نقض.

- وقف خيرى ذرى - اعمال مساحة - اغفال ذكر
 حقوق الواقفين وسلالتهم - اعتراض - خلب الغاء صورة
 التحديد - خلب ادراج عبارة على محاضر التحديد
 العائدة للعقارات الموقوفة تفيد بانها وقف خيرى ذرى -
 خلاف حول نوع الوقف - ادلاء بأنه وقف خيرى محض
 وان الولاية عليه تعود فقط لراعى الابرشية - تعيين
 لجنة خبراء للقيام بمهمة تحدتت فى القرار .

() ()

/ / (

) / /

/

: -

//

...

."

"

....

...

(

)

... / /

/ /

()

."

:

-

/ /

-

-

//

/ /

//

/ /

//

/ /

//

//

/ /

" "

//

" "

) //

/

(

:

"

....

(

)

-

-

)

.....

(

"....

" "

-

//

(d'office)

()

//

-

// // // //

)

(

(

)

//

//

)

//

(

// // // //

"

:

/

/

...

..."

"

()

."

/ /
()

//

()

/ /

() /

/ / / /

(") "

()

//

()

()

()
()
()
()

/ / / / / /
//

()

/ /

/ /

/ / / /

/ / / /

: -

//

... / /

/ /

-

- " - "

/ /

.

()

/

//

.../ /

//

//

/

//

/ /

:

//

//

/ // // /

- (- ") "

":

//
/ /

"

//

//

/ // // /

//

//

//

//

//

//

/ /

/ /

/ /

/ /

//

/ / / /

/ /

//

()

()

()

//

//

"

"

...

/ /

:

//

/ /

... / /

//

//

" "

//

//

//

//

//

... / /

" "

//

()

//

//

//

- -

//

//

//

//

//

//

//

()

//

//

"

"

//

...//

"

//

()

//

"

"

// // // //

()

()

/ /
(Nul ne prescrit contre son propre titre)

//
/ /

/ /

/ /

/ /
/ /

/ /

" " " "

//

//

/ /

... / /

:

-

-

- شفعة - عقار مبني مفرز إلى اقسام مختلفة - المادة ٧٤ من المرسوم الاشتراعي رقم ٨٣/٨٨ - اسبابها الموجبة - منع الشفعة بين الاقسام المختلفة - عقار قسم منه مبني وقسم آخر متبقي وهو عبارة عن ارض لا بناء عليها - توقيع عقد قيد انشاءات وافراز العقار الشفيع إلى حقوق مختلفة - اخضاعه بذلك لأحكام المرسوم الاشتراعي رقم ٨٣/٨٨ - عدم تطبيق القوانين المتعلقة بالشفعة عليه - للشريك في قسم خاص حق الشفعة لشراء الحصة الشائعة التي يراد بيعها بالتراضي من شخص آخر غير شريك - المرسوم الاشتراعي رقم ٨٣/٨٨ - ايجاده نظاماً خاصاً للعقارات المبنية المفرزة املتها سياسة عمرانية واسكانية - حماية البناء المفرز والاقسام الخاصة بمنع الشفعة عليها - خبيعة حق الملكية في الابنية المفرزة - اخراج الابنية المفرزة من نظام الشفعة سواء اكانت هذه الابنية هي موضوع الشفعة ام كانت هي خالبة الشفعة - دخول كامل الارض المبنية وغير المبنية ضمن القسم المشترك - عدم خطأ القرار المميز في تفسير وتطبيق المادة ٧٤ من المرسوم الاشتراعي ٨٣/٨٨ - رد السبب التمييزي.

- حق افضلية - مستمد من الحق بالشفعة - اسقاخه باخضاع العقار الشفيع لأحكام المرسوم الاشتراعي رقم ٨٣/٨٨ بعد فرز البناء القائم عليه.

- دعوى شفعة - وجوب توفر شروط الشفعة بتاريخ اقامة الدعوى أو قبل انقضاء مهلة السنة المحددة لاقامة

❖ ❖ ❖

الدعوى على الاكثر - عدم توفر شروط الشفعة بتاريخ
 تقديم الدعوى - خطأ في تطبيق القانون - نقض - رد
 دعوى الشفعة لعدم توفر شروطها.

/

/

-

/

-

/

/

-

/

-

/

/

/

-

....

/

-

/

/

-

....

.

/

....

/

//

/

/

/

/

/

/

/

/

/ /

/

/

/

:

....

/

. /

/

.

:

....

/

....

....

....

/

.

/

/

-

.

:

....

/ :

/ /

//

/

//

/ / / /

/ /

/

/

/

/

/

/

/

/

//

/

/

/

/

/

//

//

.....
:-

: -

/

.....
.

: -

/

- -

)

(

/

/

.....

/

.....

/

/

:

/

/

:

:

:



:

/

:

/

/

:

:

()

//

/

- نظام الصندوق التعاضدي لمستخدمي
الصندوق الوخني للضمان الاجتماعي - الطعن
بالقرار الاستثنائي لخطئه في تفسير وتطبيق الفقرة
٧ من المادة ٩ من نظام الصندوق - مفهوم الخطأ في
تفسير القانون - افتراض ان النص الواجب التطبيق
غير واضح كفاية وان القرار المطعون فيه قد
اعتمد تفسيراً غير مطابق للمعنى الحقيقي للنص -
شروط استحقاق مساهمة الشيخوخة بحسب الفقرة ٧ من
المادة ٩ المشار اليها - عدم اشارتها إلى وجوب دفع
الاشتراكات للاستفادة من مساهمة الشيخوخة - رد
التمييز.

- مخالفة للمستشار الياس الخوري.

- ان القرار الاستثنائي موضوع الطعن الصادر بنتيجته
القرار الحاضر منشور في الصفحة ١١٢٧ في باب الاجتهد
من هذا العدد.

()

-

-

:

-

-

:"

"

:
:
:

:

❖ ❖ ❖

:

:

/ /

- تمييز - تقديمه من عدة مميزين بينهم اشخاص ثابتة وفاتهم منذ ما قبل المرحلة الاستثنائية - اهمال التمييز المقدم باسمهم.

- تمييز - مميز ضده - ادلاؤه بوجوب رد التمييز عن المميز عليهم الآخرين لعدم جوازه ضد من لم يكن خصماً في المحاكمة الاستثنائية - لا صفة له للدلاء بهذا الطلب لتعلقه بغيره.

- نحن مقدم من الميزة - تناوله مسألة عدم مراعاة حقوق باقي المميز عليهم في المحاكمة الاستثنائية - رده لعدم صفة الميزة بإثارته. ()

- ترفيق - الاستحصال على صورة من محضر المحاكمة لا يعتبر اجراء من اجراءاتها - عدم مخالفة القرار المطعون فيه احكام المادة ٣٩١ م.م.

- انقطاع المحاكمة - حالات تحققه - تغير اسم الشخص المعنوي الخصم في الدعوى وانتظار تنفيذ قرار اعدادي لا يعتبران سبباً من اسباب الانقطاع - عدم مخالفة القرار المطعون فيه احكام المادة ٥٠٥ م.م.

- سقوط المحاكمة - الاستحصال على صورة عن محضر المحاكمة لا يفيد عن النية بمتابعتها لعدم تأثيره على سيرها وعدم اعتباره اجراء من اجراءاتها - عدم مخالفة القرار المطعون فيه احكام المادة ٥٠٩ م.م.

- ترفيق - ورود جلب الترفيق بعد جلب تصحيح الخصومة - تقديمه على ضوء هذا التصحيح - تصحيح

❖ ❖ ❖

الخصومة لا يعبر عن القصد بمتابعة المحاكمة - لا يؤدي إلى ردّ نخلب الاسقاط لأنه ليس من قبيل الدفاع أو الدفع أو الاجراء المتعلق بالمحاكمة - عدم مخالفة القرار المطعون فيه احكام المادة ٥١١ أ.م.م. - ردّ التمييز برمته.

- :

:

..
//

//

..

//

- :

:

//

..

.. " " " "

..

"

"

"

"

-

:

-

-

"

"

"

"

"

"

"

"

//

//

:

:

- مدير عام - كتاب تفويض من قبل رئيس مجلس
ادارة الشركة - شركة تأمين - كتاب التفويض لم
ينتقص من الصلاحيات المقررة له كمدير عام - تشويه
القرار الاستثنائي للمستندات - ذكره وقائع خلافاً لما
وردت عليه - نقض - اعتبار المميز عليهم مسؤولين عن
عجز الشركة - تحديد نسبة مسؤوليتهم عن دفع ديونها
على نحو متفاوت تبعاً لحجم صلاحياتهم الرقابية.

❖ ❖ ❖

()

//

/...

- افلاس - دعوى مسؤولية بوجه مديري الشركة
المفلسة ومفوضي المراقبة الاساسي والاضافي فيها - عقد
تفرغ عن اسهم في شركة تأمين - افلاس الشركة - المادة
١٦٧ تجارة - مساءلة اعضاء مجلس الادارة وكل شخص
موكل بادارة الشركة أو مراقبتها عن خطئهم في القيام
بمهامهم وتحميلهم ديون الشركة المفلسة - عجز الشركة
- عقد تفرغ عن اسهم - انتقال ادارة الشركة الفعلية إلى
المتفرغ لهم بمعزل عن تنفيذ الاجراءات الاصولية
الشكلية للتفرغ - عدم اخلاصهم على حسابات الشركة
وتنظيم ادارتها للحؤول دون زيادة عجزها - مساءلتهم
سنداً للفقرة الثانية من المادة ١٦٧ تجارة - نقض القرار
الاستثنائي.

- مفوضي مراقبة اساسي واضافي - المادة ١٧٤ تجارة -
حق مراقبة دائمة لسير اعمال الشركة - تحقق
مسؤوليتهم عند حصول خطأ في المراقبة - عدم
اخلاصهما على حسابات الشركة المفلسة والمطالبة
بدفاترها المحاسبية - عدم وضع الميزانيات والتقارير
السنوية المتوجبة - تقاعسهما عن القيام بواجبهما ادى
إلى الاستمرار في عجز الشركة - مساءلتهم - نقض القرار
الاستثنائي.

()

"

...

//

//

-

//

-

-

//

(

(

...

//

()

:

... () %
 % ...

❖ ❖ ❖

" //

)

(

:

//

...

/

...

- افلاس - اعتراض على قرار صادر عن القاضي
 المشرف بمعرض الافلاس - المادة ٥٢٢ تجارة - صدور
 قرار عن القاضي المشرف على التفليسة برد خلب شطب
 اشارتي الافلاس والبيع عن صحيفة العقار العينية -
 تحديد ماهية القرارات المقصودة بالمادة ٥٢٢ تجارة -
 قرارات تتعلق بإدارة التفليسة - قرار البت بشطب اشارة
 - قرار اداري - انطباق احكام المادة ٥٢٢ عليه - عدم
 جواز استئنافه أو تمييزه - قبول محكمة الاستئناف
 الطعن بالقرار المشار اليه - مخالفة القانون والخطأ في
 تطبيق وتفسير المادة ٥٢٢ تجارة - نقض - رد الاعتراض
 لعدم تقديمه ضمن المهلة القانونية - تصديق الحكم
 الابتدائي.

:

... / , , /

%

%

: -

/ /
/ /
/ /

/ /

....

....

: -
:

/ /
/ /

-
-
-
-
-

◆◆◆

:

:

:

:

()

//

:

/

- عقد تمثيل حصري - فسخه - تعويض.

- عقد توزيع حصري - تعبير عن ارادة فسخه -
التعبير الضمني عن ارادة الفسخ مقبول طالما انه واضح
ولا لبس فيه - التصرف الصريح أو الضمني الذي يضع
حداً لعقد التوزيع قبل حلول اجله هو فسخ له - عدم
وجود تناقض في التعليل في القرار المطعون فيه - رد
السبب التمييزي.

- عقد توزيع حصري - انقطاع التعامل فترة من
الزمن - عدم اقدم الشركة على التعامل مع فريق آخر
في لبنان - استمرار العلاقة التعاقدية - عدم اتجاه ارادة
الطرفين إلى فسخ العقد - عدم حصول اتفاق رضائي
على الفسخ - انتفاء حصول أي فسخ ضمني - عدم
مخالفة احكام المادة ٢٤٥ موجبات وعقود - تعليق
العقد فترة من الزمن لا يعني فسخه - رد السبب
التمييزي.

- تعويض عن فسخ عقد توزيع حصري - تقرير
خبير - تحديده للربح الفائت نتيجة فسخ العقد -
تعليل القرار سبب عدم اخذه بنسب الارباح المحددة من
قبل الخبير - عدم مخالفة المادة ٣٦٢ م.م.أ - رد السبب
التمييزي.

- تناقض في التعليل لجهة تحديد مقدار التعويض -
عدم تحققه - رد السبب التمييزي - ابرام القرار
المميز.

"

.

/ /

..

"

.

"

/ /

....

.

:

/ /

"

"

(

(:

... / /

/

"

.

:

/

-

.. / /

/

//

.

....

-

-

//

-

//

.

....

.

"

%

,

%

//

" /

.

.

:

-

:

....

//

... / /

. /

...

:

... / /

..

..

:

/ /

...

/ /

...

.

.

.

.

.

...

عن مجلس العمل التحكيمي - قرار وقف التنفيذ الصادر
عن المحكمة العليا لا ينافي حكم مجلس العمل
المميز.

- حكم صادر عن مجلس العمل قضى بالزام المستأنفة
بدفع مبلغ للمطلوب الحجز عليها - تسديد المبلغ المذكور
- صدور قرار عن المحكمة العليا بوقف التنفيذ بالنسبة
للجزء الاكبر من الدين المحكوم به - خلب القاء حجز
احتياخي لعدم حق المطلوب الحجز بوجهها بالمبلغ الذي
جرى وقف تنفيذه.

- حكم نهائي - حجبة الاحكام النهائية بما قضت به
- تمتعها بالقوة التنفيذية - قرار محكمة التمييز
القاضي بوقف التنفيذ الجزئي هو قرار مؤقت - لا
يتمتع بحجبة القضية المحكوم بها العائدة لحكم مجلس
العمل التحكيمي - عدم مخالفة القانون في رد خلب
الحجز الاحتياخي - ابرام القرار الابتدائي الصادر عن
رئيس دائرة التنفيذ.

❖ ❖ ❖

- :

() :

/ / :

- :

:

- تنفيذ - حجز احتياخي - عدم بيان خالبة الحجز
الاموال المطلوب حجزها والدين المطلوب القاء الحجز
تأميناً له - رد محكمة الاستئناف، الاستئناف في الاساس
- مخالفة محكمة الاستئناف احكام المادة ٦٥٥ أ.م.م. -
نقض.

/ /

- خلب القاء حجز احتياخي - رده من قبل رئيس
دائرة التنفيذ لعلة عدم ارجحية الدين - حكم صادر

:

:

.

:

//

/

:

//

.../ /

.../ / / /

:

❖ ❖ ❖

.../ , , /

:

//

//

:

.../ , , /

/

- عجلة - اسم تجاري - تعدر - دعوى مستعجلة
 بالزام الجهة المميّزة بالامتناع عن استعمال الاسم
 التجاري الذي تملكه وبيزالة اللافتة عن مبنى الشركة -
 تقليد - الاخذ بالمشابهة الاجمالية - خلق التباس في
 ذهن المستهلك العادي - احتذاء العلامة التجارية - تعدر
 واضح.

.../ /

/ /

- اختصاص قضاء العجلة - تطبيق احكام الفقرة ٢
 من المادة ٥٧٩ م.م.م. - تعدر واضح على الحقوق - فصل
 موضوع وجود التعدي بصورة وقتية - خلو الحق من أية
 منازعة - مشابهة اجمالية بين اسمين تجاريين بشكل
 ظاهر - خلق التباس في ذهن المستهلك العادي - اعطاء
 الاولوية في استعمال الاسم التجاري إلى من بين ظاهر

المستندات بأنه الاسبق في الاستعمال والتسجيل في لبنان -
حق محكمة الاساس السيادي في التقدير - عدم وجود
تشويه للمستندات - رد التمييز و ابرام القرار المطعون
فيه.

"Grand stores"

"G.S"

//

"Galerie Safwan"

:

:

"GS"

"GS"

...

Meuble décor

"G.S"

:

() :

// :

/

- صيغة تنفيذية - حكم صادر عن محكمة العدل العليا البريطانية بالالزام بدفع مبلغ من المال - اعطاؤه الصيغة التنفيذية - تخمن - تبليغ - صدور الحكم الاجنبي بالصورة الغيابية - وجوب توافر شروط المادة ١٠١٧ م.م.م. مجتمعة لاعطاء الحكم الاجنبي الصيغة التنفيذية - نظام عام - وجوب ابراز صورة مصدقة عن وثيقة التبليغ - عدم جواز الاستغناء عنها بوسيلة اثبات اخرى - تمكين القاضي الذي يعطي الصيغة التنفيذية التثبيت حتى اليقين من ابلاغ المدعى عليه جميع اوراق المحاكمة بالطريقة القانونية - احترام حقوق الدفاع - نقض القرار الاستثنائي.

- تبليغ - عدم ابراز اشعار استلام الكتاب المضمون - عدم جواز الاستعاضة عنه بتصريح موظف في المحكمة أو بحديثات الحكم المطلوب اعطاؤه الصيغة التنفيذية - وجوب التقيد بأحكام المادة ١٠١٧ م.م.م. عند تنفيذ الحكم الاجنبي الغيابي - شرط يتعلق بالنظام العام الدولي - وجوب احترام حقوق الدفاع - عدم ثبوت تأمين مهلة كافية للمدعى عليه للجواب - رد طلب اعطاء الصيغة التنفيذية للحكم الاجنبي.

❖ ❖ ❖

/ /

: -

.../ /

: -

" "

:

.../ /

:

/ /

:

/ /

-

-

/ /

-

//

-

.../ /

...

"

"

.../ /

//

" "

//

.

:

:

:

//

//

//

:

❖❖❖

/ /

//

/ /

/

: -
 :
 / /
 ... / /
 / /
 / /
 ... / /

عجلة - صدور قرار عن قاضي العجلة بالزام المميز برفع يده عن عقار والتوقف عن ممارسة أي نشاط فيه - استئناف - رده شكلاً لعدم تضمنه الطلبات المقصودة بالمادة ٦٥٥ معطوفة على المادة ٤٤٥ أ.م.م. كون الطلبات المسافة اقتصر على اجراء تحقيق كدعوة الخبير والشهود.

طعن - عدم تحديد المادتين المشار اليهما طبيعة المطالب التي يجب ايرادها في الاستحضار الاستثنائي - الاكتفاء بأن تكون مطالب منتجة في الدعوى - مخالفة القرار الاستثنائي القانون لتمييزه بين نوعية الطلبات - نقض.

- دعوى ترمي إلى رفع يد عن عقار - وجود اعتراض على التحديد الاختياري للعقار موضوع الدعوى - ليس من شأنه غل يد القضاء المستعجل عن اتخاذ التدبير المطلوب بغياب اسباب جدية يرجح معها ابطال المسح الاختياري - ظاهر الاوراق - ثبوت ان العقار الذي جرى شراؤه من المستأنف ليس داخلاً في العقار الذي تقرر اخلاءه منه - رد الاستئناف اساساً وتصديق قرار قاضي العجلة.

: -
 : -
 / /

()

//

/ . . .

- عمل - صرف من العمل بعد رفض الاجيرة الانتقال
 للعمل في شركة اخرى مؤسسة من قبل المصرف - مخالفة
 القرار المطعون فيه احكام المادة ٥٠ عمل - عدم وجود
 صرف تعسفي - عدم ثبوت هدف وضع حد لعقد العمل
 - التأكيد على استمرارية عقد العمل واستفادة الاجيرة
 من كافة الحقوق - نقض.

//

- اسباب واقعية - عدم تبيان القرار المطعون
 فيه الاسباب الواقعية التي استند اليها لاعتماد
 الحل القانوني الذي اعتمده - عدم عرض الاساءة
 الحاصلة للمدعية بنقلها للعمل إلى شركة جديدة
 بالرغم من تأمين حقوقها كافة - اغفاله تبيان
 اسباب فضائه بمبلغ التعويض عن الانذار والاجازات
 السنوية بالرغم من ثبوت اقرار المدعية بقبضه -
 فقدان الاساس القانوني - اغفال الفصل في احد المطالب
 - نقض.

❖ ❖ ❖

- اجيرة - تركها العمل من تلقاء ذاتها - عدم توجب
 تعويض الصرف التعسفي.

- :

: -

" "

()

//

: -

. / /

: -

.../() /

" "

()

. / /

.

" "

" " " "

.../ / ()

//

.../ /

.../() /

//

:

-

" "

. / /

. / /

. / /

. . / /

. / /

:

-

:

-

:

-

" "

:

-

)

//

(

... / , /

...

-

-

❖ ❖ ❖

... / , / /

... / , / /

//

:

= ... / , / + ... / , / , / /

... / , /

()

() :

/ / :

/

= ... / , / - ... / , / , / /

- عمل - مراسيم غلاء معيشة - اجر محدد بالعملية
الاجنبية - استفادته من مراسيم غلاء المعيشة.

- مطالبة بالزيادات والعلاوات - مرور زمن - تطبيق
المادة ٣٥٤ لغاية ٣٦٢ موجبات وعقود اثناء قيام علاقة
العمل.

- تصفية تعويض نهاية خدمة الاجير لدى الصندوق
الوطني للضمان الاجتماعي بعد مرور عشرين سنة على
استخدامه - موافقة ضمنية على الاجر وتنازل عن
المطالبة بالزيادات.

: -

/

: -

//
//

: -

//

//

: -

//

: -

/

.. / , /

//

/ /
/ /

: -)
: / / (

: -

: -

: //
/ /

//

//

//
//

/
/

//

//

/

.. ..
.

//

.. / , , /

:

:

:

//

- صرف من الخدمة لبلوغ المستخدم السن القانونية / :
 وإبلاغه من الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي -
 تقديم الاجير استقالته بتاريخ لاحق - عدم استفادته // :
 من التعويض الاضافي المنصوص عليه في المادة ٤٩ من
 القانون رقم ٢٠٠٢/٤٣١ - اشترط المادة ٤٩ قبول استقالة
 المستخدم اصولاً لكي يعطى تعويضاً اضافياً. ❖ ❖ ❖

- اجازات سنوية - كتاب باعلام المستخدم بضرورة
 الاستفادة من رصيد الاجازات السنوية قبل انتهاء
 خدمته لدى المدعى عليها تحت غائلة سقوط حقه
 بمطالبتها بأي تعويض عنها - عدم استجابته للكتاب -
 ردّ خلبه بدفع بدل رصيد اجازاته - ردّ الدعوى برمتها.

- :

() :

// :

" " /

- عمل - صرف من الخدمة - صلاحية مكانية -
 طعن - نقض.

- صلاحية مكانية - دفع - مركز الشركة النظامي في
 بيروت - عدم تعديله - لا يحق للشركة الدفع بعدم
 الصلاحية المكانية في مثل هذه الحال.

//
/

//

//

//

- دفع برد الدعوى شكلاً لعدم بيان اسم ممثل المدعى
 عليها القانوني في الاستحضر - مخالفة اجراءات شكلية
 - لا تؤدي إلى البطلان الا اذا تبين وقوع ضرر لمن يتمسك
 به - عدم وجود لبس في هوية المدعى عليه - ردّ
 الدفع.

/

:

:

-

/ /

/ /

).

(

:

-

:

-

-

-

....

:

-I

Encycl. Dalloz – sociétés.

Compétence et arbitrage chap. 2 compétence territoriale interne et compétence internationale p. 15.

- II

"Le siège social figure dans les statuts de la société, il en résulte que lorsque la société change de siège social, elle doit modifier ses statuts et en assurer la publication. Les tiers pouvant se prévaloir du siège social tel qu'il figure dans les statuts, mais ils peuvent également considérer que le siège statutaire ne leur est pas opposable par la société si le siège réel est situé dans un autre lieu.

De Juglard et Yppolito.

Traité de Droit commercial par E. Du Pantavite et G. du Pidrot. 2^{ème} volume. Première partie, p. 281 – N° 403 – voir aussi Tyan. Droit commercial. Tome 1^{er} p. 302 n° 293.

- III

En tout cas, les tiers de bonne foi, conservent la faculté de se prévaloir du siège social fictif et à plus forte raison, du siège social simplement désigné..."

N: 92: Intérêt du siège réel:

En résumé, le siège social est celui où se trouve la direction effective de la société...

A partir du moment où il a été établi que le lieu où se trouve la direction effective de la société est différent du siège statutaire – qui de ce fait devient fictif – les tiers peuvent choisir entre les deux pour conduire une action en justice. En revanche, la société ne peut leur opposer le siège réel s'ils entendent saisir tout de même le tribunal du lieu du siège statutaire".

//

:

:

//

:

:-

/

-

-

(

❖ ❖ ❖

//

//

:

:

//

:

/

//

-

-

- عقد بيع عقار - مطالبة بتخفيض ثمن المبيع
بسبب الخداع والغش والتأخر في الاستحصال على رخصة
البناء - ادعاء مقابل بابطال عقد البيع لعدم حصول
البائع على كامل قيمة الثمن - قرار نقض.

- عقار مبيع - ايهام البائع المشتري بأن له واجهة على
الطريق العام - ثبوت بعده عن الطريق العام - تخلف
صفة موعود بها - عيب في المبيع - وجوب اقامة الدعوى
بشأنه خلال مهلة ٤٦٥ يوماً - المادة ٤٦٣ موجبات وعقود
- بدء المهلة من تاريخ تسلم المبيع يوم حصول التسجيل
ونقل الملكية - تقديم الدعوى خارج المهلة القانونية -

ردها شكلاً - مهلة اسقاط - لا تخضع لأسباب التوقف أو الانقطاع المنصوص عليها في قانون الموجبات والعقود بخصوص مرور الزمن.

- مطالبة برصيد ثمن المبيع - وكالة لاحقة لعقد البيع من قبل البائع يقر فيها بقبضه كامل الثمن - سند رسمي - نوعان من البيانات في السند الرسمي - العبارة المتضمنة لقبض الثمن في الوكالة مطبوعة سلفاً - قرائن - تسديد الدفعة الثانية ما قبل الاخيرة من عقد البيع بتاريخ لاحق للوكالة التي تتضمن ابراء ذمة الشاري - ثبوت توجب الدفعة الاخيرة من ثمن المبيع بذمة الشاري.

- عقد متبادل - حق خيار بين التنفيذ الاجباري للعقد وبين الغائه مع التعويض - موضوع الموجب مبلغ من النقود - فائدة.

- :

... / /

- :

- :

//

/

:

/

//

//

/

...

//

// //

/ /

// /

/ /

)

//

(

)

(

//

//

/

-

/

/

//

. /
 .. / , /
 / .. / , / // /
 . - /
 .
 ... / - /
 / / .. / , /
 () . //
 -
 .
 ..
 / / -
 ...
 :
 .
 // -
 .

/

.

.

//

.. ,

..."

.. / ,

//

/

//

%

.

.

.. ,

.. ,

/

.

/
/

.. / , /

..

/ /

/

.

.

.

/

.

/

:

//

/

/

:

-

/

.. ,

.

:

-

/

-

.

.

..

/

-

:

."

-

: - / / / %

-

: - : / : : :

❖ ❖ ❖

" " : " " : () / / /

())

(")

"

:

()

()

- عمل - عقد عمل - وصفه - خلاف حول ما اذا كان محدد المدة ام غير محدد المدة - حصول تجديد للعقد بعد فترة شهر من تاريخ الانقطاع الفعلي عن العمل - اعتبار الحكم المطعون فيه عقد الاستخدام عقداً محدد المدة - توافر عناصر المادة ٥٨ من قانون العمل - تصديق الحكم المطعون به.

- مبدأ المساواة بين المستخدمين - وجوب توفر شروط العمل نفسها.

- مبدأ وجاهية المحاكمة - عدم الاخلال به - رد التمييز برمته.

""

""

...

()

"

"

"

"

)"

..."

(

()

""

"

:

-

:

-

:

-

-

()

:

- " "»

()

-

()

- " "

:

:

:

«...»

"

"

:

❖ ❖ ❖

:

-

:

()

//

//

CMACGM S.A. /

- صيغة تنفيذية - اعتراض على قرار منح الصيغة التنفيذية لحكم صادر عن محكمة البداية في مرسلينا، فرنسا - المادة ١٠١٤ م.م.أ - شروط منح الصيغة التنفيذية لحكم اجنبي - وجوب توفر شرخي قوة القضية المحكوم بها والقوة التنفيذية في الحكم الاجنبي معاً - لا يكتفى بالقوة التنفيذية للقرار الاجنبي الا اذا كان هذا الاخير قراراً رجائياً أو مؤقتاً - حكم غير مؤقت - لا يطبق عليه الاستثناء المذكور - حكم نهائي قابل للطعن - لا يتمتع بقوة القضية المحكوم بها - لا يمكن اعطاؤه الصيغة التنفيذية ولو اقترن بصيغة التنفيذ المعجل أو التنفيذ المؤقت لأن التنفيذ المؤقت يختلف بمفهومه عن القرار المؤقت - رجوع عن قرار الصيغة التنفيذية المعارض عليه.

//

- تعليق للبروفسور ابراهيم فضل الله.

/ /

❖ ❖ ❖

Les jugements susceptibles d'exequatur.

Note sous C. app. Beyrouth, 1^{er} avril 2008

Par Ibrahim Fadlallah,

Professeur émérite de l'Université Paris X

1. La présente note a pour ambition de corriger une erreur répandue dans la jurisprudence libanaise sur les conditions d'exequatur des jugements étrangers. L'erreur procède d'une confusion terminologique qui révèle une méconnaissance de fond.

L'affaire qui a donné lieu à l'arrêt rapporté est la suivante.

Par jugement en date du 26 mars 2007, le Tribunal de Commerce de MARSEILLE a condamné la société MISTRAL HOLDING SAL à payer à CMA-CGM la somme de 750.000 € en réparation du préjudice subi du fait des actes de dénigrement commercial commis par la Société MISTRAL et l'a également condamnée à cesser toute action directe de dénigrement vis-à-vis de tout partenaire de CMA-CGM sous astreinte de 10.000 € par infraction constatée. Cette décision

2. CMA CGM a requis, au Liban, l'exequatur du jugement du 26 mars 2007. Par ordonnance du 2 octobre 2007, le Président de la Cour d'appel de Beyrouth a fait droit à la requête. Sur opposition de la Société MISTRAL HOLDING, la cour d'appel de Beyrouth a, par arrêt du 1er avril 2008, dit que l'opposition était fondée et rétracté l'ordonnance attaquée. La Cour a estimé que le jugement présenté à l'exequatur ne remplissait pas les conditions de l'article 1014 b du Code de procédure civile libanais.

3. Pour justifier sa décision, la Cour d'appel énonce :

. . .

"

. . .

.

. . .

Le raisonnement est le suivant: l'article 1014 b exige une double condition pour qu'un jugement étranger puisse recevoir l'exequatur au Liban: la force de chose jugée et la force exécutoire. Ces conditions sont cumulatives. Une exception est prévue pour les jugements gracieux ou provisoires qui ne bénéficient pas de la force de chose jugée et qui peuvent être rétractés ou modifiés. Or, en l'espèce, il s'agit d'un jugement définitif susceptible

était assortie de l'exécution provisoire. La Société MISTRAL a relevé appel du jugement et, conformément à l'article 524 NCPC français (devenu depuis le Code de procédure civile), saisi le premier Président de la Cour d'appel d'Aix-en-Provence d'une demande tendant à la suspension de l'exécution provisoire. Cette demande a été rejetée par une ordonnance de référé du 29 juin 2007.

La Société MISTRAL HOLDING SAL n'ayant toujours pas exécuté ce jugement, le Conseiller de la mise en état de la Cour d'Appel d'AIX EN PROVENCE a rendu le 23 octobre 2007 une ordonnance de radiation de la procédure d'appel engagée par la Société MISTRAL HOLDING SAL contre le jugement de condamnation du 26 mars 2007.

Cette décision a été prise par application de l'article 526 NCPC, dans la rédaction issue du décret n° 2005-1678 du 28 décembre 2005, qui dispose:

"Lorsque l'exécution provisoire est de droit ou a été ordonnée, le premier président ou, dès qu'il est saisi, le conseiller de la mise en état peut, en cas d'appel, décider, à la demande de l'intimé et après avoir recueilli les observations des parties, la radiation du rôle de l'affaire lorsque l'appelant ne justifie pas avoir exécuté la décision frappée d'appel ou avoir procédé à la consignation autorisée dans les conditions prévues à l'article 521, à moins qu'il lui apparaisse que l'exécution serait de nature à entraîner des conséquences manifestement excessives ou que l'appelant est dans l'impossibilité d'exécuter la décision.

Le premier président ou le conseiller chargé de la mise en état autorise, sauf s'il constate la péremption, la réinscription de l'affaire au rôle de la cour sur justification de l'exécution de la décision attaquée".

Ainsi, la situation en France est aujourd'hui la suivante: l'appel ne peut être examiné que si MISTRAL HOLDING SAL exécute la décision de première instance.

cas identiques et voir comment ils ont été réglés. Appliquée ici, elle invite à vérifier si les tribunaux ont eu à connaître d'un jugement étranger rendu au fond en première instance exécutoire et frappé d'appel: il a l'autorité mais non la force de chose jugée. J'ai examiné trente cinq arrêts, émanant pour la plus grande partie de la Cour de cassation. Je n'en ai trouvé qu'un seul, rendu par la 5^{ème} Chambre de la Cour de cassation, le 29 novembre 2003⁽¹⁾, qui a refusé l'exequatur à un jugement libérien rendu au fond en première instance, exécutoire et frappé d'appel: la Cour de cassation, comme l'arrêt rapporté, exige la force de chose jugée. Aucune autre décision, sauf omission, ne concerne un cas analogue.

6. La moisson est plus riche si l'on examine les motifs des arrêts. Commençons par éliminer ceux qui concernent les jugements provisoires couverts par l'exception prévue à l'article 1014 b C. proc. civ.⁽²⁾. Éliminons encore les cas où seule la force exécutoire a été discutée mais non la chose jugée⁽³⁾. Il reste que de nombreuses décisions ont clairement subordonné l'exequatur à la force de chose jugée, entendue comme l'épuisement des voies de recours ordinaires. C'est ainsi que le jugement non frappé d'appel ou dont le délai d'appel est expiré reçoit l'exequatur⁽⁴⁾, mais non celui qui est encore soumis à ce recours⁽⁵⁾. Cette position est approuvée, pratiquement sans commentaire, par une partie de la

de recours: il ne bénéficie pas de la force de chose jugée et ne peut donc recevoir l'exequatur.

Il est clair que l'expression utilisée par la Cour, vise, par une traduction littérale, la force de chose jugée, puisque l'arrêt attache cette qualité à l'absence de voie de recours, et qu'il reconnaît que le jugement est définitif, ce qui lui confère l'autorité de la chose jugée qui emporte dessaisissement du tribunal qui a rendu la décision. Ainsi, selon la Cour d'appel, dont la décision est loin d'être isolée, un jugement de fond exécutoire par provision mais susceptible d'appel ne peut recevoir l'exequatur.

Cette note entend démontrer que l'expression , utilisée dans l'article 1014 b du Code de Procédure civile, signifie "*autorité de chose jugée*" et non "*une force de chose jugée*", à peine de contre-sens et de méconnaissance de la fonction de l'exequatur.

4. L'article 1014 b exige, cumulativement, une double condition, comme l'a relevé la Cour d'appel:

... :

-

.

.

En l'espèce, le jugement était exécutoire par provision. Il avait l'autorité mais non la force de chose jugée. C'est donc en fonction du sens que l'on donne à l'expression , que l'exequatur devait être accordé ou refusé .

Il faut bien reconnaître que la jurisprudence est dans le sens de l'arrêt examiné (I), mais l'histoire (II) et la logique (III) militent en faveur de l'autorité de chose jugée.

I. La jurisprudence

5. L'on peut analyser la jurisprudence libanaise selon deux méthodes: celle des solutions et celle des motifs. La méthode des solutions, chère à Bartin, consiste à rechercher les précédents, c'est-à-dire les

()
Rec. Cassandre (mensuel), p. 1551 ; Rec. Baz 2003, p. 741.

()
Civ. 5^{ème}, 30 décembre 2003, Rec. Cassandre, p. 1724, relatif à l'octroi d'une provision.

()
Civ. 1^{ère}, 8 février 1983, Al ADL 1983, p. 540; Civ. 5^{ème}, 31 octobre 2006, Rec. Cassandre p. 1846.

()
Civ. 5^{ème} 22 décembre 2005, Rec. Cassandre, p. 2234 ; Civ. 5^{ème} 29 mai 2007, Rec. Cassandre, p. 946;
Civ. 5^{ème} 11 décembre 2007, Rec. Cassandre, p. 2217.

()
Civ. 5^{ème}, 29 novembre 2003, préc.; C. app. Nabatich, 13 novembre 1989, Rev.jud. 1989, p. 305.

Il s'agit donc bien de l'autorité de la chose jugée qui s'attache à tout jugement, même susceptible de voies de recours, pour empêcher que l'affaire puisse être rejugée hormis l'exercice des voies de recours.

8. Plus clairement encore, le Professeur Emile Tyan, notre maître à tous, a parfaitement décrit la situation dans son Manuel de Droit International Privé de 1974. L'on ne peut mieux faire que de reproduire in extenso son enseignement (p. 524 à 526):

"- Le jugement doit avoir acquis l'autorité de la chose jugée et la force exécutoire dans le pays où il a été rendu". (Soulignement ajouté)⁽¹⁾.

()

L'éminent auteur ajoutait :

"Ces deux conditions sont, en général, exigées cumulativement, mais s'il est vrai qu'un jugement assorti de l'autorité de chose jugée ne peut être admis à l'exequatur que s'il est, encore, exécutoire, l'inverse n'est pas vrai, un jugement exécutoire peut être admis à l'exequatur même s'il n'est pas assorti de l'autorité de chose jugée (v. ci-après, au même numéro, in fine: exceptions).

En tout cas, ces deux conditions sont imposées par la nature même de l'exequatur, dès lors qu'il a pour objet de transposer les effets d'un jugement étranger tels qu'ils résultaient de la loi du pays où il a été rendu.

En ce qui concerne la condition relative à la chose jugée, on remarquera que la loi parle seulement de jugement "acquis autorité de chose jugée", et non de jugement "passé en force de chose jugée". C'est ainsi qu'un jugement par le prononcé duquel le tribunal se trouve dessaisi aura acquis autorité de chose jugée même s'il est susceptible de voies de recours ; mais il ne sera pas passé en force de chose jugée tant que ces voies de recours ne sont pas éteintes. Il n'empêche qu'il sera susceptible d'exequatur.

Les deux conditions d'autorité de chose jugée et de force exécutoire doivent être déjà acquises au moment de la demande d'exequatur et se maintenir au cours de la procédure qui s'ensuit (J. Cl., f. 546, 2^{ème} cah, n° 10). C'est ainsi que, dans le cas d'un jugement qui, postérieurement à la demande d'exequatur, se trouve dépourvu de ces effets par suite d'un appel exercé contre lui, l'exequatur devra, en principe, être refusé, à moins que le tribunal ne se contente de surseoir à statuer en attendant le résultat du recours.

A plus forte raison, le jugement ne doit pas être périmé, ou prescrit, ou éteint par suite de quelque autre cause, étant entendu que ces faits extinctifs ainsi que leurs causes de suspension ou d'interruption doivent être appréciés d'après la loi du tribunal qui a rendu le jugement (1). Ainsi un jugement libanais rendu par défaut mais qui n'a pas été signifié (avec paiement des droits judiciaires) dans un délai de trois mois serait périmé de plein droit (art 502, c.p.c.) →

doctrine⁽¹⁾, mais non par celle qui nous paraît y avoir le plus réfléchi⁽¹⁾.

En tout cas, la jurisprudence est dans le sens de l'arrêt examiné. Ce qui rend d'autant plus important un revirement que commandent l'histoire (II) et une interprétation rationnelle des textes (III).

II. L'histoire

7. Historiquement, l'expression ne pouvait désigner que l'autorité de la chose jugée. L'article 1014 b est en effet la reproduction littérale de l'article 6 b de la loi du 19 janvier 1967 relative à l'exécution des jugements, sentences arbitrales et actes publics étrangers⁽¹⁾. C'est donc en se plaçant en 1967 qu'il faut rechercher le sens de l'expression, d'autant plus que celle-ci, comme on va le voir, n'est pas reprise dans le nouveau Code de Procédure civile.

Or, en 1967, le Code de Procédure civile en vigueur définissait ainsi, (art. 444):

—

()

G. Syriani *Les lois d'exécution au Liban*, t. 2 (en arabe), p. 429-430; E. EID *Traité de procédure civile* (en arabe), p. 419 n° 328.

()

E. Tyan, *Droit international privé*, 1974, p. 524 et suiv. et Y. Gebran, *Les mesures conservatoires et l'exécution* (en arabe), 1980, p. 129, cités infra n° 7 et 8.

()

La partie relative aux jugements étrangers (art. 1 à 14 de la loi de 1967) a été reproduite sans modification aux articles 1009 à 1022 du Code de procédure civile à l'exception de l'article 5 de la loi modifié par l'article 1013 du Code, relatif à la procédure d'exequatur, qui a été adaptée à l'introduction de la procédure d'ordonnance sur requête dans le nouveau Code de procédure civile. Cette transposition à l'identique est due, tout simplement, au fait que la Commission de révision du Code de procédure civile, limitée par les délais de la loi sur les pouvoirs spéciaux accordés au gouvernement, n'a pas eu le temps de tout revoir. Le soussigné, qui a eu l'honneur de coordonner les travaux de cette Commission, peut en porter témoignage.

1°) Tautologie

11. L'article 1014b poserait alors deux conditions:

- la force de chose jugée;
- la force exécutoire.

Or, la force de chose jugée emporte la force exécutoire. L'article 564 du nouveau Code de procédure civile énonce:

—

Ainsi, en exigeant la force de chose jugée, on rend redondante la condition de la force exécutoire. La jurisprudence libanaise a toujours considéré qu'il y avait deux conditions cumulatives⁽¹⁾. Il faut donc interpréter le texte en donnant un sens à ces deux conditions.

2°) Irrationalité

12. L'article 1014b pose un principe et une exception. L'exception autorise l'exequatur des jugements gracieux ou provisoires étrangers qui sont exécutoires dans leur pays d'origine.

Pour la Cour d'appel, le jugement présenté à l'exequatur dans la présente affaire ne saurait bénéficier de l'exception car il n'est pas provisoire, mais définitif. Il a donc l'autorité de la chose jugée (à la différence des jugements provisoires), ce qui lui fermerait la voie de l'exequatur.

13. Pour comprendre la seconde phrase de l'article 1014b, il faut en rechercher la raison. L'exception en faveur des jugements gracieux et provisoires n'est justifiée ni par l'urgence⁽²⁾, non

9. Cette solution est d'autant plus correcte que le nouveau Code de Procédure civile ignore l'expression , dans les effets des jugements (art. 552 à 553). On y trouve:

a)

pour désigner l'autorité de la chose jugée (art. 556);

b) et:

pour désigner la force de chose jugée (art. 553).

Utilisant cette nouvelle terminologie, le Président Youssef Gebrane, dans son ouvrage sur "Les mesures conservatoires et l'exécution", publié en 1980, l'a bien compris, puisqu'il écrit, sur l'article 6b de la loi de 1967, que le jugement étranger doit avoir acquis "l'autorité de la chose jugée et la force exécutoire":

C'est bien l'autorité et non la force de chose jugée qui est visée.

III. Une interprétation logique

10. Mais il faut aller au-delà du contre-sens historique.

Si l'article 1014b vise la force de chose jugée, l'on aboutit alors à une double incohérence:

1°) l'article 1014b devient tautologique;

2°) le texte devient irrationnel.

V. entre autres les arrêts cités supra.

()

()

En cas de nécessité d'une mesure urgente au Liban, celle-ci peut être demandée directement au juge des référés libanais. C'est la voie normale. A noter: C. App. Beyrouth 14 septembre 1993, Chamsaddine, qui a refusé une saisie conservatoire fondée sur un jugement étranger non revêtu de l'exequatur, solution en soi erronée, sans compter la question de l'exequatur incident pertinemment soulevée par Abdo Jamil Ghossoub (note sous C. app. Mont-Liban 21 février 2005 et Civ. 2^{ème} 28 novembre 2005. Al Adl 2006.599).

→ (Cass., 2 mars 1960, R.C., 1960.97, implic.; Paris, 20 mars 1925, S., 1925.2.49; Cass. Lib., 9 juin 1953, R.J., 1954.2.111; 3 av. 1959, id., 1959.2.117; tr. mixte, 25 mars 1930, R.J.M., II. p. 872, n. 861; J.U. Metn, 31 août 1955, Muhami, 1956.2.61). Il a, cependant, été jugé que s'il s'agit d'une cause d'extinction prévue par la loi du pays d'exécution et qui y est considérée comme d'ordre public, telle que l'extinction d'un jugement de faillite par suite de la réhabilitation de plein droit qui se produit après une période de 10 ans (art. 651, c. co. lib.), cette cause fera obstacle à l'exequatur, au Liban, d'un tel jugement (Cass., 31 août 1952, Muhami, 1953.2.1)."

l'exequatur non parce qu'ils n'ont pas d'autorité de chose jugée mais bien qu'ils ne l'aient pas. Si un jugement étranger revêtu de l'exequatur venait à être annulé, infirmé, rétracté ou cassé à l'étranger (se qui s'applique aux décisions ayant force de chose jugée) l'exequatur libanais sera remis en question par voie d'opposition ou de révision⁽¹⁾.

L'erreur de la Cour d'appel a consisté à lire littéralement (à travers une traduction française implicite) l'article 1014 b C. proc. civ. et à l'interpréter a contrario sans rechercher la ratio legis de l'exception. Or cette ratio legis conduisait à une interprétation a fortiori.

16. L'erreur de la Cour d'appel n'est pas seulement de terminologie: elle affecte la cohérence même du texte. Mieux, elle ignore la fonction de l'exequatur. Cette procédure tend à reconnaître au jugement étranger l'autorité de la chose jugée et la force exécutoire: c'est pourquoi ces deux conditions sont exigées, avec une exception pour les décisions gracieuses ou provisoires dépourvues d'autorité de chose jugée mais exécutoires. C'est le système français adopté par le droit libanais en 1967.

Il existe des systèmes où l'exequatur est réservé aux jugements étrangers irrévocables. L'exequatur, alors, ne peut plus être remis en cause par une voie de recours. Mais ce n'est pas le système libanais, qui est plus accueillant et plus souple. Certes, la rétraction, l'annulation ou la réformation du jugement dans son pays d'origine entraîne la remise en cause de l'exequatur accordé. La vraie question que pose le système libanais est la reconnaissance de plein droit de l'autorité de la chose jugée. Mais ceci est une autre histoire.



requis, ni par la nature des mesures ordonnées. Elle peut s'appliquer à un jugement ordonnant en référé le paiement d'une provision⁽²⁾. L'exception ne bénéficierait pas aux jugements de première instance étrangers exécutoires par provision car "ils sont susceptibles de voies de recours ordinaires, c'est-à-dire non passés en force de chose jugée, et ne peuvent donc recevoir l'exequatur, notamment parce qu'ils sont exposés à la réformation et à l'annulation en cas d'appel⁽³⁾". Mais les jugements provisoires n'ont pas plus d'autorité. La Cour d'appel de Beyrouth relève elle-même, paradoxalement, qu'ils peuvent être rétractés ou amendés selon les circonstances.

14. Ces explications ne sont guère de nature à justifier l'exception posée à l'article 1014b. Si le principe consiste à exiger la force de chose jugée et la force exécutoire, l'exception se contente de la force exécutoire pour un type de jugement qui n'a pas d'autorité de chose jugée et qui est rétractable ou amendable selon les circonstances. Et, selon la Cour d'appel, l'on refuserait l'exception pour les jugements exécutoires dotés de l'autorité de la chose jugée parce qu'ils seraient susceptibles d'appel.

Cette approche est irrationnelle. En réalité, le motif de l'exception réside dans le caractère exécutoire de la décision et non dans son absence de toute autorité de chose jugée.

15. Mais, s'il en est ainsi, les jugements exécutoires par provision, qui ont en plus l'autorité de la chose jugée, doivent a fortiori bénéficier de l'exception. Que l'on nous pardonne la sévérité de la formule: c'est un non-sens juridique d'accorder l'exequatur aux jugements provisoires dépourvus de toute autorité et de la refuser aux jugements exécutoires par provision parce qu'ils bénéficient de l'autorité de la chose jugée. L'autorité de chose jugée n'est pas un obstacle à l'exequatur. Les jugements exécutoires par provision reçoivent

()

Civ. 5^{ème} 30 décembre 2003, Cassandre 12/2003, p. 1724, préc.

E. Eid, *Traité de procédure civile*, p. 419 n° 328. ()

Civ. 5^{ème}, 25 octobre 2005, Rec. Cassandre, p. 1746. ()

-

//

//

...

-

-

:

//

/

- عقد ايجار - بدلات مستحقة - حق الحبس
 المقرر للمؤجر بموجب احكام قانون الموجبات
 والعقود - اختلافه عن الحجز الاحتياخي المنصوص
 عليه في قانون اصول المحاكمات المدنية - لا فرق
 بين الأجرور المعد للسكن والأجرور المعد لغايات
 تجارية - تقرير القاء الحبس سناً لأحكام المادة
 ٥٧١ م.ع.

//

//

- تعليق للدكتور وجدي حاخوم.

()
()

...

-

()

(-)

)

(

)

-

)

(

(

-

.

. . . /

"

..

//

" "

.

.

.

:

:

:

/

.

.

:

❖ ❖ ❖

"

.

//

//

"

..

.

.

()

:

()

()

) : (I

II

//

:

" () () " ()

«

.()

)

(

»

Gage générale ()

«

"

» "

«

»

«

"

..

/

.

....

« »

»

.«

(A contrario)« »

« » « »

/

:

.

.

,

.

.

.

)

:

(

A fortiori

qui peut le plus peut le moins

()

.()

(:
: . -
: . -

()
()
»
«

()
()

()

« »

) :

()

()

()

/ / /
()
()

Essai d' une :
nouvelle classification des droits privés RTDciv
1982

:
..

« » « »

..

()

»

...

«

()

: ()

:

()

❖ ❖ ❖

:

()

//

/

- الصندوق التعاضدي لمستخدمي الصندوق الوجودي للضمان الاجتماعي - خلب دفع مساهمة الشيخوخة نتيجة وفاة المورث المنتسب للصندوق - الفقرة ٧ من المادة ٩ من النظام الداخلي للصندوق - عدم اشتراكها ان يكون المورث المنتسب إلى الصندوق قد سدد اشتراكاته عن عشرين سنة عمل على الاقل - ثبوت عمل مورث الجهة المستأنف عليها مدة ٣٦ سنة و٥ اشهر في الصندوق - تطبيق احكام الفقرة ٧ المشار اليها - تصديق الحكم المستأنف.

- ان الحكم الابتدائي الصادر بنتيجة الطعن به القرار الحاضر منشور في الصفحة ١٢٥٧ في باب الاجتهد من هذا العدد، كما ان القرار التمييزي الصادر بنتيجة الطعن بالقرار الاستئنافي الحاضر منشور في الصفحة ١٠٧٧ في باب الاجتهد من هذا العدد.

()

()

/// : -
///

/// : -

/// /// /// ///

/// ///
///

/// ///

///
///

///

/// ///
///
///

///

:
() -

/// -
///

:
-
///

-
-

///

◆◆◆

....

/

//

//

/

....

- رسوم قضائية - دعوى متفرعة عن افلاس -
 الرسوم القضائية المتوجبة على استخراج صورة خبث
 الاصل عن الحكم الصادر فيها - رسم مقطوع سناً
 لأحكام الفقرة ٥٦ من المادة ١٣ رسوم قضائية.

....

- ملاحظة: ان الحكم الابتدائي الصادر بنتيجة الطعن
 به القرار الحاضر، منشور في الصفحة ١٢٠٢ في باب
 الاجتهاد من هذا العدد.

//

//

/

"

":

:

/ / :

/ . .

- مطالبة بقيمة سندات تجارية - دفع بمرور الزمن
الصرفي - ثبوت ارسال المطالبة بموجب بطاقة مكشوفة
قبل انقضاء ثلاث سنوات على السند الاخير - رد الدفع
المدل به لهذه الناحية.

/ / - -

- كشف حساب تسوية - دفع بمرور الزمن الثنائي
على الفواتير المسجلة قيمتها كقيود في الكشف المذكور -
المادة ٢٩٨ تجارة - الرصيد النهائي الذي يظهر بعد اقفال
الحساب هو الذي يؤلف وحده ديناً مستحقاً - لا مجال
لتطبيق احكام المادة ٣٥١ م.ع. على الرصيد المذكور -
مرور زمن عادي - رد ادلاء المدعى عليها
المخالفة.

/ / /

- رسوم قضائية - اعفاء قانوني - حصر مفاعيل
ذلك الاعفاء بين الدولة والادارة أو المؤسسة المعنية به.

❖ ❖ ❖

-

/ /

: -

/ /

: -

/ /

/ /

/ /

:

-

-

-

/ / / /

❖ ❖ ❖

" //
" .. ,

//
//

:

-

/

" "

-

:

/

//

:

-

"... /..."

/

- خلب تنفيذ - المادة ٨٢٨ م.م. - وجوب تنفيذ الاحكام والقرارات والاوامر الصادرة عن المحاكم وفقاً لضمونها - خلبات غير ملحوظة في الحكم موضوع خلب التنفيذ - لا يصح تنفيذ ما لم يقض به صراحة أو استنتاج الزامات لم يتضمنها منطوق الحكم أو القرار الجاري تنفيذه - رد خلب التنفيذ لعدم قانونيته.

.. / /

/

"..."

//

//

/

//

..

//

"

..."

:

//

.. / /

:

//

//

.. / /

❖ ❖ ❖

-

...

/

:

//

:

/

- افلاس - تحديد تاريخ التوقف عن الدفع بموجب قرار مستقل - اختلاف موضوع حكم اشهار الافلاس عن حكم تحديد تاريخ التوقف عن الدفع - جواز الطعن بكل منهما على حدى دون وجوب الطعن بهما معاً.

- تحديد تاريخ توقف المفلسين عن الدفع في اقصى المدة المحددة قانوناً - استثناء - طلب ابطال وفسط الحكم المستأنف والحكم مجدداً بتعيين لجنة خبراء مهمتها تحديد ذلك التاريخ بكل دقة - مفهوم التوقف عن الدفع - المادتان ٤٨٩ و٤٩٥ تجارة - تمايز بين مفهومي التوقف عن الدفع المنصوص عنهما في المادتين المذكورتين - ثبوت وقوع الشركة المفلسة في خسائر كبيرة ومتركمة - عدم قدرتها على تغطية تلك الخسائر الا عبر الاستقراض من المصارف - عجزها عن متابعة عملها عبر اتباع القواعد السليمة - اعتمادها وسائل لا تتوافق مع القواعد الاقتصادية والمالية الصحيحة - انهيار وضعها الحقيقي منذ فترة طويلة سابقة لاعلان افلاسها - ثبوت انقطاعها عن الايفاء قبل تاريخ تحديد توقفها عن الدفع بموجب القرار المستأنف - رد الاستئناف موضوعاً.

- ملاحظة: ان الحكم الابتدائي الصادر بنتيجة الطعن به القرار الحاضر منشور في الصفحة ١١٩٩ في باب الاجتهاد من هذا العدد.

- : -

//

//

..

...

//

:

- - - - -
//
- - - - -

.. //

//

//

- / , /
-

//

/ /

-

":

//

//

- "

-

-

-

//

:

◆◆◆

//

:

:

//
//

:

:

//

:

/

- استئناف طارئ - وروده ضمن اول لائحة جوابية مقدمة من المستأنف عليها بعد تقرير امهال الاخيرة لتقديم اللائحة المذكورة - مهلة تقديم اللائحة الجوابية الاولى هي مهلة قضائية - يعود للمحكمة ان تمددها أو تقصرها - قبول الاستئناف الطارئ شكلاً.

//

- شركة ضمان اجنبية - ممثل قانوني - تمثيل تجاري - اختلاف شخص الممثل القانوني عن شخص الممثل التجاري - عزل الممثل القانوني بشكل مفاجئ دون التقيد بموجب الاعلام عن وضع حد للتعامل معه قبل ثلاثة اشهر وفقاً لنص الوكالة المعين فيها - عزل غير مبرر - عدم تلازم التعويض المحكوم به لمصلحة الممثل التجاري مع التعويض المطالب به من الممثل القانوني بموجب هذه الدعوى - ضرر مادي متمثل بخسارة ما كان يفترض ان يعود للمدعي من دخل في ما لو استمر في اعمال الوكالة خلال اشهر الانذار الثلاثة - ضرر معنوي ناتج عن خسارته اقتران اسمه باسم الشركة التي تتميز بشهرة عالمية في حقل الضمان - سلطة المحكمة في تقدير التعويض سنداً للمادة ٨٢٢ م.ع.

- تأخر المستأنف عليها في تقديم لائحته الجوابية الاولى بعد تقرير امهالها لابرار بعض المستندات - مستندات غير جديدة أو سبق ابرازها - اطالة في امد المحاكمة بدون مبرر - غرامة.

-

(//)

-

//

:

()

-

-

"

"

)

(. . .)

//

//

//

"

//

//

//

//

"

"

//

" .

//

//

//

"

//

- "

- //

//

- "

- //

//

Incompétence

"

//

//

(//)

-

-

//

-

-

-

//

//

.

//

//

:

:

//

.. ..

//

//

:

// :

/

- عقد بيع وتوزيع حصري - فسط - دعوى ترمي
إلى اعلان مسؤولية الشركة المدعى عليها عن فسط
ذلك العقد تعسفاً - ثبوت ارتكاب الشركة
المدعية مخالفات غير مبررة وغير مقبولة ومخالفة
لمبادئ الاستقامة والنزاهة في التعامل وللأحكام
القانونية المرعية الاجراء - فسط مبرر للعقد
على مسؤولية الجهة المدعية - رد الدعوى لعدم
قانونيتها.

()

❖ ❖ ❖

الرسوم كاملة بعد التاريخ الاخير وحتى سحب المستوعب من المرفأ بعد اجراء اللازم كي تعمد إلى استلام بضاعتها.

- مطالبة برسم التجريم ومصاريف الكشف على البضاعة - الرسم الاول تسأل عنه المستأنف عليها (الناقل البحري) حسبما يستفاد من كتاب ادارة المرفأ كما تسأل وحدها عن مصاريف الكشف على البضاعة التي تطالب بها طالما لم تبرز أي دليل جدي لاثباتها.

- طلب تعويض عن التعسف في استعمال حق المقاضاة - عدم ثبوت التعسف في استعمال ذلك الحق - رد اقوال المستأنفة المخالفة لهذه الجهة.

- نقل بحري - نزاع - قرارات تمهيدية بتت بصورة نهائية في بعض النقاط بما فيها توزيع المسؤولية بين الفرقاء والتعويض المحدد للمستأنفة - ارتفاع يد المحكمة عن كل المسائل التي تمت معالجتها في تلك القرارات - لا يعود للمستأنفة ان تناقش من جديد في ما سبق وقررت المحكمة بصورة نهائية - رد اقوال المستأنفة المخالفة.

- احتساب مصاريف ايداع المستوعب في المرفأ - توزيعها على فريقي النزاع حسب مسؤولية كل منهما - ترصيد المبالغ المتوجبة لكل فريق بذمة الآخر - مقاصة بين المبالغ التي جرى تحديدها من قبل المحكمة في كل المسائل التي عالجتها لحل النزاع.

- رسوم تخزين - مسؤولية المستأنفة (المرسل اليه) عن كل ما ترتب على المستوعب من مصاريف لبقائه مجمداً في المرفأ بسبب تمنعها عن استلام البضاعة المودعة فيه - اعتماد افادة صادرة عن مرجع مسؤول لدى ادارة واستثمار مرفأ بيروت لتحديد قيمة تلك الرسوم - تحميل المستأنفة المسؤولية بنسبة الثلثين عن المرحلة الواقعة فيما بين وصول المستوعب وانذارها باستلامه وتاريخ رضوخها للحكم المستأنف لجهة الزام المستأنف عليها بتسليمها البضاعة - تحميل المستأنفة قيمة تلك

)

()

(/)

...

// //

//

//

()

//

) // // (

// //

//
: // //
. / / -

" "
/ / // //

/ / . / / -

// // // // // //

.. // -

.. / / .. // //

.. / , , /

%

%
.. / / .. / /

.. / , / // //

.. / , , / :

.. / / ()

//

//

..

//

//

//

$$\dots = \dots \times \dots$$

//

$$= \dots + \left(\dots \times \dots \right)$$

$$= \dots - \dots$$

//

//

// //

:

-

()

-

:

-

... / , , /

(

-

() :

/ /

//

//

/

- معلم اجنبي - اكتسابه الجنسية اللبنانية - لا يتحمل صندوق التعويضات لافراد الهيئة التعليمية في المدارس الخاصة تعويض صرف عن خدمة ذلك المعلم قبل اكتسابه تلك الجنسية - لا علاقة للدخول في ملاك الهيئة التعليمية ببدء حساب تعويض الصرف المذكور - ادخال سنوات خدمة ذلك المعلم في حساب تعويض صرفه المستحق على الصندوق منذ اكتسابه الجنسية اللبنانية طالما ان اسمه كان مقيداً فيه.

-

() ()

-

-

◆ ◆ ◆

/ /

/ /

//

/

()

/ /

//

//
// // //
.
- //
-
//

❖ ❖ ❖

() : //) (// //

// :

/

- استئناف قرار تدوين اشارة دعوى عقارية -
تقديمه وفق الاصول الخاصة المنصوص عليها بموجب
احكام القانون ٩٩/٧٦ - يعود لكل متضرر من القرار
الخاص بتلك الاشارة حق سلوك طريق الاستئناف المباشر
طعناً به وان لم يكن طرفاً في الخصومة الصادر في
معرضها - ليس لقرار المرجع الابتدائي برد الاعتراض
على القرار المستأنف حجة أو قوة من شأنها الحؤول دون
مناقشة موضوع الطعن الراهن طالما انه مقدم بطريق
اصولي - تقرير الابقاء على تلك الاشارة لقاء كفالة
نقدية أو مصرفية تحت طائلة شطبها.

:

-

-

//

() () / /

/ / -
/ .
() /

:

() / /

❖ ❖ ❖

() : /
/ / :
/

- معونة قضائية - مفعولها - المادة ٤٣٩ اصول مدنية
- لا يمتد مفعول منح المعونة القضائية بداية لأجل
استئناف الحكم من الشخص المعان - عيب موضوعي
ناشئ عن عدم صحة تمثيل المستأنف - عدم جواز
تصحيحه بعد انقضاء مهلة استئناف الحكم المطعون فيه
- ابطال الاجراءات الاستئنافية.

/ / () . .

:

" () "

❖ ❖ ❖

- -

) (((

/

() :

// :

/

- معلم - شروط عودته إلى ملاك الهيئة التعليمية بعد ان يكون قد تقاضى تعويضاً عن خدمة سابقة استمرت ٢٥ سنة - الفقرة ب، من المادة ٤ من القانون رقم ١٩٩٦/٥١٢ - وجوب تطبيق احكام الفقرة ٤ من المادة ٦٦ من المرسوم الاشتراعي رقم ١٩٥٩/١١٢ على عودة المدرس إلى الملاك بعد صرف تعويض له عن خدمته السابقة - تشترط الشهادة ليعاد المعلم إلى ملاك الهيئة التعليمية بالرتبة والدرجة السابقتين - عدم توافر ذلك الشرط في المعلمة المستأنفة - عدم اعتبارها داخلة في ملاك الهيئة التعليمية خلال السنوات اللاحقة لتقاضيا تعويض الصرف الاول - استمرارها في التعليم دون انقطاع لا يجعلها مستفيدة حكماً من الاعفاء من شرط الشهادة المذكور - لا يتحمل صندوق التعويضات لافراد الهيئة التعليمية في المدارس الخاصة تعويض الصرف المستحق لها عن سنوات خدمتها اللاحقة - رد مطالبتها لهذه الجهة.

(// /)

/ /

()

" "

- -

/

//

//

() /

:
-

" "

// /

()

// //
//

:

: //

-

-

-

-

◆◆◆

/ // " "

" "

" "

/

" "

//

:

-

:

()

:

/

/

()

//

:

()

- دعوى اسقاط من حق التمديد القانوني - تخريب
 واساءة استعمال مأجور - تقديم الدعوى بعد انتهاء
 مفعول قانون الايجارات الاستثنائي الحاصلة في ظله
 اعمال التخريب والاساءة المشكو منها - لا يمكن اقامة
 الدعوى والاستناد إلى قانون انتهى مفعوله بانتهاء مدته
 - وجوب الرجوع إلى القواعد العامة التي ترعى العلاقة
 التأجيرية لمعرفة ما اذا كانت الافعال المشكو منها تؤدي إلى
 فسط هذه العلاقة - عدم وجود نص في عقد الايجار أو في
 قانون الموجبات والعقود يجعل العلاقة التأجيرية
 مفسوخة اذا قام المستأجر ببعض الافعال في المأجور كتلك
 التي قام بها المدعى عليه في الدعوى الراهنة - رد طلب
 الاسقاط من حق التمديد القانوني لعللة التخريب
 والاساءة في استعمال المأجور.

- اضافات وافعال تشكل تخريباً واساءة في استعمال
 المأجور - عدم ثبوت موافقة المالك الخطية - الزام
 المستأجر بإزالة الاضافات والافعال المشكو منها - تقدم
 الاخير بطلب تعويض عن الالزام باعادة الوضع إلى ما كان
 عليه - رده لعدم قانونيته.

- بدلات متوجبة - الزام المستأجر بدفعها مع الفوائد
 القانونية اعتباراً من صدور هذا القرار وحتى الدفع
 الفعلي.

- مخالفة لرئيس المحكمة القاضي ايمن عويدات.

() /

(,)

/

/

..

:

-

: -

: // // // //

: - -

. -

: - -

: -

. -

... / /

....

:

//

:

... / /

:

//
//

◆◆◆

... / /

- دعوى اسقاط من حق التمديد القانوني - انذار
 بدفع بدلات ايجار متأخرة - مأجور غير سكني مؤجر
 من شخص معنوي - عدم وجود نص في القانون ٩٢/١٦٠
 يحدد كيفية ابلاغ الانذار بالدفع للمستأجر اذا كان
 شخصاً معنوياً - لا يمكن تطبيق كيفية ابلاغ الانذار
 بالدفع للمستأجر الطبيعي على حالة المستأجر، الشخص
 المعنوي - وجوب الرجوع إلى القواعد العامة للتبليغ.

- المادة ٤٠٣ أ.م.م. - تبليغ كافة الاوراق بما فيها الانذار
 بالدفع للشخص المعنوي يمكن ان يتم لوكيله القانوني -
 ثبوت تبليغ وكيل المستأجر اصولاً الانذار بالدفع - اعتبار
 التبليغ مستوفياً الشروط المنصوص عنها في المادة ٤٠٠
 أ.م.م. - توافر الشروط المطلوبة في الانذار من حيث
 الشكل والمضمون - عدم ثبوت قيام المستأجر بتسديد

❖ ❖ ❖

المبالغ التي يعتبرها متوجبة بذمته إلى المالك ضمن مهلة الشهرين القانونية - تحقق شروط المادة ١٤ معطوفة على الفقرة أ من المادة ١٠ من القانون ٩٢/١٦٠ - اعلان سقوط حق المستأجر في التمديد القانوني.

- مخالفة لرئيس المحكمة القاضي ايمن عويدات.

:

/

-

()

/

-

/ /

-

...

/

//

-

//

//

/

//

-

()

/

... /

, /

... / , /

//

...

()

/ /
..

-

. / /

..

.

()

/

()

/

//

//

...

() ()

/

..

//

....

//

//

:

/ /

/

.

.. / /

:

:

//

.. / /

❖❖❖

مقامها الثابت والواضح في نطاق البلدة - مخالفة لأحكام المادة ٣٢ من القرار ٢٦/١٨٦ - تبليغ البلدية بطريق اللصق لا يعد صحيحاً - ورود الاستئناف ضمن المهلة القانونية - قبوله شكلاً.

- طلب فسط الحكم المستأنف والحكم مجدداً بملكية البلدية للعقار موضوع النزاع - عقار مشاع متروك مرفق - عدم اثبات وضع اليد عليه أو على أي جزء منه من قبل الجهة المستأنف عليها - لا يكتسب بمرور الزمن حق البتة على العقارات المتروكة والمحمية المرفقة عملاً بالمادة ٢٥٦ ملكية - فسط القرار المستأنف - تقرير ملكية العقار بكامله للبلدية لا سيما سنداً للفقرة ٢ من المادة ٧ المعدلة من قانون الملكية العقارية - شطب العقود والقيود المدونة على محضر العقار المذكور - تثبيت محضر التحديد على هذا الأساس.

❖ ❖ ❖

/

/

:

/ /

/

- تحديد وتحريير - عقار مشاع - اعتراض - قرار صادر عن القاضي العقاري قضى بكون ذلك العقار ملكية خاصة - تقدم البلدية باستئناف يهدف إلى نقل ملكية العقار المذكور على اسمها - دفع بعدم صفة هذه الأخيرة - اعتبار البلدية خلفاً للدولة وممثلة بها في الاعتراض المقدم من الثانية - ثبوت صدور القرار المستأنف غيابياً بوجه البلدية والدولة - توافر الصفة اللازمة في البلدية لتقديم ذلك الاستئناف - عدم ثبوت تبليغ البلدية في

:

-

-

/ /

//

" -

"

/

.... :

.()

-

//

-

-

//

//

/

//

/

":

...

-

//

/

-

/

.

:

:"

.

:

:

.() / /

-

// // /

/

/

-

- /

- /

.. // -
- -
- - - - -
- -
- -
:
-
/
-
- -
-
-
- - -
/
//
/
/
/
//
/

-

-

/

:

:

-

:

-

/

.

-

/

/

/

/

.

:

:

/

/

/

-

:

-

:

❖ ❖ ❖

- عقد بيع - افلاس البائع - دعوى الزام بالافراز والتسجيل - تقديمها بوجه البائع ممثلاً بوكيل التفليسة - يحق لجماعة الدائنين ان لا تعتد بالتصرفات السابقة لحكم اعلان الافلاس والتي لم تستوف اجراءات نفاذها في حق الغير قبل صدور الحكم - يعود لوكيل التفليسة حق الخيار بين ان يتمسك بالعقد أو ان يرفض الابقاء عليه تأميناً لمبدأ المساواة بين الدائنين - استعمال الوكيل للخيار الثاني رافضاً الابقاء على العقد وتنفيذه - لا يمكن الزام الاخير أو جماعة الدائنين بالقيام بمعاملات الافراز والتسجيل - رد الدعوى لعدم قانونيتها.

:

:

E. Tyan, Droit commercial, p. 733 et s. n° 1487
et suivant

//

/

/

.

/

/

/

//

/

//

.

-

//

❖ ❖ ❖

/ /

:

//

:

/

- طلب شطب اشارة اعتراض عن صحيفة عقارية -
دفع بعدم صلاحية محكمة الاستئناف الراهنة للبت
بذلك الطلب - ثبوت تدوين الاشارة موضوع النزاع سنداً
لقرار تلك المحكمة - المرجع الذي قرر وضع الاشارة
المذكورة هو المرجع الصالح لاتخاذ القرار بشطبها - رد
الدفع بعدم الصلاحية لعدم قانونيته.

- قرار تحكيمي اجنبي - صيغة تنفيذية بقرار مريم
- نزاع لم يعد عالماً امام المحاكم اللبنانية خلافاً لادلائات
المستدعى بوجهه - تقرير شطب اشارة الاعتراض
موضوع النزاع.

:

-

:

// - -

//

: -

/ /

-

:

//

/

//

:

:

:

//

/

:

//

:

)

// - - /

❖❖❖

-

(" " - //

تختص به الشركة دون غيرها شرط توفر حسن النية -
استقراض الدين لغايات ممارسة الشركة نشاطها التجاري
- توقيع الكفالة عن الشركة ضماناً للدين بدون اعتراض
منها - تصرف المدير المدين الاصيل المنفذ عليه ضمن
موضوع الشركة وحدود سلطته - لا يجوز للشركة التي
تستفيد من الدين المكفول والعمل الذي يجري لصالحها
وتعلم به ان تتذرع بذلك البطلان - رد ادعاءات الشركة
المخالفة.

- اعترض على تنفيذ - حساب جار - سندات لأمر -
طلب وقف التنفيذ وابطاله لعدم ثبوت اقفال الحساب
الجاري وابلاغه من المدين الاصيل والكفلاء - تذرع الجهة
المعترضة بكون السندات المنفذة هي مجرد سندات تمثيل
ذلك الحساب غير المقفل - ثبوت تعهد المدين بالدفع
والقبول بقيود المصرف - الحساب الجاري يعد مقفلاً
بمجرد مطالبة البنك العميل بتسديد الرصيد - اقرار
المدين الاصيل بصحة الرصيد وتنظيمه سندات لأمر
تمثله - ثبوت انذار المدين والكفيل بتسديد ذلك
الرصيد - دين ثابت ومحرر ومستحق - اعتبار تلك
السندات قابلة للتنفيذ بذاتها وبالاستقلال عن الحساب
الجاري وبغض النظر عن اقفاله واستخلاص رصيده -
رد ادعاءات المعترضة لهذه الجهة.

- كفالة تضامنية - كفالة عينية - دفع بسقوط
الكفالتين بسبب تجديد الموجب بين الدائن والمدين
الاصيل - احكام تجديد الموجب سنداً للمادة ٣٢٠ وما
يليهها موجبات وعقود - المادة ٤٥٢ تجارة - تسليم سندات
قابلة للتظهير على سبيل ايفاء دين لا يعد تجديداً
للتعاقد ما لم تكن مشيئة الفريقين تفيد العكس -
تصريح صريح نافذ لحصول التجديد - ليس من شأن
تنظيم سندات تمثيل رصيد الحساب الجاري تجديد
الموجب - رد الادعاءات المخالفة.

- شركة - كفالة عينية - دفع ببطلانها سنداً لاحكام
المادة ١٨ من المرسوم الاشتراعي ٦٧/٣٥ - بطلان نسبي

//

//

//

"
"...

/

/

/

"

/

"
.....

"

"
.....

/

جارٍ بينها وبين المضمون لم تكن المستشفى قد أصبحت فريقياً فيه - عدم توافر شروط تطبيق المادة ٢٨٧ موجبات وعقود - لا محل للقول بحصول انتقال دين المديون وحلول مدين جديد محل المدين الأصلي - رد ادعاءات المدعى عليه لجهة براءة ذمته من تلك المبالغ أو سقوط الضمانات الشخصية.

- بحث في طبيعة ونوع العلاقة التي تربط فرقاء الدعوى - المادة ١٨٧ موجبات وعقود - تعهد الشركة الضامنة للمدعية المستشفى بدفع نفقات العلاج بالاستناد إلى عقد الضمان يشكل عرضاً للتعاقد مع المستشفى المذكورة - قبول العرض من الأخيرة وموافقتها عليه يجعلها فريقياً في العقد - علاقة عقدية جديدة ومباشرة بين المستشفى والشركة الضامنة أصبحت بموجبها الأخيرة مديناً أصلياً لا مجرد ضامن أو كفيل - تعهد المدعى عليه بدفع النفقات ليس من شأنه التأثير على تلك العلاقة في ظل موافقة المستشفى على خروجه منها بعد دفع فروقات لم تكن الشركة الضامنة ملتزمة بها - وقوف المحكمة على نية الفرقاء الحقيقية في العلاقة التعاقدية المتشابكة التي ربطت بينهم - المواد ٣٦٦ وما يليها موجبات وعقود - تفسير الشك لمصلحة المديون على الدائن - حصر العلاقة بين المستشفى والشركة الضامنة - لا محل للتذرع بالتكافل والتضامن في الموجبات - عدم توجب الدين بذمة المدعى عليه - رد الدعوى لعدم توفر شروطها.

❖ ❖ ❖

- استشفاء - عقد ضمان - نفقات علاج - مطالبة المريض بدفعها - دفع بتوجب تلك النفقات بذمة الشركة الضامنة - تقدم المريض بطلب ادخالها - اكتفاؤه بوجوب الحكم عليها بالمبالغ المطالب بها دون ان يتقدم بوجهها بادعاء اصولي للحكم عليها بالمبلغ المذكور - تقرير ادخالها لأجل اشراكها في سماع الحكم.

- دين ناتج عن نفقات استشفاء - تعهد الشركة الضامنة للمستشفى بدفع التكاليف والنفقات التي قد تترتب قبل دخول المريض اليها - تعهد انفاذاً لتعاقد

)) ((

...

:

//

:

/

- عجلة - طلب الزام مدرسة بتسليم افادات مدرسية
 - دفع بعدم اختصاص قضاء العجلة وبتوجب افساط
 مستحقة بذمة المدعي - لا ينبغي لاي نزاع بين الولي
 والمدرسة ان يؤثر على حقوق الطالب نفسه وعلى واقعه
 الدراسي - ممارسة حق الحبس والدفع بعدم التنفيذ
 ينحصر في هذه الحالة بالامتناع عن تقديم خدمة
 التعليم - لا يمكن للمدرسة انكار الواقع المدرسي والتمنع
 عن اعطاء الافادة التي تثبته ليس الا - توافر شروط
 تطبيق الفقرتين الاولى والثانية من المادة ٥٧٩ أ.م.م. - رد
 الدفع بعدم الاختصاص - الزام المدرسة بتسليم المدعي
 الافادات المدرسية.

❖ ❖ ❖

- :

//

" " " "

:

//

//

في كل ما لا يتصف بالتعدي المحض - رد الدعوى لعدم
الاختصاص.

- :

- :

❖ ❖ ❖

:

//

:

/

- عجلة - اضرار ناتجة عن تنفيذ البلدية المدعى
عليها اعمال توسيع ارصفتة وتعبيد طرق - دخول
المساحات المعتدى عليها في الملك العام - طلب الزام المدعى
عليها بإزالة التعديات والمخالفات التي حصلت من طرفها
على عقار المدعى - اضرار ناتجة عن تنفيذ أو تسيير
المرفق العام ولا تدخل في مفهوم التعدي المحض - عدم
اتباع الاصول القانونية للاستملاك لا يجرد عمل الادارة
من الصفة العامة - يمتنع على قضاء الامور المستعجلة
والقضاء العدلي عموماً اصدار الاوامر الملزمة إلى الادارة

//

:

/ /

:

/ . .

- اختصاص - مؤسسة عامة ذات طابع تجاري - قرار
اداري - دفع بانتفاء اختصاص مجلس العمل التحكيمي
في تقدير صحة الاعمال الادارية - مستخدم تابع لمؤسسة
كهرباء لبنان - خضوعه لقانون العمل - نزاع عمل
فردى ناشئ عن علاقة عمل بمفهوم المادة ٦٢٤ م.ع.م -
تفسير الاعمال أو القرارات الادارية ذات الصفة
التنظيمية يدخل ضمن اختصاص مجلس العمل
التحكيمي - تحقق اختصاص مجلس العمل التحكيمي -
رد الدفع بانتفاء الاختصاص.

- مطالبة بتسديد حصة المدعي من عائدات محاضر
ضبط المخالفات عملاً بقرار مصدق حكماً صادر عن
مجلس ادارة المؤسسة المدعى عليها - تخفيض قيمة
الحصة المطالب بها بمقتضى قرار لاحق صادر عن المجلس
المذكور بناءً على توصية من وزارتي المالية والطاقة
والمياه.

❖ ❖ ❖

- المصادقة الحكمية - اقتصارها على قرار مجلس
 الادارة بالموافقة على مشروع توزيع العائدات وبتفويض
 رئيسه المدير العام ارسال هذا المشروع إلى سلطتي
 التصديق - خلو القرار موضوع المطالبة من البيانات
 الالزامية ومن توقيع رئيس مجلس الادارة المدير العام -
 مشروع قرار - قرار اداري غير موجود - فقدان الدعوى
 الاساس القانوني - ردها لهذا السبب.

(

/ / -
 / /

% ,

/ / -

.. :

...

. / /

/ /

//

//

-

//

-

. . . // .
 % , .
 : -
 //
 / -
 % ,
 //
 / -
 //
 / -
 //
 // -
 //
 - -
 // % ,
 ()
 / -
 //
 : //
 //
 :
 " "
 " "
 //
 ()
 . // / -
 -
 - -
 . //
 " .
 / -
 - -
 //
 //

/ /

/ -

"

"

- -

/ -

() ()

/ -

/ -

- -

/ -

//

":

/

//

-

-

/ -

)

"(

-

-

-

//

/ -

//

/ -

%

❖ ❖ ❖

- دعوى صرف تعسفي - تقديمها خلال المدّة القانونية - قبولها شكلاً.

- صرف من الخدمة بعد ثماني سنوات من العمل - صرف تعسفي - مطالبة بالتعويض عن الصرف التعسفي بحده الأقصى ومطالبة ببديل انذار وبديل انتقال وبديل اجازة سنوية وبالتعويض العادل جراء اقدم رب العمل على صرف المستخدمة وهي حامل - ادلاء بتغيّب المستخدمة عن العمل بصورة متواصلة وبانتفاء العلم بحملها بتاريط الصرف وبممارسة المدعية الاعتداء المعنوي على المدير العام.

- تحقيق - انتفاء وجود أي سبب قانوني مبرر للصرف بنتيجة التحقيق المجري لدى وزارة العمل - ثبوت الصرف التعسفي - توجب التعويض عنه - الزام المدعى عليه بدفع تعويض صرف تعسفي للمدعية مقدر بأجرة ستة اشهر.

- منحة ثابتة - شروطها - وجوب اتصاف المنحة المطالب بها بالعمومية والاستمرارية والثبات - اعتبار

هذه المنحة جزءاً متمماً لاجر المدعية وادخالها ضمن احتساب التعويض.

- علاقة عمل ممتدة لسبع سنوات واربعة اشهر -
استحقاق تعويض انذار عن ثلاثة اشهر - الزام المدعى عليه بتسديد تعويض الانذار.

- بدل نقل - اقرار المدعى عليه باستحقاقه - الحكم على المدعى عليه بتسديد بدل النقل.

- اجازات سنوية - اقرار المدعى عليه بتوجبها -
الزامه بتسديد قيمتها للمدعية - فاتورة استشفاء -
تسديد المدعية للفاتورة المذكورة من مالها الخاص - الزام المدعى عليه بدفع قيمتها للمدعية.

- ثبوت علم رب العمل بحمل المستخدمة بتاريط صرفها من الخدمة - المادة ٥٢ عمل - حظر توجيه أي انذار بالصرف للمستخدم الحبلى - وجوب تسديد الاجيرة الحامل كامل اجورها اعتباراً من تاريط الصرف ولغاية انقطاع اجازة الوضع - تعويض الصرف بسبب الحمل - احتسابه على اساس كامل مدة الحمل ولغاية انتهاء اجازة الوضع - الزام المدعى عليه بتسديد هذا التعويض.

- :

//

//

//

//

" "

- :

)

(

) (- -

""

.. / /

.. / /

-)

(

:

:

... / /

.() .

/ = ÷ × /

... / /

... / / /

... / /

: / = × /

// //

" "

).

.(

" "

/ = × /

/ = × /

+ / :
+ + + +
/ =

//

/

- تعويض نهاية الخدمة - مستخدم لدى مصلحة
سكك الحديد والنقل المشترك - انتهاء خدمته لبلوغ
السن القانونية - تصفية تعويض المدعي عند بلوغ
سنتين خدمته عشرين عاماً لدى الصندوق الوطني
للضمان الاجتماعي - مطالبة باحتساب فروقات تعويض
نهاية الخدمة على اساس بدء العمل الفعلي لدى المدعي
عليها سنة ١٩٦٥.

- الرسوم المتعلقة بسلسلة رواتب المستخدمين لدى
المصلحة المدعى عليها - احتساب تعويض نهاية الخدمة
وفق اساس مختلفة عن تلك المعتمدة لدى الصندوق
الوطني للضمان الاجتماعي - فرق التعويض الناتج عن
الاحتساب - تسديد هذا الفرق من موازنة المصلحة -
تعويض نهاية الخدمة الباقي بعد التصفية الجزئية -
احتسابه وفق عدد السنين الفعلية للمستخدم المنتهية
خدماته لبلوغ السن القانوني - حق المدعي بتقاضي
الفرق بين التعويض المستحق وفق الرسوم والتعويض
الذي تقاضاه من الضمان الاجتماعي - الزام المدعى عليها
بتسديد فروقات تعويض نهاية الخدمة المطالب بها.

- الرسوم الرقم ٢٤٤٧/٢٠٠٠ - ادلاء بعدم استفادة
المدعي من احكامه بسبب سحبه تعويضه قبل صدور
هذا الرسوم المطبقة احكامه بمفعول رجعي على
المستخدمين المنتهية خدماتهم اعتباراً من العام ١٩٩٦ -
قانون جديد - المبدأ: عدم رجعية القانون الجديد -
الاستثناء: تطبيق القانون الجديد على المفاعيل غير

❖ ❖ ❖

المكتملة أو المستقبلية لعلاقات واوضاع قانونية ناشئة في ظل قانون قديم - تشريع عمالي - تطبيقه بمفعول رجعي لتعلقه بالنظام العام - افادة الاجراء دوماً من الاتفاقات والانظمة الاكثر فائدة لهم - رد الادلاءات المخالفة.

- طلب ادخال - طلب ادخال وزارة المالية في المحاكمة بهدف الاستماع إلى رأيها القانوني - طلب غير هادف إلى اشراك المطلوب ادخالها في سماع الحكم أو إلى الحكم عليها بطلبات متلازمة مع طلبات الخصوم أو من اجل الضمان - رد طلب الادخال لعدم القانونية.

/ /
:
=
× :
= ()
/ /
/ /
= / - / /
/ /

/ /

/ /

/ /

/ /

/ /

/ /

/ /

/ /

//

:

-

:

//

.

- "

-

-

:

.

-

.

-

-

%

-

%

:

//

-

//

//

/

()

/

/

/

/

/ , , /

/

... / , = × , , :

/ , , /

-

/ :

/ , , = /

/

//

Les effets futurs des situations juridiques

"Les droits qui sont ainsi normalement à l'abri d'une loi nouvelle, tomberont parfois sous son empire, lorsqu'elle aura été dictée au législateur par des motifs impérieux d'ordre public. Ici, la sécurité des particuliers cède devant l'intérêt social.

V^o Mazeaud et Chabas, Introduction à l'étude du droit, 11^{ème} éd., T. 1 no 145 et s. p. 228 et s., et surtout p. 232 et s. n^o 148.

❖ ❖ ❖

/

قانونية متعلقة بالنظام العام - انتفاء صفة النقابة في
تقديم خلب التحكيم والوساغة - رد الطلب شكلاً -
عدم جواز المخاصمة بواسطة وكيل.

- نزاع عمل جماعي - طلب وساطة وتحكيم -
تقديمه من قبل نقابة مستخدمي وعمال المصلحة
الوطنية لنهر الليطاني بوجه المصلحة المذكورة - صفة.

- الغاء منافع، بمقتضى المادة ٧٥ من قانون الموازنة
العامة لسنة ٢٠٠١، كان يستفيد منها عمال ومستخدمو
المصلحة المستدعية - صدور مرسوم بتاريخ لاحق
لقانون الموازنة، بإعطاء كل مستخدم وأجير ومتعاقد مع
المصلحة المستدعى بوجهها تعويض شهر ودرجة تدرج
وبعض المنافع الأخرى بدلاً من تلك الملغاة - اقدم
المستدعى بوجهها على حصر الاستفادة من احكام
المرسوم المذكور بالعاملين لديها قبل دخوله حيز التنفيذ
- مطالبة باعتبار المرسوم شاملاً لجميع المستخدمين
على حد سواء، اياً كان تاريخ انتسابهم للمصلحة أو
تعاقدهم معها.

- نزاع عمل جماعي - شروخه - وجوب ان يكون
احد خرفي النزاع من الاجراء - وجوب تعلق النزاع
بمصلحة جماعية - موضوع الوساطة والتحكيم - غير
متعلق بعقد عمل جماعي - صفة النقابة المستدعية في
التقدم بطلب الوساطة والتحكيم بالنيابة عن اعضائها
المنتسبين اليها - تقديم خلب التحكيم والوساطة باسم
النقابة دون ذكر اسماء موكلها وصفتها التمثيلية لهم -
وكالة مبرزة - وكالة عن النقابة وليس عن مستخدم
المصلحة المتضررين من المرسوم - مخالفة نصوص

(Enc. Dalloz. Social. Syndicat n° 119 – p. 655).

"

"

....

"

"Nul ne plaide par procureur" "

.. //)

.. //

.(

"Une des attributives les plus importantes des syndicats est la défense en justice des intérêts collectifs de la profession par l'exercice d'une action collective dite une action syndicale"

"Cette action syndicale distincte de l'action individuelle des syndiqués est intentée pour défendre, non pas les intérêts particuliers en tant que personne morale, ni même les intérêts communs aux seuls membres du syndicat, mais les intérêts généraux de la profession prise dans son ensemble.

Ce droit du syndicat d'agir en justice pour faire respecter les intérêts collectifs de la profession est consacré par l'art. 11 du livre III du Code du travail.

-

-

/

❖ ❖ ❖

:

//

/ " "

- اعتراض على رسوم قضائية - تقديمه خلال المهلة
القانونية - قبوله شكلاً.

- مراجعة امام المجلس التحكيمي التربوي - ادلاء
بإعفاء المعترضة من الرسوم القضائية ومن واجب
الاستعانة بمحام - مطالبة بإبطال تكليف صادر عن قلم
المجلس.

❖ ❖ ❖

- صدور التكليف المعترض عليه في معرض مطالبة
المعترضة بصورة صالحة لتنفيذ حكم صادر لصلحتها.

- الاعفاء من الرسوم القضائية امام المجلس التحكيمي
التربوي - استفادة اولياء الطلبة من هذا الاعفاء -
تفسير نية المشرع - عدم اتجاه نية المشرع إلى حماية من
يربح دعوى ويريد الاستحصال على صورة صالحة
للتنفيذ تحصيلاً لمبالغ متوجبة - اجتهاد مستقر - رد
الاعتراض في الاساس.

"Se prescrivent par deux années, l'action des instituteurs, professeurs, maîtres de pensions publics ou privés, pour les honoraires à eux dus par leurs élèves, ainsi que pour les fournitures faites à ces derniers".

- مدرسة خاصة - اقساط مدرسية - استحقاقها - مرور زمن.

- عدم سقوط الاقساط المدرسية بمرور الزمن الثنائي المنصوص عنه في المادة ٣٥١ م.ع. ولا بمرور الزمن العادي - القسط المدرسي - من الموجبات المستحقة الاداء بصورة دورية كل سنة - سقوط الموجبات المستحقة الاداء سنوياً، ومن ضمنها الاقساط المدرسية، بمرور الزمن الخماسي المنصوص عنه في المادة ٣٥٠ م.ع. - رد الاداءات المخالفة.

Maîtres de pensions

- تعميم صادر عن وزير التربية لجهة حسم ستين بالمئة من الاقساط المدرسية - انعدام تطبيقه على التلامذة المنتقلين إلى المدارس الخاصة - عدم تقييد المدعى عليه بالمهلة المبينة في التعميم المذكور لتسديد الاقساط المستحقة مع الاستفادة من الحسم - رد الاداءات المخالفة - الزام المدعى عليه بتسديد الاقساط المطالب بها - عدم الحكم بالفائدة والعطل والضرر وبقية الرسوم والمصاريف بالنظر للطبيعة التربوية للقسط.

:

:

:

:

❖ ❖ ❖

:

/

%

:

//

- احوال شخصية - جنسية - خلب امرأة لبنانية
 اعطاء الجنسية اللبنانية لاولادها القاصرين سناً لاحكام
 الفقرة الثانية من المادة الرابعة من القرار رقم ١٩٢٥/١٥ -
 صلاحية المحاكم العدلية.

//

/

- امرأة لبنانية - اقترانها بأجنبي نتج عنه ولادة
 اربعة اولاد، ثلاثة منهم قاصرين بتاريخ تقديم الادعاء
 - وفاة الوالد - دور القاضي في تكييف القاعدة القانونية
 الناقصة أو المبهمة - استنباط حل عادل وانساني - المادة
 ٤ المشار اليها - تعدادها حالين لاعطاء الجنسية اللبنانية
 لقاصرين تبعاً لجنسية الام اللبنانية - سكوتها عن حال
 القاصر المولود من ام لبنانية احتفظت بجنسيتها أو
 استعادتها وكان لا يزال قاصراً لدى وفاة والده - اعتبار

الحالة الاخيرة مشمولة بالمادة الرابعة المشار اليها - من غير المنطقي اعتبار المتجنسة في مركز افضل من اللبنانية الاصل التي احتفظت بجنسيتها اللبنانية - عدم وجود نص قانوني يمنع اعطاء الام اللبنانية الاصل جنسيتها لولدها القاصر بعد وفاة الزوج الاجنبي - تطبيق المبدأ القائل بأن «الاصل في التشريع هو الاباحة وليس المنع» - مساواة المادة السابعة من الدستور بين اللبنانيين رجالاً ونساءً امام القانون في الحقوق والواجبات - مراعاة المحكمة لمصلحة العائلة - اعتبار الاولاد القاصرين لبنانيين وتسجيلهم على خانة والدتهم في سجلات الاحوال الشخصية واعطاؤهم بطاقات هوية لبنانية.

- تعليق للمحامي الاستاذ موريس دياب.

- :

/

//

:

//

//

- :

...

:

...

:

...

...

:

) / /

"

(

"

:

(la volonté présumée)

:

)

(le raisonnement par analogie)

(

:

//

//

"

:

Le raisonnement a fortiori consiste à appliquer la solution prévue dans un cas voisin parce qu'il y a des motifs supérieurs de l'appliquer dans le cas envisagé.

(Raymond Farhat, introduction à l'étude du droit, éd Beryte, p 62)

."

:

La volonté du législateur n'a de valeur que dans la mesure où elle traduit et exprime les besoins et les intérêts d'une société en évolution. La loi s'intègre dans la société et réagit à ses exigences et cherche à combler les besoins de cette société.

Donc toute interprétation de la loi doit chercher à satisfaire ces besoins de la société.

(Raymond Farhat, introduction à l'étude du droit, éd Beryte, p 63)

!!

!!

:

...

....

:

...

...

Lorsque le juge statue, il statue en tant qu'investi d'un certain pouvoir. Mieux, le juge est l'organe d'un pouvoir social, le pouvoir judiciaire, traditionnellement placé à côté du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif. Par conséquent, lorsque le juge décide, sa décision est du même ordre que celle du législateur.

(Raymond farhat, introduction à l'étude du droit, p 47)

() (:
) .(:
 (... :
 // // :
 / / :
 (... :
 // / :
 / / / / :
 :

Parents



// //
 - // / / -
 :
 " "
 " "
 (/
 " "
 // /
 : - : -
 : /
 " "

En présence de textes d'exception
 l'interprétation restrictive s'impose aux juges (Civ.
 Soc. 4 Juin /1959/ - Gaz. Pal. /1959-2-53).

:
 (

// // :
 // // :
 / " "

- ملاحظة: ان القرار الصادر بنتيجة استئناف الحكم
الراهن منشور في الصفحة ١١٣٣ في باب الاجتهاد من هذا
العدد.

:

//

:

/ . . .

(notoire)

- افلاس - تحديد تاريخ التوقف عن الدفع - يجوز
اثبات ذلك التاريخ بكافة خرق الاثبات - تقارير خبرة -
حركة تشغيلية تعتمد على اموال بموجب قروض من
المصارف - اعتماد الشركة المفلسة في تسيير نشاطها على
الاستدانة فقط دون أي تمويل ذاتي - خسائر متراكمة
سنة بعد سنة - تأخير مصطنع لاعلان الافلاس - تحقق
المطالبة بالدفع وان لم يتم تسميتها بالانذار صراحة -
اعتراف صريح بتوقف المفلس عن الدفع منذ فترة خويلة
- تقرير تحديد تاريخ توقف المفلسين عن الدفع في
اقصى المدة المحددة قانوناً.

146. La preuve de refus de payer une dette exigible peut se faire par tous moyens, car c'est la preuve d'un fait (Percerou et Desserteraux, T. 1, n. 179 et 192). Il en est de même de la preuve de la situation définitivement compromise du débiteur...

Enc. Dalloz, Drt. Com. T. 2, Faillite -
Règlement judiciaire, n. 146.

//

//

le commerçant ne dispose pas des moyens actuels de crédit ou de paiement pour régler son passif immédiatement exigible; alors que l'insolvabilité est une insuffisance d'actif, la cessation des paiements est due à une insuffisance de disponibilités (Com. 3 mai 1950, Rev. trim. dr. com. 1950.645, n. 1, obs. R. Houin). Enc. D. op. cit. n. 97

)
 " : (/ /
 ... ()
 " ... " ...) ...
 ... / /
 (Actif courant)
 (Passif courant)
)
 :
) ()
 " : (/ / -
)

,
 .. ,
 ..) .. ,
 (.. , -
) .. ,
 (, + ,
 .. ,
 " ... " ... ,
) ...
 .(
 / /
 (Actif courant)
 (Passif courant)
)
 .(
 :

97. Dans une telle conception, la cessation des paiements consiste essentiellement dans la situation financière sans issue du débiteur; elle doit se manifester, en principe par un défaut de paiement de dettes commerciales, liquides, exigibles et non contestées; mais elle peut aussi le manifester, au moins pour le report de la date de la cessation de paiements, par l'emploi de moyens frauduleux ou ruineux, qui la prolonge artificiellement. La différence avec l'insolvabilité est dès lors, très atténuée; l'insolvabilité suppose que l'ensemble de l'actif ne permet plus de régler l'ensemble du passif; la cessation des paiements suppose seulement que

aient été dommageables pour l'ensemble des créanciers.

Com. 6 mai 1952, D. 195 somm. 6; Rev. trim. dr.com. 1953. 193.

140 – La jurisprudence considère comme des moyens illicites ou ruineux de se procurer des ressources et comme constitutifs, par suite, de l'état de cessation de paiements; les emprunts ou ouvertures des crédits trop onéreux ou n'apportant aucune aide durable...

- Enc. Dalloz, Faillite, op. cit.

Autofinancement

Fabia et Safa, c. com. an. art. 489, n. 43, 60.

136 – Enfin, l'emploi de tels moyens par le débiteur ne constitue la cessation des paiements que si celui-ci se trouvait dans une situation financière "sans issue" " définitivement compromise" et si ces moyens avaient pour but de prolonger artificiellement cette situation et de retarder la déclaration de la faillite...

138 – Cette distinction entre une gêne passagère et une situation définitivement compromise est fondamentale. D'autre part, la jurisprudence a tendance à admettre assez facilement que si la situation commerciale du débiteur était sans issue, tous les moyens qu'il a pu utiliser pour se procurer des ressources, même s'ils sont licites, sont factices et justifient le report en arrière de la date de cessation des payemenets pour les rendre inopposables à la masse; notamment, il a été fréquemment jugé que si des emprunts, des

()
()
:
= / /
()

Les circonstances qui révèlent la situation définitivement compromise sont nombreuses et diverses. Telles sont, notamment, les faits suivants, constatés dans les arrêts: trésoreries alimentées seulement par les crédits anormalement étendus ou par des opérations ruineuses...

- E. Tyan, Droit commercial, T. 2, P. 561 et suiv.

135 – D'autre par, la cessation des paiements peut résulter non seulement de l'emploi de moyens illicites ou frauduleux, mais aussi de celui de moyens factices ou ruineux, à la condition qu'ils

ouvertures de crédit bancaire, ou des rentrées anormales de fonds n'avaient procuré au débiteur qu'une amélioration passagère et partielle d'une situation déjà désespérée, la date de la cessation des paiements peut être reportée à une époque antérieure à cette amélioration passagère qui n'avait pas fait disparaître la cessation des paiements...

- Enc. D. Faillite. op. cit.

. //

// //

...

// //

()

❖ ❖ ❖

- اعتراض على خريقة احتساب رسوم قضائية -
 دعوى متفرعة عن افلاس - الرسوم القضائية المتوجبة
 عن استخراج صورة خبق الاصل عن الحكم الصادر فيها
 - قانون الرسوم القضائية - اعتبار ان المشرع قد فرّق
 بشكل واضح بين الرسوم المتوجبة على الدعاوى لدى
 اقامتها وتلك التي تستوفى عن القرارات الاعدادية
 والاحكام النهائية التي تصدر بنتيجة الفصل فيها -
 تحديد نطاق تطبيق الفقرة ٥٦ من المادة ١٣ رسوم

(//)
 " :
 ... -
 " ...
 ()

قضاياية - ابقاء الاحكام والقرارات التي تصدر بنتيجة
 الدعاوى المتفرعة عن الافلاس خاضعة في استيفاء الرسم
 عنها لاحكام المادة ١٧ وما يليها الواردة تحت الفصل الرابع
 من ذلك القانون - وجوب استيفاء الرسم النسبي عن
 الحكم المطلوب استخراج صورة خبيق الاصل عنه - رد
 ادلاءات المعارض المخالفة.

" () "

- ملاحظة: ان القرار الصادر بنتيجة استئناف الحكم
 الراهن منشور في الصفحة ١١٢٩ في باب الاجتهااد من هذا
 العدد.

(/ /)

- :

) (

.()

//

❖ ❖ ❖

()

//

/... " "

- شركة تأمين عاملة في لبنان - مطالبة بالسماح
للمدعية بإصدار وتسويق بطاقة ضمان خاصة وبإلزام
المدعى عليهم، متكافلين متضامنين، دفع تعويض
للمدعية عن الربح الفائت جراء منعها من إصدار
«البطاقة البرتقالية» - ادلاء بقيام تجمع مستر لشركات
الضمان غايته احتكار توزيع البطاقة المذكورة.

...":

"

- تجمع شركات الضمان - وصف قانوني - هدف
تحقيق الربح - معيار التفريق بين الشركة والجمعية.

//

.../ , , , /

- شراكة ذات خابع خاص بمقتضى عقد انشاء التجمع
- النظر في الدعوى يخرج عن اختصاص المحكمة - احالة
الدعوى ادارياً إلى الغرفة الناظرة في الدعاوى التجارية.

//

:

"

"

-

//

:

"

"

//

"

"

//

//

"

"

"

"

...

(But désintéressé)

":

-

-

" "

"

...

:

...

"

)

(

:

L'Association en participation est une véritable société

2. L'association en participation est une véritable société au sens juridique du mot, tel qu'on l'entend dans le droit des sociétés, et non une simple association comme on pourrait le supposer.

Alors que l'association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 est une convention entre deux ou plusieurs personnes qui mettent en commun, d'une façon permanente, leurs connaissances, ou leur activité, dans un but autre que de partager des bénéfices...

Ainsi donc, l'associé poursuit un but lucratif, le membre d'une association ne recherche aucun profit matériel; la société recherche un bénéfice pour le partager entre ses membres (Paris, 5 juillet 1954, S, 1955,2,1 D., 1954, 706).

L'association en participation étant une véritable société doit nécessairement satisfaire aux conditions essentielles à la validité du contrat de société, en général...

ANDRE MOREAU, ASSOCIATION EN PARTICIPATION ET SOCIETE DE FAIT.P.9 et suiv., et n° 45 p. 45 et suiv.

cass. 1^{ère} civ. 10 mai 1978, jcp 1979.2.19245, note Savatier, RTD com. 1979.769

//

- cass. civ. 17 mars 1981, Dalloz Sirey, 1983, j, 23, note G. Sousi.

- Trib. comm. Rennes, 1978, Rev. Soc. 1978, 778.

" //

" //

"

"

"

"

"

Fronting

"...
":
.Assurance de façade

- اختصاص مكاني - دعوى اعلان افلاس - شركة
تجارية مسجلة في السجل التجاري في بيروت - انذار
بوجوب دفع دين تجاري - ارسال الانذار على العنوان
المبين في النظام التأسيسي للشركة - مركز مؤقت
للشركة في جل الديب - ارسال الانذار مجدداً إلى المركز
المؤقت - دعوى المطالبة باشهار افلاس الشركة المدعى
عليها - تقديم الدعوى امام محكمة الدرجة الاولى في
بيروت - دفع بانتفاء الاختصاص المكاني للمحكمة.

- المركز الرئيسي للشركة - اعتماد معيار المركز
الفعلي وليس المركز المبين في النظام التأسيسي.

❖ ❖ ❖

- مندرجات السجل التجاري - قرينة بسيطة على
المركز الرئيسي للشركة - جواز اثبات عكس هذه
المندرجات بشتى الوسائل - ثبوت المركز الحقيقي في جل
الديب وليس في بيروت - رد الدعوى الافلاسية لعدم
الاختصاص المكاني لمحكمة بيروت.

Emite Tyan, Droit commercial, T1, p 300, n° 293

: -
/ /

-

..

-

//

/

...

-

-

-

" : " : -
"

...

الحقوق ومنع الضرر – تقرير تعيين وكيل قضائي
للشركتين المطلوب ادخالهما وتحديد مهامه.

❖ ❖ ❖

:
-
//
- " (()) . . .
"

- شركة قابضة – مطالبة بتعيين مدير مؤقت
لشركتين مساهمتين بسبب استقالة رئيس مجلس
ادارتها – المادة ٥٨٩ م.م. – صلاحية المحكمة الناظرة
في الدعوى باتخاذ التدابير المؤقتة الآيلة إلى حفظ الحقوق
ومنع الضرر، بناءً على طلب أحد المساهمين – شروط
اتخاذ التدبير المؤقت.

)
- Philippe Merle, Droit commercial, 5^{ème} édit.
1996, Dalloz, n° 574 p. 581

- Yves Guyon, Droit des affaires, T1, 12^{ème} édit.
2003, Economica, n° 449 p. 492)

- خلافات مستحكمة بين مجموعتين من المساهمين –
عجز عن تقديم ميزانية الشركتين المطلوب ادخالهما
للدوائر المالية المختصة – عدم التمكن من توجيه الدعوى
إلى عقد جمعية عمومية عادية للمساهمين موضوعها
المصادقة على أعمال الشركة – وجود خطر محقق واكيد
– تهديد لصالح الشركة – اتخاذ تدبير مؤقت لحفظ

%

%

❖ ❖ ❖

:

/ /

"/. . . "

"

. . . . "

- عقد مقاوله - مطالبة بتعويضات شخصية مترتبة
بذمة المدعى عليها - دعوى شخصية.

- سجل تجاري - اشارة الدعوى - خلط تدوين اشارة
دعوى المطالبة بالتعويضات الشخصية على سجل الشركة
المدعى عليها - عدم تأثير البت بالدعوى الشخصية على
القيود المدونة في السجل التجاري - رد خلط تدوين اشارة
الدعوى.

mandataire ad hoc

- شهود - مطالبة باستجوابهم في غرفة المذاكرة - رد
المطالبة وتقرير ضمها إلى الاساس.

- مستندات - خيرة - مطالبة بالكشف على
مستندات في حيازة الخصم - تقرير توسيع مهمة الخبير
لجهة الكشف على المستندات والتأشير عليها بعبارة «كي لا
يبدل».

- كفالة مصرفية - مطالبة بتجميد كفالة مصرفية
- التزام المصرف المطلوب ادخاله بدفع الكفالة بصورة
غير مشروجة وعند اول غلب خطي من المستفيد -
وصف قانوني - كفالة غب الطلب - استقلال دين
مصدر الامر تجاه المستفيد من الكفالة عن دين المصرف
تجاه هذا الاخير - الكفالة غب الطلب - دين بذمة
المصرف تجاه المستفيد من الكفالة وليس تجاه مصدر
الامر - رد المطالبة بتجميد الكفالة المصرفية.

//

//

...
...

//

/

- - - - / , , /
- - - ...
- - - ...

- - - -
- - - -
- - - -

- - - -
- - - -
- - - -

- - - - / , , /
- - - -
- - - -
- - - - / /

◆◆◆

- اشارة القيد الاحتياطي - تدوينها لمصلحة المدعية
سنة ١٩٩٦ - دعوى المطالبة بالتسجيل النهائي لعقد الهبة
- عدم تقديمها من قبل صاحبة المصلحة خلال المهلة
القانونية - سقوط القيد الاحتياطي حكماً - رد
الدعوى برمتها.

- هبة عينية عقارية - اشارة قيد احتياطي -
تدوين الاشارة لمصلحة المدعية على صحيفة عقار بتملك
الجهة الواهبة - ترقيين الاشارة بموجب قرار صادر عن
المحكمة الابتدائية بناء على استئناف قرار لامين السجل
العقاري مقدم من وريث الجهة الواهبة.

- مطالبة بإبطال قرار الترقيين وبتقرير اعادة قيد
الاشارة موضوعه لمصلحة المدعية وبإعلان بطلان
تسجيل عقد بيع عقاري خاص بالمدعى عليه الثاني -
مطالبة برد الدعوى لعدم تسديد الرسوم عنها.

- مؤسسة ذات منفعة عامة - اعفاؤها من الرسوم
القضائية بمقتضى المرسوم الاشتراعي الرقم ٧٧/٨٧ -
تعليق الاستفادة من الاعفاءات المحددة في المرسوم
الاشتراعي المذكور - البحث بشروطه من صلاحية هيئة
مراقبة المؤسسات ذات المنفعة العامة وليس من صلاحية
المحاكم العدلية - مرسوم تشكيل هيئة المراقبة - عدم
صدوره - استفادة المؤسسة المدعية حكماً من جميع
الاعفاءات المنصوص عنها في القانون تبعاً لعدم صدور
قرار تعليق الاستفادة منها عن المرجع المختص - المطالبة
برد الدعوى لعدم تسديد الرسوم القضائية المتوجبة -
ردها لانتهاء القانونية.

- اشارة قيد احتياطي - ترقيتها بناء على طلب
الوريث - اعتبار الوارث مالكا قبل تسجيل نصيبه الارثي
في السجل العقاري - ثبوت صفة الوارث لطلب الترقيين -
رد الدفع بانتفاء الصفة.

/

//

//

/

(

/

/

/

/

//

/

:

//

:

(

(

/

:

(

❖❖❖

//

//

//

//

//

"

"

//

//

//

//

//

"Emis"

//

"Système de l'émission"

❖ ❖ ❖

//

//

:

//

:

//

.. / .

- معاملة تنفيذية - اعتراض عليها - وروده ضمن المهلة القانونية - قبوله شكلاً.

- معاملة تنفيذية رامية إلى تحصيل رصيد اتعاب متوجبة للمعترض بوجهه في ذمة المعترض بموجب اتفاقية موقعة بينهما - تكليف المعترض بوجهه بتأليف كتاب عن سيرة جد المعترض.

- اتفاقية - تحديد الشروط الواجب توافرها في الكتاب - تحديد حقوق الطرفين في الاتفاقية وواجباتهما - مهلة تعاقدية - كتاب جاهز للطبع خالٍ من المقدمة ومن الأهداء - موجبات ثانوية - التخلف عن أداء موجبات ثانوية - انعدام اثره على استحقاق مجمل الاتعاب المتوجبة - رد الادلاء المخالف.

- مؤلف - تعريف المؤلف - حقوقه.

- مؤلف - ايلاؤه حق الملكية المطلقة على عمله المبتكر لمجرد ابتكاره دون الحاجة إلى ذكر ذلك - صاحب

الفكرة - خلو الاتفاقية من بند يولي صاحب الفكرة
الحق في الاشراف على عمل المؤلف وفي تقييده بتوجيهات
وتعليمات صاحب الفكرة - عمل ذهني مطبوع
/ / بشخصية الكاتب - صفة المؤلف - ثبوتها في الكاتب
/ / المعارض بوجهه - عمل جماعي - مفهومه - صفة
العمل الجماعي - عدم ثبوتها - رد الادعاءات المخالفة -
اتفاقية - موضوعها - اعداد كتاب لحساب صاحب
الفكرة - وصف قانوني - تطبيق القواعد العامة
للعقود.

- ادلاء بعدم تنفيذ العقد عن حسن نية - المؤلف -
صاحب حق معنوي على كتابه كون الكتاب عملاً ذهنياً
ذاتياً - اغفال بعض الوقعات في الكتاب وذكر اخرى -
سلطان المحكمة في تقدير القضية - انتفاء ثبوت سوء
النية - اتعاب - استحقاقها للمعارض بوجهه - بند ايلاء
المعارض الحق في عدم نشر الكتاب - انعدام تأثيره على
توجب الاتعاب المستحقة - معاملة تنفيذية - المطالبة
بابطالها في الاساس - مطالبة مستوجبة الرد - ردها -
تقرير متابعة التنفيذ.

//

//

//

//

//

//

//

//

//

()

....

/ " () //
(œuvre de commande) "

(l'entrepreneur)

//

"Il n'y a œuvre collective que si l'entrepreneur démontre que l'œuvre est due à son initiative et qu'il a joué un rôle moteur pendant la phase d'élaboration, y compris par l'intermédiaire d'un participant qu'il aurait spécialement chargé de cette mission sur la base d'un louage d'ouvrage".

//

(Traité de la propriété littéraire et artistique, A. LUCAS, H-J LUCAS édition 94 p. 190 n° 202).

() () //
"

"...

/

//

(œuvre collective)

signifie d'abord que cette qualité ne peut être reconnue ni à celui qui s'est limité à fournir l'idée ou le thème ni..."

(Traité de la prop littér. précité LUCAS p 149 n° 143

/ /

(contrat de commande)

(le commanditaire)

//

" ()

"L'œuvre de commande s'entend en effet de celle qui est réalisée dans le cadre d'un louage d'ouvrage".

(Réf. préc. p. 539 n° 666)

(Le contrat de commande) "conclu par hypothèse entre deux personnes non liées par un contrat de travail, il ne peut être régi que par le droit commun des contrats".

(Réf. préc. p 340 n° 425).

" ()

()

"....

"

"

- ()

.(

Dans le même sens, (Le nouveau droit d'Auteur et les droits voisins – Alain Berenboom 2^e éd. 1997 p 140)

"L'auteur ne peut être que celui dont la personnalité s'est exprimée dans l'œuvre. Cela

)

(//

)

(

//

()

()

()

..

.

.....

:

-

-

-

"

"

❖ ❖ ❖

- عقد بيع - تسجيل نهائي للملكية باسم الشاري وتسليمه سند ملكية باسمه - حصول البيع بموجب سند توكيل غير قابل للعزل منظم من قبل وكالة المالك السابق - اقدام امين السجل من عندياته، وبعد سنين على اجراء التسجيل، ودون مراجعة احد، إلى شطب الملكية عن اسم الشاري المستأنف، واعادة قيدها على اسم المالك السابق - تجاوز.

- وكالة غير قابلة للعزل - اجراء توكيل البيع بموجبها - ثبوت عملية دفع الثمن وبراءة الذمة - عدم جواز الرجوع عن الوكالة أو العزل منها - اعادة قيد الملكية على اسم المستأنف الشاري - عدم استيفاء أي رسم عن عملية اعادة التسجيل - تسليم المستأنف سند ملكية.

- استئناف قرار صادر عن امين السجل العقاري عفواً، بابطال عملية نقل ملكية منجزة منذ سنوات واعادة القيد على اسم المالك السابق - رد خلب الشاري المستأنف استعادة سند ملكيته أو ابداله بسند آخر من النوع المستحدث - اكتفاء امين السجل العقاري بوضع قيد احتياجي بعقد البيع - رفض اعادة الحال إلى ما كانت عليه بقيد الملكية على اسم المستأنف الشاري.

- صلاحية - نخمن منصب على قرار برفض اجراء تسجيل من قبل امين السجل العقاري - تحقق صلاحية المحكمة - قيود مسجلة نهائياً - كف يد امين السجل العقاري عن البت بمسألة تتعلق بها - تصدي المحكمة للنزاع - عدم توقفها عند حدود دور امين السجل العقاري - قبول الاستئناف وان تناولت المسألة قيوداً نهائية - تيسير امور ذوي المصلحة وعدم اضطرارهم إلى التقدم بمراجعات نزاعية - قبول الاستئناف في الشكل.

:

-

):

"

(

:

-

-

-

-

!!

"

"

)

)
(

(

-

)

(

!!

()

-

:

-

)

(

)

(

...

:

:

:

:

:

❖ ❖ ❖

:

:

//

:

- استئناف قرار صادر عن امين السجل العقاري
برفض ترفين اشارة قيد تأمين عن الصحيفة العينية
لعقار بالرغم من انتهاء التأمين بفعل بيع العقار بالزاد
العلني وصدور قرار الاحالة، بحجة وجوب ابراز ما يثبت
دفع ضريبة الفائدة - صلاحية - رد امين السجل خلب
الترفين - قبول الاستئناف شكلاً.

):

(

- ضريبة الفائدة - المادة ٨٧ من المرسوم الاشتراعي
رقم ١٩٥٩/١٤٤ - تنفيذ جبري - لا محل لاشتراط موجب
اثبات دفع الضريبة - ترك الامر في عهدة دائرة التنفيذ
لاقتطاع الضريبة من المبالغ المحصلة ودفعها إلى الخزينة
- عدم جعل امر الترفين مرهوناً بتوفر أو عدم توفر
هذه البيئة - ليس لأمين السجل ان يشترخها من
عندياته أو يفرض ابرازها بمعرض تنفيذه لقرار احالة
كشروط لازم لإنجاز الترفين - تأمين الانسجام بين نص
المادة ٨٧ المشار اليها ونص المادتين ٩٨٥ و٩٨٦ م.م. -
قبول الاستئناف وترفين اشارة التأمين.

:

"

() /

"

:

-

(" _)

(...)

- "

.

-

"

" ...

)

(

)

(...

. . . .

:

:

:

:

:

//

...

:

...

'

...

//

"...

/

:

)

(

:

.

:

❖❖❖

:

-

:

//

:

")

(

- استئناف قرار صادر عن امين السجل العقاري برفض تسجيل عقار على اسم المستأنف مشتتاً دفع رسوم الفراغ على اساس القيمة التأجيرية وليس بالاستناد إلى قرار الاحالة الصادر عن رئيس دائرة التنفيذ - صلاحية - مبدأ ولاية المحكمة القضائية الشاملة للنظر في كل الحالات التي يرد بها امين السجل خلب تسجيل أو ترقيين - قبول الاستئناف شكلاً.

- رسم فراغ - استناد خلب التسجيل إلى قرار احالة جرى في متنه بيان الثمن الذي دفعه المشتري الراسي عليه المزا - كيفية احتساب رسم الفراغ - نص المادة الثالثة من الرسوم الاشراعي رقم ٢٠ LE تاريخ ١٩٣٩/١٢/١٨ المعدلة بموجب القانون رقم ٢٠٠٠/١٧٣ - الغاية منه - قطع دابر محاولات التهرب من دفع الرسم - فرض احتساب الرسم على اساس القيمة التأجيرية بغض النظر عن الثمن المحدد في الصك أو المصرح عنه من قبل المتعاقدين - قرار احالة - خارج عن دائرة «الشبهة» وعن احتمال ان يكون الفرقاء قد اخفوا الثمن الحقيقي للتهرب من دفع جزء من الرسوم - فرضية اخفاء الثمن الفعلي غير قائمة - وجوب احتساب رسوم الفراغ على اساس الثمن المدفوع فعلياً المحدد في قرار الاحالة وليس على اساس القيمة التأجيرية - الزام امين السجل العقاري بتنفيذ قرار الاحالة واحتساب رسوم الفراغ على اساس الثمن المحدد فيه.

"
specialia generalibus derogant"

-

-

" "

:/LE

) / /

(

"

"In clari cessat interpretatio

() ,

."

:"

"Singularia non sunt extenenda", "exceptio stricti
juris", "exceptio est strictissimae interpretationis",
"Singularia postulate";

/ /

-

"

()
()

"...

"

"

"Singularia postulate"

" " " "

"

"

"

"

"

"

-

.

- قرار صادر عن امين السجل العقاري برد بطلب
الاستحصال على سند ملكية بدل عن ضائع لورود
اعتراض من الغير - استئنافه - عدم اتخاذ المراجعة
شكلاً نزاعياً عن تخريق التقديم بالدعوى بوجه المعارض
كمدعى عليه مع ادخال امين السجل لسماع الحكم -
المادة ٩٤ من القرار ١٨٨ - رد المراجعة في الشكل.

❖ ❖ ❖

:

// :
/

- عقد - تأخر عن تنفيذ موجبات عقدية - مطالبة
بالزام المدعى عليهما، متكافلين متضامنين، اداء البند
الجزائي المنصوص عنه في العقد بمثابة عطل وضرر
للمدعي - بند تحكيمي مطلق - مطالبة برد الدعوى
شكلاً لتضمين العقد بنداً تحكيمياً مطلقاً.

- بند تحكيمي - مدى انسحابه على مجمل العقد -
تفسير نية المتعاقدين.

- عقد - بند صريح وواضح باللجوء إلى التحكيم
المطلق في معرض نشوء نزاعات حول تنفيذ العقد - بند
التحكيم المطلق - انتفاء تقديم مراجعة ابطاله امام
المرجع المختص - هيئة تحكيمية - ايلؤها صلاحية
واسعة شاملة لجميع المنازعات المتفرعة عن تنفيذ العقد
بمقتضى البند التحكيمي المطلق - رد الدعوى لعدم
الاختصاص.

❖ ❖ ❖

"

"

"

"

-

-

-

...

:

/ / :
/ . .

- حكم ابتدائي - رسوم قضائية - اعتراض على رسوم قضائية - تعدد المحكوم لهم بموجب حكم ابتدائي صادر عن محكمة الدرجة الاولى في جبل لبنان - استلام المعارض بوجهها دون سواها صورة عن الحكم الابتدائي الصادر لمصلحتها ولمصلحة المعارضين بعد دفع حصتها من الرسم - منازعة حول استيفاء قيمة الرسوم القضائية من المحكوم لهم غير المستلمين صورة عن الحكم الابتدائي الصادر - اختصاص المحكمة الابتدائية مصدرية الحكم للنظر بالاعتراض بالرغم من نظر محكمة الاستئناف مجدداً في الدعوى - قبول الاعتراض شكلاً .

- خلب ادخال - مطالبة الجهة المعارضة بإدخال كل من الدولة اللبنانية ونقابة المحامين في بيروت في المحاكمة حماية لمصالحهما - موافقة المطلوب ادخالهما - موافقة غير ملزمة للمحكمة - انتفاء مصلحة الجهة خالبة الادخال - رد تخليبي الادخال.

- ادخال الغير في المحاكمة بقرار من المحكمة - عدم توفر شروخه - تدخل الغير في المحاكمة - عدم توفر شروخه - رد الادلاء المخالفة.

- رسوم قضائية - مطالبة باستيفائها كاملة من المعارض بوجهها - قانون الرسوم القضائية - تطبيق المواد المتعلقة برسوم الاحكام النهائية غير المبرمة - المادتان ١٨ و ١٩ من قانون الرسوم القضائية - رسم نسبي - استيفاؤه بنسبة القيمة المحكوم بها - تعدد المحكوم

❖ ❖ ❖

لهم - استيفاء الرسم النسبي من كل واحد منهم بالنسبة
 للقيمة المحكوم له بها - رد الادعاءات المخالفة - احتساب
 الرسم المشكو منه بصورة اصولية وقانونية - رد
 الاعتراض في الاساس.

... / / / /

... / /

... / /

:

- :

/ / / / / / / /

/ /

":

."

.. / /

.. / /

- :

//

"

)

."

.(

//

"

...

...

-

- :

"

"

:

/ /

-

-

-

-

/ /

❖ ❖ ❖

/ /

":

...

:

/ /

//

/

"

"

- انتخابات جمعية عمومية لاتحاد رياضي - قرار
بوقف تنفيذ مفاعيل نتائجها - اعتراض عليه.

- صدور القرار المعارض عليه عن محكمة الدرجة
الاولى في جبل لبنان بعد ابلاغ المعارض بطلب وقف
التنفيذ وتكليفه بالجواب عليه - انتفاء الطابع النزاعي
عن المحاكمة - القرار المعارض عليه - اجراء احتياجي
متخذ حماية لمصالح احد فرقاء القضية - قرار رجائي

/ /

وليس قراراً نزاعياً قابلاً للاستئناف - قابلية القرار
الرجائي للاعتراض امام المحكمة التي اصدرته - قبول
الاعتراض شكلاً - رد الادلاء المخالفة.

- شخص معنوي - دعوى - اختصاص مكاني - جواز
مقاضاة الشخص المعنوي امام المحكمة الواقع ضمن
دائرتها فرع للشخص المعنوي - فرع مؤقت في جونية -
اجراء الانتخابات المطعون فيها في المركز المؤقت - انعقاد
الاختصاص المكاني لمحكمة الدرجة الاولى في جبل لبنان.

/ / . . / /

- انتخابات الجمعية العمومية - تخمن بنتائجها -
انتساب المعارض بوجههما الطاعنين بنتائج تلك
الانتخابات، إلى الاتحاد المطعون بنتائج انتخاباته - صفة
ومصلحة في الطعن - ثبوتها لدى المعارض بوجههما
الطاعنين - رد الدفع بانتفاء الصفة والمصلحة.

: -

- القرار المعارض عليه - مطالبة بالرجوع عنه -
قرار رجائي مؤقت - صلاحية المحكمة التقديرية في
الرجوع عن القرار الرجائي - تقرير الرجوع عن القرار
المعارض عليه تسييراً لأعمال الجهة المعارضة.

. . . / /

. . / /

:

:

-

" " / /

: -

. . . / /

/ /

:

. . . / /

//

//

/

- بيع عقاري - دعوى رامية إلى ابطال عقدي بيع
لعقارين بتملك المدعي الاول - اقامة الدعوى من قبل
المدعي وزوجته.

- مداعة - مصلحة - ادلاء بوجود مصلحة لزوجة
المدعي في المداعة كونها دفعت ثمن العقارين المسجلين
على اسم زوجها - مصلحة غير منطبقة على المعنى
القانوني للمصلحة كشرط لقبول الدعوى - رد الادلاء
المخالفة - صفة - دعوى عقارية - الصفة للمداعة
مستمدة من الحق المكتسب بمجرد قيده في السجل
العقاري - عدم وجود قيود باسم المدعية على الصحائف
العينية للعقارين موضوع الدعوى - انتفاء الصفة
للمداعة - تقرير اخراج المدعية الثانية من المحاكمة.

- بيع عقاري - مطالبة بإبطال عقدي البيع
العقاريين لعلتي الغلط المفسد للرضى وغياب الثمن -
غلط مفسد للرضى - اثباته - البينة على المدعي - عدم
تقديم الواقعات المثبتة لوقوع المدعي في الغلط المفسد
للرضى والمبطل للعقد - رد الادلاء المخالفة.

//

- ادلاء بكون الثمن المذكور في العقدين مماثلاً لغياب
الثمن - التفريق بين الثمن التافه والثمن الزهيد.

❖ ❖ ❖

- قلة الثمن في عقد البيع العقاري - تقدير ظروف
القضية - بيوع عقارية معقودة بين المدعي واولاده
المدعى عليهم - امكان تضمينها اثماً غير حقيقية -
سلطان المحكمة في تقدير الواقعات - العقود المطلوب
ابطالها - ترجيح انتفاء وجود النية بقبض الاثمان
المذكورة فيها - رد الدعوى في الاساس.

:

:

-

/ /

)

.(

: -

... : //)

: // / /

: // // // // // // // //

... : //

:

: // /

:

-

.(

/ /

: -

-

-

/ /

... / /

/ /

(cass. Civ. 5 juin 1955, RTDC, 1956, p. /945/)

"la frontière entre l'insuffisant et le dérisoire peut parfois prêter à discussion, mais les juges du fond disposent en la matière d'un souverain pouvoir d'appréciation".

(Gilles Paisant, la distinction entre la vente à vil prix et la vente lésionnaire, Recueil Dalloz 2002, sommaires commentés p. /930/).

"la nullité pour le prix dérisoire concerne essentiellement la vente au prix de "un franc symbolique", en principe non admise".

(cass. 3è. civ. 17 mars 1981, bull. civ. /3/ n. /56/, et T. Lambert, l'exigence d'un prix sérieux dans les cessions de droits sociaux, Rev. sociétés 1993, p 473).

" " " " "

"Le prix dérisoire est susceptible d'englober non seulement le prix lésionnaire d'un montant sérieux, mais aussi le prix plus faible, le dernier de la série étant le prix nul ou inexistant, la jurisprudence implique la considération du prix dérisoire comme le défaut d'un élément essentiel du contrat"

(Marie-Christine Cauchy-Psaume, du sens du prix vil, Recueil Dalloz 2000, jurisprudence, p. /504/).

le prix dérisoire

le prix

vil

"le prix vil doit être soigneusement distingué du prix dérisoire, lorsque la somme versée est insignifiante donc dérisoire, il y a en réalité défaut de prix, donc de cause, et l'on est extérieur à la lésion. Il en va différemment en présence d'un prix vil; ici, le prix existe, il n'est pas minimum au lieu de considérer qu'il est inexistant; seulement il est trop inférieur pour avoir un rapport avec la valeur de la chose; autrement dit, la vileté du prix n'est qu'un qualificatif hypocrite de la lésion".

(J. Deprez, la lésion dans les contrats aléatoires, RTD civ. 1955, p. /29/).

- تحكيم - خبيته - عدم تخطي موضوع النزاع
بين الفرقاء الاراضي اللبنانية - تحكيم داخلي وليس
تحكيمياً دولياً - رد الادلاء المخالفة.

- محكم مطلق - محكم معين بشخصه من قبل
الشركاء قبل نشوء أي نزاع بينهم - دور حاسم للاعتبار
الشخصي في تعيين المحكم - صدور قرار عن الغرفة
الابتدائية برد هذا المحكم - اختصاص تحكيمي -
انقضاؤه تبعاً لصدور قرار قضائي بعزل المحكم السابق -
استدعاء تعيين محكم جديد - رده.

/ /

... / //

... /

❖ ❖ ❖

"

"...

/ /

//

"

"

"

/

"

- تحكيم - خلب تعيين محكم - شركة محاصة - بند
تحكيمي مطلق - تعيين محكم مطلق بمقتضى البند
التحكيمي ورده بموجب قرار قضائي - نزاع بين
الشركات المنضوية ضمن شركة المحاصة - استدعاء
تعيين محكم جديد اعمالاً للبند التحكيمي - مدى جواز
ذلك بعد صدور حكم قضائي برد المحكم المعين من
الفرقاء في البند التحكيمي.

. . . .

) / /

.(

-

-

()

. . . .

.

:

-

- E. Tyan, Droit Commercial, TI, n° 786 p 930.

()

-

:

J. Robert, l'arbitrage, 5^e éd. N° 262 p 226 et suiv.

- André Moreau, Associations en participation et sociétés de fait, n° 114 p 138 et suivantes.

"... Il ne peut donc s'agir, en général, que d'un règlement de compte entre les participants...

... C'est, en principe à l'associé gérant qu'il appartient de procéder à l'établissement de ces comptes desquels doivent ressortir les droits des participants et c'est généralement lui qui désigne, à cet effet la convention d'association, à moins qu'elle ne laisse le soin aux participants de désigner eux-mêmes, le jour venu, à l'unanimité ou à des conditions de quorum et de majorité déterminées, et au besoin, par justice, un expert ou un arbitre à l'effet d'établir les comptes dont il s'agit et de fixer les droits respectifs des participants..."

:

-

- Eric Loquin, juriste, proc. civ. Arbitrage, Fasc. 1032 n° 96 et suiv.

- Trib. De grande Instance de Paris ordonnance de référé, Rev. de l'arbitrage 1983, p. 480 et suiv. avec note Bertrand Moreau.



"Intuitu personae"

J. Robert. op. cit., n° 147 - 148

- تحكيم - تعيين محكم - اتفاقية بين مهندس وشركة تجارية - بند تحكيمى - خلب تعيين محكم عن المستدعى ضدها اعمالاً للبند التحكيمى لامتناعها عن تعيين محكم من قبلها - اختصاص مكاني - دفع - تنفيذ العقد في كسروان - بند تحكيمى خال من تحديد مركز التحكيم وعنوانه - انعقاد الاختصاص المكاني لرئاسة محكمة الدرجة الاولى في بيروت - رد الدفع المدلى به.

()

- دعوى مقامة بوجه المستدعي امام الغرفة الابتدائية في جبل لبنان بموضوع اعلان بطلان البند التحكيمى - دفع بسبق الادعاء والتلازم - اختلاف موضوع الدعويين - استدعاء هادف الى خلب تعيين

محكم - صلاحية حصرية لرئيس الغرفة - رد الدفع
بسبق الادعاء والتلازم.

- شركة محدودة المسؤولية - قيام الشركة ممثلة
بمديرها بتوقيع عقد متضمن بنداً تحكيمياً - عمل
مندرج ضمن صلاحيات مدراء الشركة المحدودة
المسؤولية - نظام الشركة - عدم ثبوت خلوه من اعطاء
المدير هذه الصلاحية - رد الادعاءات المخالفة.

- مرور الزمن على العقد الاساسي - ادلاء
بانقضاء البند التحكيمي تبعاً لمرور الزمن على العقد
الاساسي.

"...

- بند تحكيمي - انشاؤه لحل المنازعات الناجمة عن
العقد الاساسي الموقع مع المهندس - منازعات حول
استحقاق اتعاب المهندس - مهندس بناء - مرور زمن
ثنائي على حق المهندس بالاتعاب - سريان مرور الزمن
الثنائي من تاريخ انجاز الاعمال - اعمال غير منجزة -
عدم انقضاء مرور الزمن على الحق موضوع البند
التحكيمي بالرغم من انقضاء العقد الاساسي - رد الدفع
المدلى به.

- محكم - تعيين محكم واحد من قبل كل فريق من
فرقاء العقد - تلكؤ احد الفرقاء عن تعيين محكم -
اختصاص رئيس الغرفة الابتدائية بناء على مراجعة
من الفريق الآخر - تقرير تعيين محكم.

/ /

"ayant le droit... de conclure, de résoudre, de résilier, ou de modifier des conventions (telles que celle en cause), le gérant pourrait en fait exercer des pouvoirs d'une étendue et d'une répercussion bien plus grandes que ceux dont il a fait usage en l'espèce en promettant de compromettre; qu'il ne se comprendrait pas qu'il n'aurait pas aussi le pouvoir de compromettre, à propos de l'issue des opérations commerciales de gestion qui forment la matière courante de ses fonctions dans la société".

- Emite Tyan, le Droit de l'arbitrage, n° 58, p 73 et suiv.

- E. Tyan, op. cit. n° 193.

- Olivier Laprasse, les sociétés et l'arbitrage L.G.D.J. 2002 p 255 et suiv.

... On trouve une illustration de cette idée dans un jugement du tribunal de commerce de Bruxelles rendu en 1951 (Com. Bruxelles, 8 fév. 1951, J.C.P., 1951, p 309 et s.). Celui-ci a reconnu à un gérant de S.P.R.L (société privée de responsabilité limitée) le pouvoir de compromettre même en l'absence d'une autorisation expresse en ce sens selon la motivation suivante:

... Ainsi, selon les cas, le président du tribunal désignera le ou les arbitres. Cela signifie que si, par exemple, chacune des parties avait à désigner un arbitre et qu'une seule d'entre elles ait été défaillante à le faire, ce serait à cette dernière désignation seulement qu'il serait procédé...

- Jean Robert, l'arbitrage, n° 87, p 72 et suiv.

/ /

❖ ❖ ❖

()

:
:
:
:
:

!!

:

//

- احوال شخصية - قيمومة - سجل عدلي - بياناته
- صياغته في الذكر بالرغم من تعلقه بمواطنة
لبنانية بشكل يفيد بأن المعني هو رجل - صياغة
جعلت الخلاصة لا تنسجم مع المعطى المفترض انها
تقابله - وضع ترسخ واستمر - منهجية انسحبت
على كل امرأة لبنانية - نموذج مطبوع منذ
إعتماده على أساس انه يتعلق حصرياً ببيانات خاصة
بالرجل ولو ان المعنية هي امرأة - وجوبية التصويب
والتصحيح لتنسجم النتيجة المرتجاة مع المعطى المربر -
تكليف المستدعية الاستحصال على سجل عدلي جديد
بعد ابلاغ مكتب السجل العدلي بواسطة وزير الداخلية
مآل القرار.

- على اثر صدور هذا القرار، اصدر وزير الداخلية
والبلديات الاستاذ زياد بارود تعميماً بتاريخ ٢٠٠٩/٦/١٩
بضرورة تأنيث ما يرد في متن البيان العدلي من
معلومات إذا كانت تعني انثى حيث ان التعميم المذكور
منشور مباشرة بعد القرار الحاضر.

!!

//

. : " "

") " "

. (" " "

. // !

CEDAW !!

()

/ /

/ /

❖ ❖ ❖

❖ ❖ ❖

"

...

"

:

//

" "

- سجل عدلي - بياناته - صدور قرار بضرورة التصويب والتصحيح فيها لورودها بصيغة الذكر بالرغم من انها تعني مواخنة لبنانية - عدم اجراء التصحيح - المادة الاولى من المرسوم المتعلق بتنظيم السجل العدلي - وثيقة تثبت وجود أو عدم وجود احكام جزائية ... «بحق شخص ما» - تسبب يفقد سنده الواقعي والقانوني عندما يتحدد الشخص المعني تخصيصاً - وجوب التعامل مع البيانات على انها تختص بهذا الرجل أو تلك المرأة بالنظر للتحديد الذي يلازم الطلب - وجوب ترجمة التعميم عند التنفيذ، على المسألة المطروحة بحيثياتها الخاصة - لا يمكن بحجة التعميم، تعريف امرأة وكأنها رجل - تأكيد رئيس المحكمة على قراره بتصويب بيانات السجل العدلي العائد للمستدعية.

" " " "

" " " " "

//

//

//

❖ ❖ ❖

...

//

. . . .

:

//

:

/ . . .

" . . . "

- تعذر على اقسام مشتركة - صلاحية.

- بناء - اقسام مشتركة - نائب - ظروف امنية -
 وضع ستائر وكاميرات مراقبة في الاقسام المشتركة لأحد
 الابنية حماية لأحد النواب القاخن مع افراد عائلته في
 المبنى - تدبير امني متخذ بناء على قرار حكومي
 بحماية الشخصيات السياسية في ظروف امنية صعبة -
 اهدام العناصر الامنية المولجة بحماية النائب على اغلاق
 الستائر يومياً، في وقت محدد، وعلى تشغيل الكاميرات -
 مدى قانونية وجود الكاميرات في الاقسام المشتركة - عدم
 ثبوت انزعاج قاخني البناء من التدبير المشكو منه - تعذر
 غير واضح - ردّ الدعوى.

: //

-

/

/

-

-

/

-

-

//

-

:

-

-

...

-

-

-

:

-

❖ ❖ ❖

:

//

:

/

- حساب مشترك - مطالبة بتجميده - استعمال
 الحساب المشترك من قبل احد اصحابه دون سواه مباح
 بموجب القانون - خلاف بين اصحاب الحساب المشترك -
 اختصاص قضاء الموضوع وليس قضاء العجلة - رد
 الاستدعاء لعدم الاختصاص.

//

//

/ / / /

...

...

...

//

:

(

(

//

❖ ❖ ❖

//

//

:

//

:

/

- عجلة - تعدل - تدبير مؤقت بإلزام المستدعي ازالة
 التعدي عن احد العقارات - تدبير صادر عن محكمة
 الاستئناف اثر تقديم نحن امامها بقرار صادر عن قاضي
 الامور المستعجلة - صلاحية البت بدعوى تعديل أو الغاء
 تدبير متخذ في قرار مستعجل سابق صادر عن محكمة
 الاستئناف - مبادئ عامة - اعمالها - المادة ٦٥٤ أ.م.م. -
 الارتكاز اليها على سبيل القياس.

//

- القرار المشكو منه - قرار استئنافي فاسخ لقرار
 ابتدائي صادر عن قاضي الامور المستعجلة - صلاحية
 تعديل أو الغاء هذا القرار الاستئنافي - صلاحية

منحصرة بمحكمة الاستئناف التي اصدرته - انتفاء
 صلاحية قاضي الامور المستعجلة - رد الدعوى لعدم
 الصلاحية.

-
 -

...

" "

...

// /

//

...

/

//

/

...

"

"

//

/

"

"

"

"

...

...

/ / : /

- الصندوق التعاضدي لمستخدمي الصندوق الوخني للضمان الاجتماعي - وفاة المضمون المنتسب - مطالبة ورثته الصندوق بأن يعيد لهم مبالغ الاشتراكات في مساهمة الشيخوخة المسددة من قبل مورثهم، والادفع مساهمة الشيخوخة - استمرار عمل مورث المدعية لفترة ٣٦ سنة و٥ اشهر في الصندوق - البند السابع من المادة التاسعة من النظام الداخلي للصندوق - تنظيم حالة وفاة من امضى اكثر من عشرين سنة في الخدمة - استفادته من مساهمة الشيخوخة هو بنفسه في حالة العجز أو افراد عائلته بالتساوي فيما بينهم في حالة الوفاة - جعل حالة البند السابع حالة مستقلة عن باقي الحالات - عدم ذكر حالة تسديد الاشتراكات ام عدم تسديدها للاستفادة من احكام البند المذكور - حصر شروط الاستفادة بعدد سني الخدمة دون أية شروط اخرى - تحديد الورثة المستفيدين من مساهمة الشيخوخة.

❖ ❖ ❖

.. / /

.. / /
.. / /

" "

.. / / // //

":

:

"...

() -
 / / -
 / /
 ... / / = ... ×
 = × ... / /
 ... / / ... / /
 ...

:
 :
 ... / /
 .
 :
) ... / /
 (... / /
 .
 .
 :
 :
 .
 :
 .

❖❖❖

/ /

منه - عدم انعقاد مسؤولية الشركة المدعى عليها عن هذا الالغاء - ترتب موجب الرد فيما إذا كان الرد ما زال ممكناً - إلزام الأخيرة بإعادة ما يقابل التنفيذ للجزء غير المنفذ من العقد والذي يعادل نصف ثمن تذاكر السفر - رد إدلاءات الجهة المدعية المخالفة.

/ /

:

/ /

/ .

- عقد نقل جوي - تذاكر سفر ذهاباً وإياباً - تنفيذ العقد جزئياً (ذهاباً) - توقف شركة الطيران المدعى عليها عن تسيير رحلاتها - مطالبة الأخيرة بدفع ثمن تذاكر السفر إياباً عبر شركة بخيران أخرى - دفع بعدم الاختصاص المكاني - ثبوت شراء تذاكر السفر من فرع الشركة المدعى عليها في بيروت - اختصاص المحكمة التي يقع في دائرتها فرع للشخص المعنوي في المنازعات الناشئة عن التعاقد مع هذا الفرع سنداً لأحكام المادة ١٠١ أصول مدنية - رد الدفع بعدم الاختصاص.

/ /

- دفع ببطلان استحضار الدعوى - المادة ٤٤٥ أصول مدنية - ثبوت تصحيح العيب - إبراز الوكالة عن احد افراد الجهة المدعية في لائحة جوابية لاحقة للاستحضار دون ابلاغ هذه الوكالة من الجهة المدعى عليها لا يؤدي إلى اعتبار الوكيل غير حائز الصفة القانونية لتمثيل الموكل - عدم اثبات الضرر الواقع على الجهة المدعى عليها - رد الدفع المدلى به من هذه الأخيرة لهذه الناحية.

- وكالة سفر - خلب اخراجها من المحاكمة لاقتصار مهمتها على الوساطة بين الجهة المدعية وشركة الطيران المدعى عليها - عدم كون الوكالة المذكورة فريقاً في التعاقد الحاصل بين الأخيرتين - اخراجها من المحاكمة لوقوع خلب مداعاتها في غير موقعه القانوني.

/ /

- تنفيذ العقد جزئياً - استحالة تنفيذ الجزء الآخر - تأمين سفر الجهة المدعية من لبنان واستحالة تأمين ارجاعها - قوة القاهرة - الغاء العقد في الجزء غير المنفذ

//

//

//

...

//

I.A.T.A

//

//

//

...

//

//

...

La force majeure ne fait obstacle à l'exécution des obligations qu'autant qu'elle empêche le débiteur de donner ou de faire ce à quoi il était obligé.

- civ. 1^{ère}, 24 fév. 1981, D 1982. 479 Note D Martin.

- cass. Civ. 23 avril 1986. J.C.P. 1986 IV 181.

:

:

:

:

:

I.A.T.A.

...

:

/ /

:

:

:

:

❖ ❖ ❖

/ /

/ /

:

-

()

:

//

/

/

- دعوى اسقاط من حق التمديد القانوني - مأجور غير سكني - تقرير خبير - شهود - تثبت المحكمة من واقعة الترك - بحث في نوعي التردد، الاول الموازي للإشغال والثاني غير القاطع لمدة الترك - قيام المدعى عليه المستأجر بتسديد مستحقات الكهرباء والماء والبلدية عن المأجور لا يعطيه صفة المتردد القاطع لفترة الترك في مأجور غير سكني - تحقق شروط الفقرة (و) من المادة ١٠ معطوفة على المادة ١٤ من القانون ٩٢/١٦٠ - اعلان سقوط حق المدعى عليه بالتمديد القانوني.

- نزاع حول قيمة البدلات المتوجبة - احتسابها من قبل المحكمة خلافا لما احتسبه فريقا النزاع - اعتماد عقد الادارة الحرة والايصالات المرززة في الملف، غير المنازع في صحتها، لاحتساب تلك البدلات - انقضاء مفعول بند مضاعفة البديل بانقضاء عقد الادارة الحرة الذي تضمنه - أعمال المفعول الاعلاني للحكم بسقوط الاجارة عملاً - بنص المادة ٥٥٩ م.م. - احتساب البدلات المستحقة للمدعي عن الفترة السابقة للتثبت من مرور سنة على واقعة الترك - حفظ حق الاخير بالمطالبة ببديل المثل عن فترة الإشغال التالية.

//

"

"

//

/ ()

" (/ /)
" (/ /)

" "

)

()

" "

:

:

.

(

:

//

.

//

.

//

.

:

)

(

:

//

.

//

.

(// //) ()
/ , , /

.. / , , /

/

()

.. / , , / :

.. / , , / = // ÷

: -

.% , .. / , , /

// .. / , , / //

//

//

//

//

//
//
.. / , , /

.. / , , /

"

.. / , , /

"

.. / , , /

-

//
/ / / /

:

//

/

... / /

- إعتراض على اعمال تحديد وتحرير - نزاع على حدود عقارية - دفع بقوة القضية المحكوم بها لقرار صادر عن القاضي العقاري قضي بتعيين تلك الحدود - بحث في شروط حجية أو قوة القضية المحكوم بها - ثبوت صدور ذلك القرار عن القاضي العقاري قبل اختتام اعمال التحديد والتحرير - تدخل القاضي العقاري في تلك المرحلة لحل بعض النزاعات لا يعدو كونه انطلاقاً من سلطته الادارية في مراقبة اعمال المساحين والتثبت من انطباقها على القانون - لا يمكن اعتبار القرارات التي يتخذها في هذا الاخراج قرارات قضائية وإعطاؤها المفاعيل التي تعود لهذه الفئة من القرارات - عدم تحقق شروط الدفع بقوة القضية المحكوم بها للقرار المذكور - رد الدفع المدلى به لهذه الجهة.

//

/ / / /

- خلب تسجيل ما يعود للمعترض من مساحة امتار في عقار الجهة المعترض بوجهها - وقوع عبء الاثبات على من يدعي الواقعة وفقاً للمادة ١٣٢ م.م. - استناد المعترض إلى تقرير خبير لم يعد له أي وجود من الناحية القانونية بعد ان تقرر اعتباره كأنه لم يكن - تقرير خبير مقابل يفيد بصحة التقرير المعتمد من القاضي العقاري قبل اختتام اعمال التحديد والتحرير ويؤكد عدم وجود أي تعد من عقار الجهة المعترض بوجهها على عقار المعترض - رد الإعتراض لعدم ركونه إلى أي اساس قانوني.

//

/ /

/ /

...

- تعسف المعترض في استعمال حقه بالإعتراض - ضرر

//

- تعويض - غرامة.

/

//

/ /

...

...

/ /

/

.

.

.

//

/

...

//

.

...

//

/

...

/ / / /

// /

//

...

.

:

:

...

.

.

المالك السابق المتفرغ في جميع حقوقه وواجباته الناشئة
عن الأيجارات - رد دعوى الإسقاط من حق التمديد لعدم
توفر شروطها القانونية.

(//)

❖ ❖ ❖

- دعوى استرداد للهدم سندا لأحكام المادة ٨ من
القانون ٩٢/١٦٠ - عدم توافر ما يثير الشك حول نية
الجهة المالكة في الهدم وإعادة البناء - توافر شروط
الاسترداد للهدم - اعتماد نسبة ٥٠% من قيمة المأجور
الشرائية كتعويض عن الاسترداد - مأجور غير سكني -
تعويض آخر عن الخسارة التي يتعرض لها المستأجر من
جاء الإخلاء.

- إسقاط من حق التمديد القانوني - خلب ادخال
المالك السابق للمأجور - الاتفاقات المنظمة بين المالك
الجديد والمالك السابق والتي تندرج في إطار ضمان المبيع
لا تعد من الالتزامات الناشئة عن العلاقة التأجيرية
موضوع الدعوى ولا تؤثر في مداها - رد خلب الادخال
شكلاً عملاً بالمادتين ٣٠ و ٣٨ م.م.

- خلب إسقاط حق المستأجر في التمديد بسبب إساءة
استعمال المأجور - ثبوت حصول تغييرات في ذلك المأجور
وإضافة إنشاءات عليه - وجوب تطبيق القانون الحاصلة
في ظله تلك الاعمال المشكو منها - عدم اشتراط موافقة
المالك الخطية للقيام بالاعمال الخارجة عن إطار العلاقة
التأجيرية وفقاً لأحكام قانوني ٥٦ و ٦٢ الواجبي التطبيق
- تكون قناعة المحكمة بأن الاعمال المشكو منها حصلت
بموافقة المالك السابق وعلمه - قيام المالك الجديد مقام

()

... () ...
()

:

-

/

-

:

-

-

-

/

"

"...

(//)

/

/

/

/

/

/

()

(// :)

)
/

//

(//

/

.. / , /

.. / , /

/

/

.

:

-

:

(. / / :

-

(. / , / :

(% /

.. / /

.. / , /

. / , /

. / , /

/

.

()

(()

.

(

❖❖❖

.. / , /

.. / , /

:

//

:

/

- عقد ايجار - توقف المستأجر عن دفع البدلات المستحقة - فسخ الاجارة على مسؤولية الاخير.

- بند تعويض اتفاقي - للمحكمة اجراء الرقابة على حسن تنفيذ العقد وعلى البنود الواردة فيه - بند جزائي وُضِعَ على سبيل إكراه المستأجر على تنفيذ موجباته - يعود للمحكمة تخفيض قيمة ذلك التعويض إذا وجدتها فاحشة - تقرير تخفيض البند الجزائي المطالب به من الجهة المدعية إلى النصف - إلزام المستأجر بدفعه بالإضافة إلى قيمة البدلات المحكوم بها.

- إساءة في استعمال حق الدفاع - تعويض.

//

/

.

"

// -

// -

// -

// -

-
//

//

-
// //

)

(

❖❖❖

//

بين المعارضة والمعترض بوجههم - رد إدعاءات المعارضة
المخالفة.

//

//

:

//

:

/.../

- إعتراض على تنفيذ - تعدد الدائنين - ديون غير
مترابطة ومستقلة عن بعضها البعض - لا وجود لأي
حائل قانوني يحظر من تقديم معاملة تنفيذية واحدة
استيفاء لتلك الديون.

- غلب ابطال تنفيذ لانتهاء صيغة السند التنفيذي -
تقارير حساب صادرة عن سلطة مختصة لدى الشركة
المعترضة - تحقق شروط الوكالة الضمنية - المستخدم
يعد موكلاً ضمناً من قبل المخدم في الشؤون التي
(/ /)
يستخدم فيها هذا الأخير في ما جرت العادة ان ينوب فيه
المستخدم عن المخدم - اعتبار تلك التقارير الصادرة عن
قسم المحاسبة متممة بصفات السند التنفيذي المكتسب
القوة التنفيذية - رد الإدعاءات المخالفة.

Saisie sur (/ /)

saisie ne vaut

- غلب ابطال التنفيذ لأن تقارير الحساب غير مقلدة
وفق نص المادة ٣٠٤ تجارة برية - تعريف الحساب الجاري
- عدم انطباق احكامه على العلاقة القانونية القائمة

/ /

()

:

/ / . / /

:

// / /

/ / / /

:

" "

/ /

/ /

/ /

/ /

:

:

:

:

:

:

❖ ❖ ❖

له في إصدار قرار بتنفيذ تلك الوثيقة - تقرير الرجوع
عن القرار الاخير المتخذ بصيغة الامر بالتنفيذ.

" //
"

:"
" ... // :
/

/ //

// /

:
:"
/

- احوال شخصية - إعتراض على قرار صادر عن
قنصل لبنان في بلد اجنبي - الغاء وثيقة ولادة للمعترض
بوجهه وتنفيذ وثيقة اخرى مكانها - المادة ١٧ من
القانون الصادر بتاريخ ١٩٤٤/٦/١٠ - قيام القناصل
بالوظائف المناخجة بحكام الصلح أي بالقضاة المنفردين
فيها يختص بالأحوال الشخصية - قرار قضائي -
الإعتراض عليه استناداً لأحكام المادة ٦٠١ أ.م.م. يكون
واقفاً في موقعه القانوني السليم - قبول الإعتراض شكلاً.

- توضيح وتفسير احكام المادة ١٧ المذكورة اعلاه -
يجب ان لا يفسر نص تلك المادة بشكل مطلق بحيث يحل
القنصل أو المعتمد السياسي محل القاضي المنفرد في كافة
الاعمال المناخجة بهذا الاخير والمتعلقة بالاحوال الشخصية
- الحق المعطى للقنصل في الحلول محل القاضي المنفرد في
عمل تصحيح القيود ينحصر فقط بالقيود والسجلات
الموجودة في القنصلية أو السفارة التي يعمل فيها دون
غيرها من السجلات - ثبوت كون المعترض بوجهه مسجلاً
في السجلات اللبنانية بموجب وثيقة ولادة منظمة وفقاً
لقانون قيد وثائق الاحوال الشخصية وليس عبر أي
قنصلية لبنانية - اعتبار قرار الغاء الوثيقة الاخيرة من
قبل قنصل لبنان في الخارج صادراً عن مرجع غير
مختص - تقرير الرجوع عن ذلك القرار.

- تنظيم وثيقة ولادة وفقاً للأصول الادارية المرعية
الاجراء لدى القنصلية اللبنانية العامة - وجوب احوالها
إلى لبنان لتنفيذها أصولاً وفقاً لمعاملات الاحالة العادية -
لا يعود للقنصل أن يستصدر قرارات تنفيذية - لا حق

//

....

//

...

/

-

/

:

"

"....

:

❖ ❖ ❖

/ /

:

/ /

:

- انتهاء أعمال تحديد وتحريير - تطلب تصحيح خطأ مادي - استقرار اجتهاد المحكمة الراهنة على ان الاخطاء الحاصلة اثناء اعمال التحديد والتحريير يعود امر تصحيحها للقاضي العقاري الاضافي - شرح الأسباب التي جعلت المحكمة تتخذ هذا المنحى في الاجتهاد - المبادئ العامة توجب ان يخضع تصحيح الخطأ للقانون الذي وقع في ظله هذا الخطأ ولصلاحية القاضي الذي كان مختصاً اثناء وقوعه - المادة ١٥ من القرار ١٨٨ ليس لها مفعول رجعي - الخطأ المادي الحاصل في مشروعات محضر التحديد والتحريير هو خطأ مادي حاصل في قرار المصادقة عليه - تصحيح الخطأ المادي الحاصل في قرار المصادقة يتم عملاً بالمادة ٥٦٠ م.م. التي تفرض حصول التصحيح من قبل القاضي نفسه الذي صدر القرار - حلول القاضي العقاري الاضافي محل القاضي العقاري الاصيل - اختصاص الاول للنظر في تصحيح الاخطاء الحاصلة اثناء أعمال التحديد والتحريير.

/ /

- وجوب عدم التوسع في فهم معنى الاخطاء المادية - الخطأ المادي الحاصل في اسم المالك يتمثل بكتابة الاسم بطريقة خائفة مع عدم وجود شخص يدعى بالاسم المكتوب - تسجيل العقار على اسم شقيق المستدعي لا يمكن توصيفه بالخطأ المادي - على صاحب الحق في مثل الحالة الأخيرة ان يعترض على أعمال التحديد والتحريير بوجه الشخص المسجل على اسمه العقار ضمن مهلة

:

:

:

السنتين القانونية - ردّ خلب المستدعي تصحيح الخطأ
المادي لعدم قانونيته.

:"

"

" " "

...

...

:

-

-

-

ذلك العقد - سقوطه بمرور الزمن العشري - ابطال
 المعاملة التنفيذية لعدم قانونيتها.

: -

//

❖ ❖ ❖

//
 //

: -

/

:

//

//

/

- إعتراض على تنفيذ عقد بيع عقاري - خلب ابطال
 المعاملة التنفيذية سندا لأحكام المادة ٨٤١ م.م. - البحث
 في ما إذا كان يجوز التنفيذ قبل ابلاغ السند الجاري
 تنفيذه في ضوء احكام تلك المادة يدخل ضمن اختصاص
 رئيس دائرة التنفيذ - رد إدعاءات الجهة المعارضة لهذه
 الناحية لعدم اختصاص المحكمة للبت بمضمونه.

- تدرع المعارضة بسقوط عقد البيع موضوع التنفيذ
 بمرور الزمن العشري - دفع بانقطاع مرور الزمن تبعاً
 لإشغال العقار المبيع - يشترط في إقرار المديون بالدين،
 صريحاً كان ام ضمنياً، ان لا يكون مبهماً أو غامضاً ولا
 لبس فيه - تصرف المعارض عليهم بالعقارات المتنازع
 عليها كورثة لوالدهم - انكار المعارضة وجود أو معرفتها
 بعقد البيع الجاري تنفيذه - تصرف ليس خالياً من
 الشبهات والالتباس - انقضاء عشر سنوات على تاريخ

)

//

.(

)

(

//

//

//

//

//

..

//

) / /
(.

:

// :

FB production and management /
SARL /

- إعتراض على حجز احتياخي - مستند لا يتضمن
تعهداً صريحاً بالدفع - دين غير مثبت بسند - خضوع
الإعتراض لأحكام الفقرة الثانية من المادة ٨٦٦ م.م. -
حق وواجب رئيس دائرة التنفيذ في تقدير ارجحية
الدين - استنباط الادلة من خلال الملف نفسه دون ان
يعتبر ذلك تصدياً للموضوع - سلطة تقدير العطيات
وفقاً لظاهر الحال - احتمال عدم وجود الدين الذي
تدعيه الحاجزة يغلب على احتمال وجوده - تقرير
الرجوع عن قرار الحجز الاحتياخي.

/

❖ ❖ ❖

- I :

//
//

: - II

.. / , /

/

.../

/

"

"

.../

-

.. / , /

.../

.../

/

.../

- -

.. / , / ... / , /

-

-

//

.. / , /

:/ / -

//

// " - "

//

" " " " -

"

/

//

: // - ...

%

...%

...%
%

.

...

:

:

:

// /

...

بين المتعاقدين الا من تاريخ قيده في السجل العقاري -
يعود للدائن العادي ان يتمسك بعدم نفاذ التصرف
المتعلق بعقار مدينه وغير المقيد في ذلك السجل - اعتبار
حصص المعارض العقارية المحجوزة لا تزال داخله في
ذمته - رد الإعتراض برمته.

://
//
... ()

- - :

❖ ❖ ❖

- إعتراض على حجز احتياخي - عقد فتح إعتما
بالحساب الجاري - كشف حساب - انذار موجه إلى
المعارض باقفال الحساب ومطالبته بالرصيد - تعهد
الاخير بتسديد رصيد الحساب المدين به بموجب ذلك
العقد - اقراره مسبقاً بصحة قيود المصرف وقوتها
الثبوتية - ثبوت ارسال الانذار بالدفع على عنوان
المعارض المختار - اتباع الأصول الصحيحة لاقفال الحساب
- دين متوجب بذمة المحجوز عليه أو اقله مرجح
الوجود وفقاً لظاهر المستندات المرززة - رد إدلاءات
المعارض المخالفة.

- حجز احتياخي على حصص عقارية للمعارض -
دفع الاخير ببيع تلك الحصص من الغير بموجب عقد بيع
ممسوح مسجل لدى الكاتب العدل - ثبوت عدم تسجيل
ذلك العقد نهائياً في السجل العقاري - بيع العقار أو
الحقوق العينية المترتبة عليه لا يكون له مفعول حتى

- :

:

-

" - "

//

/

//

() //

//

...

//

...

-

-

//

...

-

:
:
:
:
:

❖ ❖ ❖

:

//

:

/

:

-

-

//

:

:

- إعتراض على حجز احتياخي - تذرع المعترض بعدم
الاختصاص المكاني لرئيس دائرة تنفيذ بيروت تبعاً
لوجود العقارات المحجوز عليها ومحل إقامة المحجوز ضده
خارج نطاق بيروت - عقد عام لفتح وتحريك حسابات
دائنة - حساب مشترك بين المعترض والمعترض بوجهها -
وجوب البت بالأسباب المثارة في الإعتراض وفق الأصول
المتبعة في القضايا المستعجلة بناءً على الظاهر المتكون في
الملف - القاء الحجز تأميناً لدين المعترض بوجهها المتمثل
بقيمة الاموال التي سحبها المعترض من حساب الادخار
المشترك بينهما - ورود بند في ذلك العقد يولي محكمة
التجارة في بيروت صلاحية البت بأي نزاع ينشأ عن
الحسابات أو يتعلق بها أو ينشأ عنها - ثبوت كون النزاع
ناشئاً عن الحساب المشترك المفتوح لمصلحة المعترض
والمعترض بوجهها بالاستناد إلى ذلك العقد - انعقاد
اختصاص دائرة تنفيذ بيروت الكائنة في مقر محكمة
التجارة لتقرير الحجز تبعاً لاختصاص الأخيرة للفصل في
اصل الدين المطالب به - لا يمكن القول بأن العقد المذكور

يرعى علاقة المعارض والمعارض بوجهها كضريق واحد مع المصرف دون علاقتهما فيما بينهما - رد الدفع بعد الاختصاص المكاني.

- حساب مصرفي مشترك - اعتبار اصحابه دائنين متضامين تجاه المصرف المفتوح لديه - المادة ٢٠ موجبات وعقود - اعتبار المبالغ التي سحبها المعارض من ذلك الحساب مشتركة بينه وبين المعارض بوجهها كل بنسبة حصته فيها - عدم المنازعة في كون المعارض بوجهها كانت قد اودعت قيمة ذلك الحساب من مالها الخاص - ظاهر يفيد بأن ملكية الحساب المذكور تعود لها حصراً - لا يتبين من الظاهر المتكون في الملف ان ما اتاه المعارض من اعمال تصرفية بالاموال المسحوبة من قبله جاءت في مصلحة المعارض بوجهها وبما يعود بالنفع عليها خالما انها لم تستعمل لإيفاء التزامات عليها - ترجيح وجود دين لها بذمتها - رد خلب الرجوع عن الحجز الإحتياجي لانتفاء ما يبرره.

- :

/

...
/ , /
//
/ , /
// // / / : -
/
... ..

.... / / / / /

//
DEBIT ADVICE ...

: // • / , /

/ // • / , /

/ , , , /

// • //

/ , , , / / /

....

..

/

....

:

...

-

-

-

...

-

-

"

...

"(...)

/ /

:

.-

:

-

.-

.

...

.-

/ , , , /

/ , , , /
//
/ , /

/ , /

/ , /

/ , /

//

:

-

.

-

-

-

/

" "

//

/

❖ ❖ ❖

:

//

:

/

- معاملة تنفيذية - فائدة - عدم الحكم بها بموجب الحكم الاستثنائي الجاري تنفيذه - تباين العلم والاجتهاد حول مدى امكانية تحصيل الفائدة عبر دائرة التنفيذ رغم عدم ذكرها في صلب السند التنفيذي - تبني المحكمة للمنحى الذي لا يجيز المطالبة بالفائدة امام دائرة التنفيذ الا اذا كانت ملحوظة في ذلك السند - عرض لمبررات التوجه الاخير - لا يمكن للجهة المنفذة التذرع بالحكم الابتدائي الذي اقر الفائدة بعد ان فسخ استثناءها وتمت رؤية الدعوى انتقالاً والتقارير مجدداً بمعزل عن أي فائدة - رد ادعاءات المنفذ المخالفة لهذه الجهة.

- عدم تقرير التضامن بين المحكوم عليهما بموجب الحكم الاستثنائي موضوع التنفيذ - لا يمكن الركون إلى بند في الحكم الابتدائي امسى منعدم الوجود بعد فسخه استثناءً- الاصل في الموجبات ان تكون متقارنة عند عدم النص صراحة على التضامن - حجية القضية المقضية تمتد لتشمل الحثيات المرتبطة بها ارتباخاً وثيقاً والتي تشكل الركن الاساسي والدعامة اللازمة لها - رد الطعن المبني على عدم تحديد القرار الاستثنائي لحصة كل محكوم عليه من المبلغ الواجب دفعه يجعل السبب المرتكز عليه في سبيل ذلك مكتسباً الامر المقضي كونه مرتبطاً بالنتيجة برابطة وثيقة - اعتبار الموجبات الملقاة على عاتق المنفذ بوجهها متقارنة غير متضامنة على قاعدة المساواة بين المدينين - لا يستحيل الانذار التنفيذي الذي تضمن مبلغاً يفوق المبلغ المتوجب باخلاً وانما ينحصر مفعوله في حدود المبلغ الاخير.

:

.

:

.

.. / /

.. / , /

:

:
:
:
:

//
/

/

:
:
:
:

Un commandement fait pour une somme supérieure à celle réellement due n'est pas nul mais demeure valable à concurrence de la somme due.

Cass, Civ. 17 juin 1975: Bull. civ. 1. n° 199

❖ ❖ ❖

//
/

-

-

:

:

/ /

:

/

- دفع شكلي - مطالبة ببدل سمسة - عدم دفعه -
الادعاء بجرم الاحتيال.

- دفع - دفع يكون الفعل المدعى به لا يشكل جرماً
معاقباً عليه - ادعاء النيابة العامة بجرم الاحتيال - لا
يقيد قاضي التحقيق اذا ثبت له ان الفعل المدعى به لا
يشكل جرماً جزائياً.

()

- فعل لا يقع تحت طائلة التجريم - فعل لا ينم عن
عمل جرمي أو لكون النزاع في شأنه يتسم بالطابع المدني
- المطالبة ببدل السمسة وعدم دفعه لا يشكل جرماً
جزائياً معاقباً عليه وان كانت الشكوى اعطيت الطابع
الجزائي واقرنت بادعاء النيابة العامة - مخالفة القرار
المطعون فيه القانون - نقضه - قبول الدفع ووقف السير
بالدعوى العامة كون الفعل المدعى به لا يشكل جرماً
معاقباً عليه في القانون.

- مخالفة للمستشار نبيل صاري.

:
 . :
 :
 . :
 :
 . :
 :

❖ ❖ ❖

)
//
.(

() ()

% ()

" "

//

//

❖ ❖ ❖

- I

:

-

-

-

-

- دفع شكلي - احتيال - دفع بقوة القضية المحكوم بها - جريمة احتيال متعلقة بسحب أموال من الحساب المشترك إلى الحساب الخاص.

()

- قوة القضية المحكوم بها - شروطها - ادعاء في جنيف بجرم إساءة الأمانة - ادعاء في لبنان بجرم الاحتيال - عدم توافر وحدة الموضوع والسبب بين الدعويين - عدم توافر شروط قوة القضية المحكوم بها - نقض قرار الهيئة الاتهامية.

- دفع بمرور الزمن - احتيال - تحويلات من الحساب المشترك إلى حساب المدعى عليها الشخصي - مرور أكثر من ثلاث سنوات بين تاريخ ارتكاب الجرم وتاريخ إقامة الدعوى - إسقاط الدعوى العامة في جريمة الاحتيال.

- وصية - لا تنشئ حقوقاً للموصى له خالماً ان الموصي ما زال على قيد الحياة - احتيال لا تكتمل عناصره قبل وفاة الموصي - مرور الزمن يبدأ عند وفاة الموصي.

- :

()

...

// ()

U.B.S. ()

(//)

U.B.S.) .(

//

//

//

//

U.B.S.

Mirabeau

- II

:

-

◆◆◆

//

//

: -
-

:

// :
/

- دفع شكلي - عدم اشتراط الإختلاف في الوصف -
قبول التمييز في الشكل - دفع بمرور الزمن - عدم البت
به من قبل الهيئة الاتهامية - عدم قبول قرارها للتمييز
كونها لم تفصل بهذا الدفع.

- دفع بمرور الزمن - امكانية ضم هذا الدفع للأساس
من قبل قاضي التحقيق - لا يقبل قراره الإستئناف لهذه
الجهة - عدم مخالفة القرار المطعون فيه القانون لجهة
رده الدفع بمرور الزمن شكلاً.

- دفع بسبق الادعاء والتلازم - البت به بعد
ضم الدفع بمرور الزمن للأساس - عدم مخالفة
القانون.

- دفع بسبق الادعاء - عدم توفر شروخه - عدم
مخالفة القانون - رد التمييز في الأساس.

: -

:

//

:

/

- دفعوع شكلية - مرور زمن - حكم غيابي بإدانة المدعى عليه بجنحة المادة ٦٦٦ عقوبات - إعتراض عليه - خلب اسقاط الدعوى العامة لمرور الزمن الثلاثي - تبليغ الحكم الغيابي - الفقرتان ٣ و٤ من المادة ١٧١ أ.م.ج - تناقض وغموض بين الفقرتين - تفسيرهما لصالح المدعى عليه - اعتبار انه في حال التبليغ الذي لم تراخ فيه الأصول والتبليغ غير الحاصل يكون الحكم الغيابي آخر معاملة قضائية - بدء سريان مهلة مرور الزمن على دعوى الحق العام منذ صدور الحكم الغيابي - عدم سريان مهلة الاعتراض على الحكم الغيابي الا من تاريخ تبليغه - تطبيق أحكام الفقرة ٤ من المادة ١٧١ أ.م.ج - خطأ في تفسير وتطبيق القانون - نقض.

()

//

- دعوى مدنية - سقوط الدعوى العامة بمرور الزمن - عدم قانونية تبليغ الحكم الغيابي - اعتباره آخر معاملة قضائية - بدء سريان مهلة مرور الزمن على دعوى الحق العام منذ صدوره - انقضاء اكثر من ثلاث سنوات بين تاريخ صدور الحكم الغيابي وتاريخ تقديم الإعتراض عليه - اسقاط دعوى الحق العام بمرور الزمن الثلاثي.

❖ ❖ ❖

: -

()

//
//

....

....

....

....

....

//

- : :

//

....

//

/

//

..... :

."

//

:"

.....

."

//
..... //

." //

.....

."

//
//

.....

.....

.....
:

."

.....

."

:"

."

//

//

:

:

-

-

-

//
//

//

:

-

-

//

-

:

-

:

:

-

-

//

//

-

//

:

-

//

-

//

//

-

//

❖ ❖ ❖

.. / , /

:

//

:

/

- دفع شكلي - مرور زمن - ملاحقة سنداً للمادة ٦٦٦
 عقوبات - المادة ٣٠٢ م.ج. - انقضاء الدعوى العامة
 بموجب الحكم الابتدائي - نشر الدعوى امام محكمة
 الاستئناف لجهة الدعوى الشخصية فقط تبعاً لانبرام
 الشق من الحكم الابتدائي المتعلق بالدعوى العامة وبمرور
 الزمن عليها - قرار استئنافي غير فاصل بمسألة سقوط
 الحق العام بمرور الزمن - عدم توافر شرط الإختلاف في
 الوصف بين المرجعين الابتدائي والاستئنافي - رد
 التمييز في الشكل.

	:	-	:
:	:	-	:
/	:	//	:
	//	/	:
//	/		
/	//		
	:	-	:
()	:	//	:
/	:	-	:
()	:		:
	//		:
	:		:

❖ ❖ ❖

- إساءة استعمال حق الادعاء - المطالبة بعطل وضرر
 - الادعاء بتهمة فض بكارة ومجاعة - إعلان براءة
 المدعى عليه من الجرم المسند اليه لعدم كفاية الدليل -
 ادعاء بجرم الافتراء - رد الدعوى لعدم توافر
 جميع عناصر جناية الافتراء وذلك بموجب قرار
 صادر عن محكمة التمييز - تقديم دعوى
 جديدة للمطالبة بتعويض عن إساءة استعمال
 حق الادعاء - شروط المطالبة بالتعويض - المادة ٢٧٧
 أ.م.ج - ورود المطالبة بالعطل والضرر بعد ختام
 المحاكمة وصدور الحكم في دعوى الافتراء - غير جائز -
 الفقرة الاولى من المادة ٢٧٨ أ.م.ج - عدم تحقق إساءة
 استعمال حق الدفاع بعد إعلان محكمة الجنايات كف
 التعقبات في دعوى الافتراء - الفقرة الثانية من المادة ٢٧٨
 أ.م.ج. - رد الدعوى.

//

//

: - : -
- . .
-
-
- // /
- . . .
.

: -
-
-
-

:

:

❖ ❖ ❖

:

//

:

/

- اختصاص - احالة ملف إلى المجلس العدلي - قرار
 اخلاء سبيل - صدور المرسوم الذي اولى المجلس العدلي
 النظر في الدعوى قبل صدور حكم فاصل في موضوع
 الدعوى - استدعاء نقض تناول قراراً باخلاء سبيل
 صادراً عن محاكم القضاء العدلي العادي - إعلان عدم
 اختصاص المحكمة للنظر بالمراجعة.

/

//

- :

/ / /

:

-

:

:

:

:

❖ ❖ ❖

()

()

()

:

//

:

/

- ترويح مخدرات - دفع ببطلان افادة المتهم الاولية
 المأخوذة تحت تأثير الضرب - تقرير خبي - تكون
 قناعة المحكمة بارتكاب المتهم لذلك الجرم - إدانة.

:

:

-

:

■

:

:

:

/

/

/ /

/

-
:

/

/

:

-

/ /

/

:

-

/

/ /

▪

▪

▪

▪

▪

▪

/ /

▪

/ /

▪

()

:

-

/ /

:

/

/

/...

- دعوى إفلاس احتيالي - شروخها - المادة ٦٨٩
 عقوبات - عدم توافر حالة توقف الشركة المدعى عليها
 النهائي عن تسديد ديونها التجارية - انتفاء حالة
 الإفلاس - ابطال التعقبات بحق الشركة المتهمه لعدم
 توافر العناصر القانونية للمادة ٢١٠/٦٨٩ عقوبات -
 ابطال التعقبات بحق مديرها تبعاً لذلك.

-

/ /

/ /

-

-

❖ ❖ ❖

:

....

/ / /

/ /

" "

:

-
-
-

// / ▪

// /

// /

// /

// /

// /

" "

/

//

:

-

// /

// /

....

/ /
/
/ /

-

❖ ❖ ❖

() :

// :

/

- نسل المارة باستخدام العنف - إدانة بموجب أحكام
المادة ٦٣٨ فقرة ٦ عقوبات - عدم ثبوت استعمال
المناورات الاحتيالية للاستيلاء على أموال ضحايا النسل
- انتفاء عناصر جرم الاحتيال - كف التعقبات لهذه
الناحية.

- تواجد زوجة المتهم مع خلفها إلى جانبه في غالبية
أعمال النسل التي قام بها - فعل يشكل الجنحة المنصوص
عنها في المادة ٢١٩/٦٣٦ عقوبات.

:

:

:

:

:

..

- تحريض على القتل - عدم توافر عناصره - كف
التعقبات.

:

()

:

❖ ❖ ❖

:

:

()

:

//

:

/

- محاولة قتل - دفع المتهم بممارسة حق الدفاع
المشروع عن نفس الغير - نغمات متعددة بسكين في رأس
وصدر المصاب - عدم تناسب فعل المتهم مع الضرب الذي
تعرض له ذلك الغير - اتجاه نية المتهم إلى ازهاق روح
المدعي والقضاء عليه - انقاذ حياة الاخير بعد اجراء
عملية جراحية عاجلة له في المستشفى القريب من وقوع
الفعل الجرمي - إدانة بموجب أحكام المادة ٢٠١/٥٤٧
عقوبات - أسباب تخفيفية.

:

:

-

/

.

-

-

:

/

:

:

//

/

:

- ادعاء بجرم تبييض أموال - دفع شكلي بسبق
الادعاء - ثبوت ملاحقة المدعى عليه بجرائم سرقة
أموال الناس والأموال العامة بالوسائل الاحتيايلية
والتزوير - الأموال الناتجة عن تلك الجرائم تعتبر أموالاً
غير مشروعة بحسب نص المادة الأولى من قانون مكافحة
تبييض الأموال - الحصول على الأموال المذكورة يشكل
جرم تبييض الأموال وفقاً لنص المادة ٢ من ذلك القانون
- لا يجوز ملاحقة المدعى عليه بتلك الأفعال سناً
لوصف جرمي آخر بعد ان نفذ الحكم الصادر بحقه -
قبول الدفع المقدم من الأخير ووقف ملاحقته.

❖ ❖ ❖

- مخالفة للمستشارة رولا انطون.

:

-

-

-

//

//

//

...

//

:

-

()

//

:

//

❖❖❖

) (-)
(

//

//

// ()
-

:

La théorie des ensembles des sciences d'algèbre

() •

(()
))

"non bis in idem" " . . / /

(
) •
(

(...

2 diagrammes

séparés et non inclus (ou 2 ensembles)

. / /

()

:

-

)

(

)

(

. . / /

:

//

:

. . / /

. . " " / . . " "

- تقليد علامة فارقة - شروخه - تسجيل العلامة
المقلدة أصولاً - استعمالها عن معرفة ودون ترخيص من
صاحب الماركة - خلق التباس في ذهن المستهلك العادي -
شكوى مباشرة بجنحة تقليد علامة فارقة - توفر شرط
تسجيل العلامة الفارقة - جرم التقليد - وجوب تحقق
عنصريه المادي والعنوي - تحقق معرفة الشركة المدعى
عليها بأنها تستعمل علامة تخص الغير - تحقق المشابهة
الاجمالية بين العلامتين - خلق التباس في ذهن المستهلك
العادي أو المتوسط نتيجة التشابه بين العلامتين - توفير
ربح للشركة المدعى عليها على حساب الشركة المدعية
صاحبة العلامة الحقيقية - إختلاف التصنيف الدولي
للفتين المقلدة والمقلدة انطلاقاً من إختلاف الخدمات
التي توفرها كل من الشركتين الاولى والثانية - التمسك
به غير مجدر بضوء شهرة العلامة المقلدة وامتدادها
جغرافياً على مختلف المناخق اللبنانية - لا مجال
للاعتداد بالتصنيف الدولي للفتات - التمييز بين
العلامة التجارية والاسم التجاري - ارتباط الاسم
التجاري ذاته بتمييز المنتوجات أو الخدمات - اعتباره
بمثابة علامة تجارية - اعتبار جرم تقليد العلامة
الفارقة واقعاً حكماً عملاً بمبدأ الحماية المطلق والمانع
والاستثنائي الممنوح لعلامة الشركة المدعية - ثبوت
عناصر جنحة المادة ٧٠٢ عقوبات والمادة ١٠٥ من القرار
١٩٢٤/٢٣٨٥ بحق الجهة المدعى عليها - توفر جرم تقليد
العلامة الفارقة - إدانة - الزام الجهة المدعى عليها
بالتوقف عن استعمال العلامة الفارقة - تعويض - نشر
خلاصة الحكم.

en ce même sens:

"Mais, dans tous les cas où la répression s'exerce, elle a pour seul titre la loi territoriale, expression de la souveraineté; Dans le domaine pénal il ne peut exister de conflits entre la loi nationale et la loi étrangère;

.....

La seule restriction qui puisse être apportée à ce régime résulte du principe de justice, d'après lequel le même fait ne peut être puni deux fois (non bis in idem)".

- R. Garraud, Droit pénal, T I p: 349 n° 166 - 167;

//

❖ ❖ ❖

/

- " "

" "

//

" "

//

" : "

//

()

//

: -
:

: -

: -

/

" ... "

/

//

//

) ()
 .(
 : -

//

:
 // "
 " ... "

//

//

/

-

/

(

/

/

/

...

(

" "

(

(...) Dans la conception classique de la concurrence déloyale, l'existence d'un acte de concurrence dont l'objet était la captation d'une clientèle commune, était nécessaire pour engager la responsabilité de son auteur sur ce fondement. Cependant, il est apparu que la déloyauté dans les relations commerciales ne se traduisait pas nécessairement par un détournement de clientèle (...)

Germain Michel et Vogel Louis (sous la direction de Ripert et Roblot) Traité de droit commercial – TI – 17^{ème} édition – LGDJ p. 533 n° 711)

-

-

(

/ / / /

.. ...

/

"/ " " " " " " " " " " " "

Nom Commercial

... / / / / / /

/ /

:

"

" . . .

"

:

:

"

:

"

:

❖ ❖ ❖

:

/ /

:

/

- شكوى بجرم الافتراء - ادعاء بموجب أحكام المادة ٤٠٢ عقوبات - بحث في مدى امكانية إعمال نص المادة ٤٠٣ عقوبات وليس نص المادة ٤٠٢ المدعى بها - ثبوت كون الوقائع التي عرضها المدعى عليه في شكواه ضد المدعي والتي صدر بنتيجتها قرار منع محاكمة ليست وقائع كاذبة - عدم توافر عناصر جرم الافتراء المنصوص عليها في المادة ٤٠٣ عقوبات - إبطال تعقبات.

:

//

:

/

- حادث سير - تسبب بوفاة - ادعاء بموجب أحكام المادة ٥٦٤ عقوبات - خلب إدخال الضامن - دفع شكلي - حق الادلاء بالدفع والشكلية محصور بالمدعى عليه أو وكيله امام القاضي المنفرد الجزائي سنداً للمادة ١٥٧ أ.ج. - المدعى عليه هو كل شخص تقام عليه دعوى الحق العام - لا يعتبر الضامن مدعى عليه بمفهوم قانون أصول المحاكمات الجزائية - اعتبار ما اثير من المطلوب والمقرر إدخالهما مجرد دفاع في أساس الدعوى وليس بمثابة دفع شكلية.

- سرعة زائدة - محاولة الانتقال من مسلك إلى آخر دون الانتباه إلى الطريق والتأكد من خلوها من السيارات - اهمال وقلة احتراز - مخالفة لأحكام المادة ١١ من قانون السير - تسبب بوفاة - إدانة بموجب أحكام المادة ٥٦٤ عقوبات - تحديد نسبة المسؤولية بين المدعى عليهما.

- شركة ضمان - يجوز مداعة الضامن امام القضاء الجزائي وفقاً لقانون أصول المحاكمات الجزائية الجديد - رد الدفع المدلى به خلافاً لذلك - عقد ضمان - عدم شموله الاضرار التي تلحق بصاحب المركبة المؤمنة - اعتبار ذلك العقد لا يشمل المتوفي مالك تلك المركبة أو بالحد الأدنى حارسها ولا يشمل ورثته تبعاً لذلك - رد خلب الاخيرين الزام شركة الضمان بالتعويض عن الاضرار التي اصابتهم.

- إدانة - أسباب تخفيفة - تعويض - سلطة المحكمة

في تقديره.

❖ ❖ ❖

:

" / / "

//

//

// // // // //
:

- "

"

//

"

:

-

"

- "

:

//

VB/

-

-

-

"...

(AUG) . . .

/ / / /

/ /

/

/ / / /

/ /

/ /

/

/

■
/ /

:

-

:AUG

-

AUG

AUG
/ / / /

AUG

"

"

...

AUG

:

-

AUG

/ /

AUG

/ /

:

-

/ /

-

-

...

:

▪

❖ ❖ ❖

▪

▪

:

//

:

/

- تزوير - استعمال المزور - انكار المدعى عليه -
تكون قناعة المحكمة بارتكاب الاخير للجرمين المذكورين
من خلال الوقائع والمعطيات - إدانة بموجب أحكام المادة
٤٧١ والمادة ٤٥٤/٤٧١ عقوبات.

- انتحال صفة من خلال ارتداء زي عسكري لضابط
في قوى الامن الداخلي - تسليم شيكات مزورة - افعال
تشكل مناورات احتيالية للاستيلاء على الأموال - إدانة
بموجب أحكام المادة ٦٥٥ عقوبات.

- ادعاء بجرم اصدار شيك بدون مؤونة سنداً للمادة
٦٦٦ عقوبات - شيكات مزورة لا تستجمع العناصر
الكاملة للشيك - لا يمكن القول بعدم توافر مؤونة لها
عند اصدارها - انتفاء عناصر جنحة المادة ٦٦٦ موضوع
الادعاء - كف التعقبات.

/ /

/

:

-

:

:

-

:

:

-

()

:

/ /

-

-

/ /

-

:

//
"

//

" //

/ / / / /

/ /

/ /

:

-

/ /

:

-

/ /

:

-

/ /

/ /

▪

:

//

:

/ /

▪

/

/ /

- ادعاء بجرم إساءة الامانة سنداً للمادة ٦٧١ عقوبات -
 سند امانة - تعامل تجاري - تكون قناعة المحكمة بأن
 سند الامانة يأتي في سياق تصفية العلاقة التجارية التي
 جمعت بين المدعي والمدعى عليه - عدم توافر العناصر
 الجرمية لجنحة المادة ٦٧١ موضوع الادعاء - ابطال
 التعقبات.

/ /

▪

"

"

-

/ / / / /

▪

/ /

- تعسف في استعمال حق الادعاء - المادتان ١٩٧ و ١٩٨
 أصول جزائية - تعويض يشمل الضرر المادي والمعنوي -
 سلطة المحكمة في تقديره.

-

:

:

-

-

/ /

❖ ❖ ❖

:
:

/ /

:

" "

:

/ /

:

)

(

/ /

/ /

/ /

:

:

-

:

-
/ /

/ /

/ /

:

// :

/

- عراق - خمن بسكين - اصابة في الرأس والرقبة -
انقطاع في عضلات العنق وفي العصب - تشويه - ايذاء
مقصود - اتهام بجناية المادة ٥٥٧ عقوبات.

//

- حيازة سكين بدون ترخيص - فعل يؤلف جنحة
المادة ٧٣ من قانون الاسلحة - تلازم الجنحة مع الجناية
- انقضاء اكثر من ثلاث سنوات بين تاريخ تقرير
النيابة العامة الاستئنافية وتاريخ صدور قرار الهيئة
الاتهامية دون ان يحصل أي اجراء من شأنه قانوناً قطع
مهلة مرور الزمن الثلاثي على دعوى الحق العام - منع
المحاكمة عن المدعى عليهما لجهة جنحة المادة ٧٣ اسلحة.

- مخالفة للمستشار مالك عبلا.

:

:

-

/ /

-

-

-

❖ ❖ ❖

//

" "

.

-

...

...

-

:

/

:

-

:

...

:

❖ ❖ ❖

❖ ❖ ❖

:

-

-

...

- سرقة بالكسر والخلع ليلاً - وجود الجهاز الخلوي المسروق مع المدعى عليهما اللذين اكدا شراءه من شخص لم يجر الادعاء عليه يعني اننا امام حالة تصريف مسروق فيما خصهما لا امام حالة سرقة بالكسر والخلع ليلاً - لا يغير من تلك النتيجة قيام اسبقيات للمدعى عليهما من أي نوع كانت لارتباط كل فعل جرمي بوضعيته القانونية الخاصة - وجوب جمع الادلة الكافية حد الاتهام في كل جرم على حدة - اعتبار فعل المدعى عليهما من نوع جنحة المادة ٢٢١ والمادة ٢١٩/٢٢١ عقوبات لا جناية المادة ٦٤٠/٦٣٩ عقوبات.

- مخالفة للمستشارة ساندرامهتهار.

. . . .

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

)

/ /
(

/

)

/ /

❖ ❖ ❖

(. / /

:

"Saisie de l'appel de l'ordonnance du juge d'instruction refusant de décerner mandat d'arrestation contre l'inculpé, la chambre d'accusation, qui infirme la décision entreprise, a le pouvoir de délivrer elle-même mandat de dépôt ou d'arrêt, et d'imposer l'effet d'une telle mesure pour toute la suite de la procédure d'instruction jusqu'à décision nouvelle de sa part. Mais elle ne saurait, sans commettre un excès de pouvoir et porter atteinte à l'indépendance du magistrat instructeur, lui enjoindre d'avoir à décerner personnellement mandat, contrairement à la conviction affirmée dans l'ordonnance de refus (Cass. Crim., 22 déc. 1959 J.C.P. 1962. II. 12857)

. . . .

:

/ /

:

- مذكرة توقيف صادرة عن الهيئة الاتهامية بعد فسخ
قرار الترك الصادر عن قاضي التحقيق - عدم اختصاص
الاخير لاسترداد تلك المذكرة.

. . . .

.

.

.

.

.

//

❖ ❖ ❖

"Le juge d'instruction, juridiction du premier degré est en principe, seul compétent pour statuer, en premier ressort, sur les demandes de mise en liberté formées au cours de l'instruction préparatoire. Il n'en est autrement, hormis les cas prévus par les art. 148, dernier al., et 148-4, que lorsque la chambre d'accusation, statuant dans les conditions prévues par l'art. 207 al. 1^{er}, a pris elle-même une mesure de détention ou s'est réservé expressément la faculté d'en ordonner, le cas échéant, la prolongation ou d'y mettre fin soit d'office, soit sur les réquisitions du ministère public ou sur la demande de l'inculpé. (Cass. Crim., 24 nov. 1977, Bull. Crim. 1977, n° 370; V. aussi dans ce sens: Cass. Crim., 2 juillet 1985, Bull. Crim. 1985, n° 252).

Parallélisme des formes

//

العَدَدُ

تَشْرِيعَاتُ جَرِيدَةِ

			:	-
.		:	//	-
.	//	()		..
			:	-
		:	//	-
.				//
.	//	()		..
		:	//	-
.	//	()		..
//		:	//	-
.	//	()		..
		:	//	-
.	//	()		..
		:	//	-
.	//	()		..

. : // -
 . // () ..
 : // -
 . // () ..
 : // -
 . // ..
 . : // -
 . // ..
 : // -
 -) // ..
 . // ..
 . : // -
 . // () ..
 : // -
 . // () ..
 : // -
 . // () ..
 : // -
 . // () ..

. : // -
 . // () ..
 : // -
 . // () ..
 : // -
 . // () .. //
 . // () ..
 : // -
 . (// //
 // () ..
 : // -
 (//)
 //
 . // () ..
 : // -
 //
 . // () .. //
 : // -
 // ..

: // -

.

// ..

: // -

.

// ..

: // -

.(//) // ..

// ..

// ..

// () ..

// ..

.(//) // // ..

// ..

: -

: // -

//

.

// () ..

: // -

. //

// () ..

: // -

. //

// () ..

	:	//		/	-
.		//	()	.	..
	:	//		/	-
.		//	()	.	..
	:	//		/	-
.		//	()	.	..
:		//	 /
.		//	()	.	..
	:	//		/	-
.		//	()	.	..
	:	//		/	-
.		//	()	.	..
//					-
.			//	.	..
:		//			-
.			//		
.		//	()		..

:	///			-
			///	
.	///	()	..
:	///			-
			///	
.	///	()	..
:	///			-
	"		///	
.	///	()	..
:	///			-
.			.	
.	///	()	..
:	///			-
.			///	
.	///	()	..
:	///			-
.			.	
.	///	()	..
:	///			-
.			///	
.	///	()	..

: // -
 //
 . // () ..
 : // -
 . // () ..
 : // -
 // //
 . // () ..
 : // -
 . // // () ..
 : // -
 . // // // () ..
 : // -
 . // (" ") ..
 : // -
 " "
 . // ..
 //
 // -
 // //
 . // () ..

: // . // () / -
: // . // () / -
: // . // () / -

❖❖❖

العَدَدُ

مؤلفات قانونية جريدة

:
-
-
-



:



()

-

.

)

.(

"

"

"

.

"

.

(

)

"

"

.

.

)

.

)

(

)

(

.(

"

"

"

"

"

"

!



()

(*)

-

" ()

"

:

:

-

:

-

:

-

:

-

:

-

:

-

:

-

:

-

Contribution à l'étude de la Réticence Dolosive.

/

(*)

()



Les Opinions Dissidentes

Par Me Emile BEJJANI

Les Editions Juridiques SADER viennent d'éditer, de la plume de Me Emile BEJJANI, ex-membre du conseil constitutionnel, un véritable abécédaire regroupant presque tout ce qu'il faut savoir sur les Opinions Dissidentes en droit constitutionnel, branche procédure devant le conseil constitutionnel.

Aperçu relatant les arguments pour et contre, ayant fomenté la discussion.

L'auteur trace la ligne zigzagante du législateur libanais en la matière, pour suggérer en terminant une solution adéquate parce que circonstancielle pour le Liban. Lecture à ne pas manquer.



:() :

: -

: . -

- : . -

: -

: . -

: -

: -

: -

: -

: -

: -

: . -

: / -

: -

: -

: -

: -

: -

: -

- () : -

: . -

: -

-

() :

:

:

❖ ❖ ❖

العَدَدُ

أخبار النقابة

//



"

"



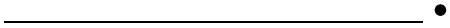
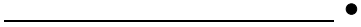
:



:



0





Y

//



”

”

”



//

// " // "

: "

//

(website)

(web page)

)

.(

(Annuaire professionnel spécialisé)

(brochure)

"

:

"

"

)

(

()

❖❖❖

" "

//

" "

:

"

"

"

//



"

//

"

//

:

"

(USAID)

:

()



"

" :

"

"

"

//

"

:

"

•

" "

.%

:



•

//

:

"

"

" ()

"

"
...

"

❖ ❖ ❖

: //

: //

:

" "

: //

-

-

-

: //

:

-

-

:

-

-

-

-

: // /

:

-

-

-

:

-

:

-

:

:

-

:

-

•

•

•

•

:

-

-

/

/

-



- :

:

•

•

•

•

•

•

•

•

•

•

•

•

•

:

-

-

-

-

:

-

:

-

:

:

-

•

:

-

•

•

•

•

•

/

:

-

•

•

•



:

-

-

-

:

-

:

.

•

•

/

•

...

•

•

•

•

•

•

•

•

//

: ://

/

: ://

◆ ◆ ◆ ◆

//

"

"

"

//

/

◆ ◆ ◆ ◆

//

//

◆ ◆ ◆ ◆

"

"

//

//

"

"

❖❖❖

(François Roux)

" "

— —

.

:

Chers confrères,

Au nom de l'Ordre des Avocats de Beyrouth, je suis heureux de souhaiter la bienvenue aux responsables du Bureau de la défense du Tribunal Spécial pour le Liban, et en particulier à son chef, M. François Roux, que j'ai eu le plaisir d'accueillir au mois d'Avril dernier. A cette occasion, il nous avait donné un aperçu du rôle de ce Bureau.

Le séminaire d'aujourd'hui, organisé par ce même Bureau de la défense en coopération avec l'Institut des droits de l'homme de l'Ordre des Avocats, a pour but de présenter les fonctions de Conseil admis à plaider devant le Tribunal Spécial.

Le programme de ce séminaire, qui s'ouvre sur une introduction de M. François Roux présentant le Tribunal Spécial et son actualité, englobe des sujets fort intéressants, que tout avocat ou juriste libanais concerné devrait connaître et approfondir. Au premier rang des thèmes qui seront développés aujourd'hui citons l'inscription sur la liste des Conseils, la commission d'office et les principes de l'aide juridictionnelle. Demain seront abordés les sujets relatifs aux différences entre le système de droit romano-germanique et la procédure en vigueur au Tribunal Spécial englobant la mise en état, ainsi que les enquêtes et les interrogatoires des témoins; autant de matières qui sont de nature à intéresser le chercheur et le praticien.

L'Ordre des Avocats de Beyrouth a soutenu la création du Tribunal Spécial pour le Liban, non seulement parce qu'il a confiance dans la Justice Internationale, mais surtout pour faire

éclater la vérité sur les crimes odieux commis au Liban et pour mettre un terme à l'impunité de leurs auteurs. L'Ordre est conscient du rôle essentiel de la défense pour assurer une justice équitable. C'est pourquoi il encourage la tenue de ce séminaire sur le thème du rôle et des fonctions du Conseil admis devant le Tribunal Spécial.

Je souhaite aux intervenants et aux participants plein succès dans leurs travaux et je vous remercie pour votre attention.



العَدَدُ

الفهارس

-
-
-
-

- POINT DE VUE SUR L'ARTICULATION "VERTICALE" DES PROPRIÉTÉS PRIVÉE ET PUBLIQUE EN DROIT LIBANAIS, Par Dr. Roula EL-HUSSEINI BEGDACHE

- La réforme de l'Organisation mondiale du commerce: quels enjeux pour le Liban ?, Par Dr. Habib KAZZI

: -
-

//

//

//

-

: -

// (/) -

// (/) -

// (/) -

// (/) -

// (/) -

/ / - / -
)
 (/ /
 // (/ .. / -
)
 : -
 : -
) // (/ -
) // (/ -
) // (/ -
) // (/ -
) // (/ -
) // (/ -
) // (/ -
) // (/ -
) // (/ -
) // (/ -
) // (/ -
 (// / -
 *
) // // -
 // // // (/ .. -
 /) // (.. -
 /) // (-
) // // -
) // // (/ -
) // (/ -
) // (/ -
) // (/ -

) // -
(/ ... -
) // -
(/ -
) // -
(/ -
) // -
(/ -
:
:
) // -
(CMA CGM S.A / ... -
*
) // -
(/ * -
) // -
(/ -
/ // -
(/ .) -
) // -
(... / ... -
) // -
(-
) // -
(... / -
) // -
(... / -
/ // -
) // -
(// -
) // -
(/ -

) // (/ -
) // (/ -
 (/ -
 // * -
 // (/) -
 * -
 : -
 /) // // -
 (-
) // (/ -
 // (/) -
 : -
) // (... / -
) // (. / . -
) // (/ -
) // (/ -
 : -
 // (/ .) -
) // (/ -
 /) // (-
 : -
) // / -
 (: -
 : -
 (/) // -
 : -
 : -
 (/) // -

(/) // : -
 // : -
 // *
 // : -
 // (/ ..) -
) // (/ -
) // (/ .. -
) // (.. / -
) // (/ .. -
 // (/ .. -
 // (/ ..) -
 // (/ ..) -
 // : -
 / .) // (. -
 // // -
 // // -
 // // -
 // // -
 // () (/) -
 // // (/ .) -
) // (/ -
 // : -
 (/) // // -

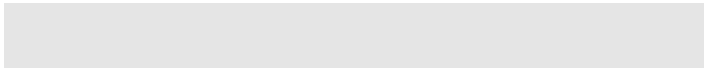


... /) // / -
 (// -
 (... / .) // / -
 // * -
 // -
 : -
 : -
 (. / ...) // -
 : -
 (/) // -
 : -
 (/) // -
 : -
 : -
 /)() // -
 (/ .)() // / -
 (/)() // (-
 : -
 // / (/) -
 : -
 /)() // / -
 (/)() // (-
 : -
 /)() // / -
 (/)() // (-
 : -
)() // / (/ ... -

/) () // : -
 (// (-
 (/) // : -
 : -
 FB production and /) // (management SARL -
 /) // (. . -
 (/) // // -
 (/) // -
 : -
 : -
) // (/ * -
 /) // (-
) // (/ -
) // (/ -
) // (/ -
 / .) // (. . -
) // (/ -
 : -
 (/) // -
 / . .) // // -
 (/) // (-
 (/) // // -
 (/) // // -



: -



-
-

- -
-

(/ / - /)

- - -

- -

- - -

- -

- - -

- -

- - -

- -

- - -

(/ / - /)

- - -

- -

- - -

- -

- - -

- -

- - -



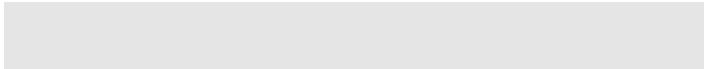
-
 -
 -
 (/ / - /)

-
 -
 -
 -
 -
 -

(/ / - /)
 -
 -
 -

-
 -
 -
 -
 -
 -

(/ / - /)
 -
 -
 -



- /
 -
 -
 - /

(/ /)
 -
 -
 -
 -



.
 - / -
 % - -
 (//)
 - -
 - -
 - -
 (//)



- // - -
 - -

 - -
 - -
 - -
 - -
 (//)



- - - -
 (//)



- - -
 - -
 - -
 - -
 (//)

- - -
 - -
 - -
 - -
 (//)

- - -
 - -
 - -
 - -
 (//)

- - -
 - -
 - -
 - -
 (//)

- - -
 - -
 - -
 - -
 (//)



- - -
 - -



(//)

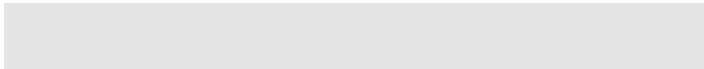
)

(//)

)

(//)

)



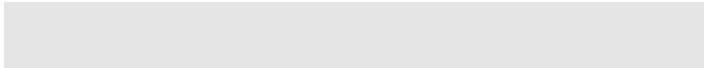
(//)

)





(//)

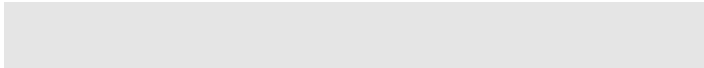


(// ())

(//)



(//)



(//)

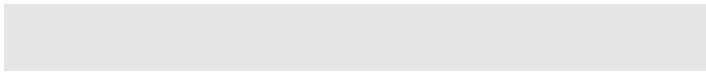
(//)

(//)



- - - -
 - -
 - -
 - -
 - -

(//)



- - - -
 - -
 - -
 - -
 - -

(//)

- - - -
 - -
 - -
 - -
 - -

(//)



- - -

-

-

-

(/ /)

-

- /

-

-

-

-

-

(/ /)

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

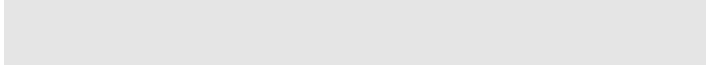
-

-

-

-

(/ /)



-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

(/ /)

-

-

-

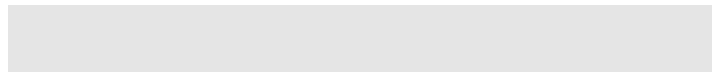
-

-

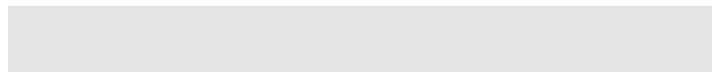
-

- « » ...

(//)



(//)



(//)

- /

- /



-
-
(11)

- « »
-
(11)



-
-
(11)

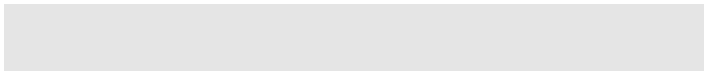
-
-
-
-
(11)

-
-
(11)



(//)

(//)



(//)

(//)

/



(11)

(11)

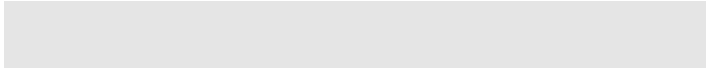
(11)

(11)



-

(//)



-

-

-

-

-

-

-

-

- /

-

-

-

-

-

-

-

-

-

(//)

-

-

-

-

-

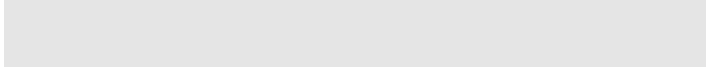
-

-

-

-

(//)



-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

...

-

-

-

-

...

-

-

-

...



-

-

-

(/ /)

-

-

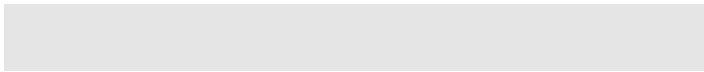
-

(/ /)

-

-

(/ /)



-

-

(/ /)

- / / « » -

-

-

(/ /)



-

-



.....
(11)

.....
.....
.....
.....

(11)



.....
.....
.....
.....

(11)



.....
.....
.....
.....

(11)



.....
.....
.....
.....

-

-

-

- ...

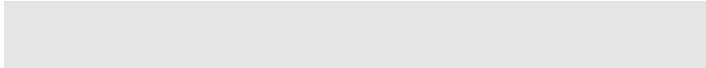
- ...

- ...

- ...

-

(//)



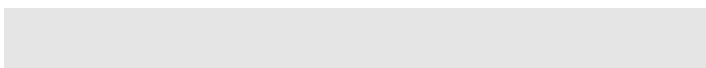
-

-

-

-

(//)



-

-

-

-

-

(//)



-

-

-

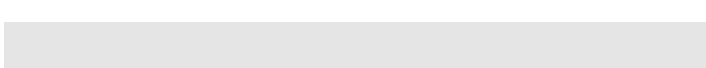
-

-

-

- /

(//)



-

-

-

-

-

-

-

-

-

(//)

-



-
-

-
-

(11)



-
-

/

(11)



-
-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

(11)



-
-

-

-

-



- - - - -

(/ /)

- - - - -

- - - - -

- - - - -

(/ /)

- - - - -

- - - - -

(/ /)

- - - - -

- - - - -

(/ /)

- - - - -

- - - - -

(/ /)

- - - - -

- - - - -

(/ /)

- - - - -



- -

-

-

/

-

.

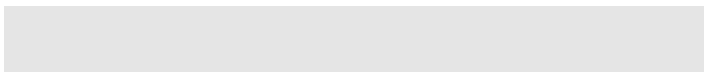
/

(//)

)

.

-



-

-

-

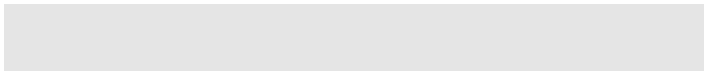
-

(//)

)

.

-



-

-

-

-

-

-

-

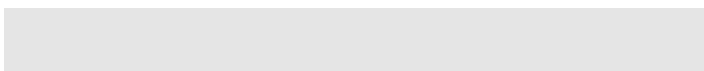
/

-

(//)

)

.



-

-

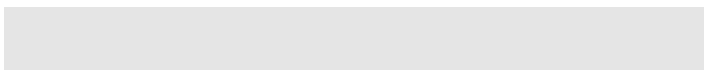
-

-

(//)

)

-



-

-

(//)

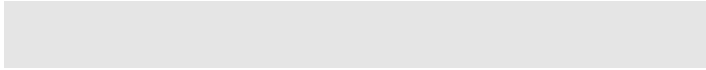
)

.



- - - -
- - - -
- - - -

(//)



- - - -
- - - -
- - - -
- - - -

(// /)

❖ ❖ ❖